

UNIVERSITE DE MONTPELLIER — FACULTÉ DE DROIT

VAGABONDAGE & MENDICITÉ

LÉGISLATION ACTUELLE & PROJETS DE RÉFORME

THÈSE

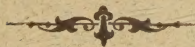
POUR LE DOCTORAT ÈS SCIENCES JURIDIQUES

PAR

Albert BERNE

DOCTEUR ÈS SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES

JUGE D'INSTRUCTION A DIE



MONTPELLIER

IMPRIMERIE FIRMIN, MONTANE ET SICARDI

Rue Ferdinand-Fabre et Quai du Verdanson

—
1910

THÈSE

POUR LE DOCTORAT ÈS SCIENCES JURIDIQUES

UNIVERSITE DE MONTPELLIER — FACULTÉ DE DROIT

VAGABONDAGE & MENDICITÉ

LEGISLATION ACTUELLE & PROJETS DE RÉFORME

THÈSE

POUR LE DOCTORAT ÈS SCIENCES JURIDIQUES

PAR

Albert BERNE

DOCTEUR ÈS SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES
JUGE D'INSTRUCTION A DIE



MONTPELLIER

IMPRIMERIE FIRMIN, MONTANE ET SICARDI

Rue Ferdinand-Fabre et Quai du Verdanson

—
1910

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

FACULTÉ DE DROIT

- MM. Vigié**, Doyen, professeur de Droit civil, chargé du cours d'Enregistrement.
Brémond, Assesseur, professeur de Droit administratif.
Glaize, professeur honoraire.
Laborde, professeur de Droit criminel, chargé du cours de Législation et Economie industrielles.
Charmont, professeur de Droit civil.
Chausse, professeur de Droit romain.
Valéry, professeur de Droit commercial, chargé du cours de Droit international privé.
Perreau, professeur de Procédure civile.
Margat, professeur de Droit civil.
Moye, professeur de Droit international public.
Rist, professeur d'Economie politique.
Barthélemy, agrégé, chargé du cours de Droit constitutionnel
Giffard, agrégé, chargé du cours d'Histoire générale du Droit.
Morin, agrégé, chargé du cours de Droit Civil approfondi.
Bridrey, agrégé, chargé du cours de Droit romain.
Nogaro, agrégé, chargé du cours d'Économie politique.
Rochette, secrétaire.

MEMBRES DU JURY :

- MM. Laborde**, *président*.
Charmont,
Barthélemy,
} *assesseurs.*

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

PREFACE

Il a été beaucoup écrit sur le vagabondage et la mendicité et c'est une entreprise hardie que traiter encore ce sujet. Cependant, nous avons quand même tenu à apporter notre pierre à l'édifice dont MM. Robin, L. Rivière, Cruppi, et tant d'autres avec eux, ont jeté les fondations, en donnant un aperçu de la législation française, de la matière et des projets de réforme dont elle a été l'objet. Cet aperçu, précédé d'une introduction historique et de notions générales théoriques, comprend deux parties : l'étude des textes, l'examen des propositions de modification. Pour la première partie, nous nous sommes surtout inspiré des ouvrages de Faustin-Hélie, Garraud et de la jurisprudence ; pour la seconde, il a fallu faire un choix parmi les nombreux projets de réforme élaborés et retenir, d'une part, — le Sénat n'ayant pas été saisi de la question depuis au moins cinq ans, — ceux déposés ces derniers temps sur le bureau de la Chambre des Députés, d'autre part les œuvres de l'initiative privée avec les vœux du Congrès International d'Agriculture de 1900 et la

proposition de M. Hubert du Puy. Enfin, pour faciliter l'intelligence de nos explications, après une conclusion très générale posant seulement les grandes lignes d'une transformation de la législation, nous publions en annexe les projets et propositions analysés.

Notre travail — nous en avons le sentiment, — n'atteint pas la perfection ; toutefois, l'on tiendra compte qu'il a été rédigé, avec des documents plutôt incomplets, au cours des loisirs laissés par l'exercice des fonctions judiciaires et, en conséquence, l'on nous accordera quelque indulgence.

En terminant cette courte préface, nous nous faisons un devoir de remercier tous ceux qui ont bien voulu nous prodiguer leurs encouragements, leurs conseils ou leur aide, en particulier M. Astier (de l'Ardèche), M. le Secrétaire général de la Présidence de la Chambre des Députés, ainsi que nos maîtres de l'Université de Montpellier, dont nous sommes fier d'être l'élève reconnaissant.

BIBLIOGRAPHIE

BÉRAL. — Histoire de l'Hôpital de la Charité de Montpellier. 1899, Montpellier, Hamelin.

BERTHELÉ (Jos.). — La Vieille Chronique de Maguelonne. 1908, Montpellier, Imp. Gén. du Midi.

BLANCHE (A.). — Etudes sur le Code pénal, 2^e édit. 1888-1891, Paris, Marchal.

Bulletin des Arrêts de la Cour de Cassation. — (Matière criminelle). Paris, Imp. Nat.

Bulletin officiel du Ministère de la Justice. — Paris, Imp. Nat.

CHANOINE-DAVRANCHES. — Des Conditions légales et de l'Histoire du Délit de Mendicité (Discours de rentrée). 1889, Rouen, Lecerf.

CHANTEAU (F.). — Les plaies sociales, Vagabondage et mendicité. 1889, Paris, Pedone.

CHAUVEAU et FAUSTIN-HÉLIE. — Théorie du Code Pénal, 4^e édit. 1862, Paris, Marchal.

Compte général de l'Administration de la Justice criminelle. — Paris, Imp. Nat.

DE CRISENOY (J.). — Les Asiles d'incurables et les Dépôts de mendicité. Revue gén. d'administration, 1888.

DALLOZ. — Jurisprudence Générale. Répertoire de législation, de doctrine et de jurisprudence.

— Supplément au répertoire.

— Code pénal annoté et Supplément.

FOURQUET (E.). — Les Vagabonds criminels. Revue des Deux-Mondes, 15 mars 1899.

— Les Vagabonds. 1908, Paris, Marchal et Billard.

FUZIER-HERMANN, CARPENTIER et FRÈREJOUAN DU SAINT. — Répertoire général alphabétique du droit français.

GARÇON (E.). — Code pénal annoté. 1901-1906, Paris, Larose.

GARRAUD (R.). — Traité théorique et pratique de droit pénal français, 2^e édit. 1898-1902, Paris, Larose.

HAUSSONVILLE (D'). — Le Combat contre le vice ; la Répression ; le Vagabondage et la Mendicité. Revue des Deux-Mondes, 15 décembre 1887.

HUBERT DU PUY. — Vagabondage et Mendicité, 2^e édit. 1907, Paris, Larose.

LABORDE. — Cours de droit criminel, 2^e édit. 1898, Paris, A. Rousseau.

LABORI (F.). — Répertoire encyclopédique du droit français (Gazette du Palais).

LE POITTEVIN (G.). — Dictionnaire-formulaire des Parquets et de la police judiciaire, 3^e édit. 1901, Paris, A. Rousseau.

MARCY (Ch.). — Manuel-dictionnaire des Juges d'instruction. 1901, Paris, Pedone.

OUBERT (A.). — Des Moyens de prévenir et de réprimer le vagabondage et la mendicité; Etude de législation comparée. 1898, Thèse droit, Dijon.

PASCAUD. — Des Moyens de subsistance dont le défaut forme un des éléments constitutifs du délit de vagabondage (Gaz. des Tribunaux, 29 janvier 1890).

Procès-verbaux sommaires. — VI^e Congrès International d'Agriculture de 1900. 1900, Paris, Imp. Nat.

REGNAUD (A.). — De la Suppression des délits de vagabondage et de mendicité. 1898, Paris, Larose.

Revue Pénitentiaire et de Droit Pénal. — Bulletin de la Société Générale des Prisons. Paris, Marchal.

RIVIÈRE (Louis). — Un Siècle de lutte contre le vagabondage. Revue politique et parlementaire. 1899.

RIVIÈRE (Louis). — Mendiants et Vagabonds, 2^e
édit. 1902, Paris, Lecoffre.

SIREY. — Code pénal annoté.

VIPLE (J.). — La répression pénale de la mendicité.
1905, Thèse droit, Paris.

VAGABONDAGE & MENDICITÉ

LÉGISLATION ACTUELLE & PROJETS DE RÉFORME

INTRODUCTION

CHAPITRE PREMIER

NOTIONS HISTORIQUES SUR LA LÉGISLATION DU VAGABONDAGE ET DE LA MENDICITÉ

DES ORIGINES AU XVII^e SIÈCLE.
DE LOUIS XIII A LA RÉVOLUTION. — DE 1789 A NOS JOURS.

Des origines au XVII^e siècle

La lutte contre le vagabondage et la mendicité n'est pas nouvelle ; il suffit, pour s'en convaincre, de jeter un coup d'œil d'ensemble sur les mesures prises au cours des âges contre cette plaie sociale.

L'Antiquité connaît le mendiant, le vagabond. En Grèce, Solon et Minos le proscrivent ou réglementent ses faits et gestes parce que le travail est considéré comme un devoir rigoureux. Rome, de

son côté, souffre du grand nombre d'errants qui se donnent rendez-vous sur le territoire de l'Empire ; elle les surveille de son mieux : d'abord, les Proconsuls chassent de leur province et rejettent dans la Barbarie les hommes « mal famés et dangereux », ensuite est prise une loi, *De Mendicantibus validis* (1), ainsi conçue : « *Cunctis quos in publicum questum incerta mendicitas vocaverit, inspectis, exploretur in singulis, et integritas corporum, et robur annorum : atque inertibus, et absque ulla debilitate miserandis necessitas inferatur, ut eorum quidem, quos tenet conditio servilis, proditor studiosus et diligens dominium consequatur : eorum vero, quos natalium sola libertas persequitur, colonatu perpetuo fulciatur, quisquis hujusmodi lenitudinem prodiderit ac probaverit : salva dominis in eos actione qui vel latebram forte fugitivis vel mendicitatis subeunda consilium præstiterunt.* »

Dans l'Empire Byzantin, Justinien décide que « la terre ne doit pas supporter la charge des faibles, mendiants et valides. S'ils refusent les travaux publics auxquels on les engage, qu'ils soient chassés ou même poursuivis. Les infirmes, au contraire, pourront entrer dans la capitale pour les affaires, à condition d'être inscrits et renvoyés dès qu'elles seront terminées. » (2)

(1) L. I. C. De mendicantibus validis.

(2) Novelle 80, C. 5.

A l'époque franque, naît une nouvelle législation. Si le malheureux veut être secouru, il ne doit pas abandonner le lieu de son origine et chaque paroisse est obligée d'entretenir ses pauvres, à l'exclusion sévère des étrangers. Cette théorie formulée par les évêques dans les conciles — notamment au concile de Tours, en 540 — et les assemblées religieuses, fut acceptée par Charlemagne dans le *Capitulaire* de 806, faisant défense de nourrir tout mendiant valide qui refuse de partir de travailler, et délimitant le territoire de secours en se basant sur le lieu d'origine de l'individu. Sous l'influence des sages dispositions du *Capitulaire*, — dont l'application fut d'ailleurs facilitée par la domination des grands propriétaires fonciers qui, eux, connaissent et aident le pauvre, valide ou infirme, — la mendicité et le vagabondage s'atténuent au point de faire espérer leur disparition. Disparition momentanée s'il en fût ! Au XII^e siècle, en effet, le mal reparaît plus vivace, plus intense ; les oisifs encombrant les villes, parcourent les campagnes et deviennent un danger public motivant des Déclarations, des Ordonnances Royales, des Arrêts du Parlement.

C'est d'abord, dans l'ordre chronologique, l'*Ordonnance* de 1270, de Saint-Louis, bannissant les mendiants du royaume ; ensuite, la célèbre *Ordonnance de Février* 1350, de Jean II. Injonction y est faite aux vagabonds et aux mendiants de sortir de Paris et des villes de la vicomté dans la huitaine : « Pour ce que plusieurs personnes, tant

hommes que femmes, se tiennent oiseux parmi la ville de Paris et ès autres villes de la vicomté d'icelle et ne veulent exposer leur corps à faire aucunes besongnes... est ordonné que toute manière de telles gens oiseux, ou joueurs de dés ou enchanteurs ès rues, truands ou mendiants de quelque estat ou condition qu'ils soyent, ayant mestier ou non... s'exposent à faire aucunes besongnes de labour en quoy ils puissent gagner leur vie et vuident la ville de Paris ou les autres villes de la dite prévôté ou vicomté dedans huit jours après ce cry. » L'inobservation de ce texte est punie d'un emprisonnement au pain et à l'eau pendant quatre jours ; du pilori à la première récidive ; de la marque au fer chaud et du bannissement du royaume à la seconde. En outre, il est défendu de faire l'aumône aux mendiants valides et de les accepter dans les hôpitaux.

En mars 1455, les Etats de Languedoc demandent à Charles VII de prononcer contre les gueux la peine des galères ; après lui, Louis XI, Charles VIII, Louis XII, continuent la répression ; en 1498, il est créé un tribunal, présidé par le bailli ou le sénéchal, assisté de quatre ou six conseillers, devant lequel sont traduits vagabonds, mendiants, gens sans aveu, à qui l'on inflige des peines sévères : question, torture, mort. Précédemment l'on avait adjoint à chaque bailli ou sénéchal des gens d'armes pour donner la chasse aux délinquants.

Sous François I^{er}, les crimes commis par les er-

rants augmentent ; c'est pourquoi ceux-ci, par l'*Edit de 1534*, sont déclarés passibles du supplice de la roue. La mesure que nous indiquons fut complétée (*Edit du 30 août 1536*) par la création dans certaines villes de bureaux de bienfaisance, dits *Bureaux de charité*. Ces bureaux attirèrent à eux tous les gueux des campagnes désireux de secours et les agglomérations où ils se trouvaient établis eurent à recevoir un élément flottant dont la surveillance dut être constante et stricte ; cette institution était le seul remède efficace et peut-être le germe des dépôts de mendicité de 1767 et du Premier Empire. Aussi bien, une *Déclaration du 16 janvier 1545* prescrivit l'ouverture de maisons de travail où seraient reçus les mendiants valides, car le XVI^e siècle ne fait aucune différence entre le mendiant d'occasion et le mendiant d'habitude ; il les châtie l'un et l'autre en les obligeant au travail (1). S'ils s'y refusent et s'obstinent à mendier dans les rues ou sur les routes, ce sont les peines corporelles (verges, fouet) et même le bannissement à perpétuité.

Vingt ans plus tard, Charles IX, dans l'*Ordonnance de Moulins de 1566*, définit à nouveau le domicile de secours des pauvres et leur interdit la

(1) Les mendiants valides seront contraints labourer et besongner pour gagner leur vie (*Edit de 1536*).

Les mendiants valides, autant hommes que femmes, seront employés aux œuvres les plus nécessaires (*Déclaration de 1545*).

mendicité. « Ordonnons, dit-il, que les pauvres de chaque ville, bourgs et villages, seront nourris et entretenus par ceux de la ville, bourg ou village dont ils sont natifs ou habitans ; avec défense à eux de vaguer ni demander l'aumône ailleurs qu'au lieu duquel ils sont. Et à ces fins seront les habitants tenus de contribuer à la nourriture desdits pauvres, selon leurs facultés, à la diligence des Maires, Echevins, Consuls et Marguilliers des paroisses. » Le même principe est reproduit dans l'*Ordonnance de Paris du 22 mai 1589* (1), rendue par Henri III, tandis que deux Arrêts du Parlement du 29 août et du 24 octobre 1596 font injonction « à tous vagabonds, à tous pauvres valides qui n'étaient pas de Paris d'en sortir dans vingt-quatre heures à peine d'être pendus et étranglés sans forme de procès ».

Quels furent les résultats pratiques de toutes ces dispositions ? Ils durent, en fait, être médiocres puisque, au XVII^e et au XVIII^e siècles, nous verrons les Ordonnances, les Déclarations Royales, les Décrets se succéder encore pour enrayer, sans y parvenir complètement, les progrès du vagabondage et de la mendicité.

(1) Béral : Histoire de l'Hôpital de la Charité de Montpellier, pp. 43 et 312.

Du XVII^e siècle à la Révolution (1)

Peu après son avènement au trône, Louis XIII légifère contre les gueux. Le *Mandement Royal* du 27 août 1612 crée pour Paris l'*Hôpital des Pauvres Infirmes*, où les hospitalisés sont répartis en trois groupes : celui des hommes et femmes malades « tellement invalides qu'ils ne puissent travailler en aucun ouvrage » ; celui des femmes, filles et garçons de moins de huit ans ; celui des hommes valides. On différencie « les vrais pauvres qu'il faut soulager et les mendiants valides qui dérobent aux vrais nécessiteux le fruit de la charité et qu'il faut châtier » (2). Les valides sont employés à battre du ciment, à moudre du blé et « à autres ouvrages pénibles », et ils sont traités « le plus austèrement que faire se pourra pour ne les entretenir en leur oisiveté ». L'Hôpital ne reçoit pas les forains et les étrangers à la ville, passibles des galères ou du bannissement.

A l'époque de la Fronde, les pauvres sont plus nombreux que jamais. Malgré les efforts de Saint-Vincent-de-Paul et des Filles de la Charité, les secours de la générosité privée, la turbe des gueux augmente toujours et de nouvelles mesu-

(1) On consultera utilement pour cette période L. Rivière : *Mendiants et vagabonds*, Ch. I et II.

(2) Viple : *La Répression pénale de la mendicité*, p. 19.

res sont nécessaires. L'idée du renfermement des pauvres amène l'institution par l'*Edit du 27 avril 1656 de l'Hôpital Général des Enfermez* de Paris. Cet établissement est administré par un Grand-Bureau et par vingt-six Directeurs et Perpétuels Administrateurs, nommés par le roi ; le travail y est obligatoire. Les résultats obtenus furent encourageants (1) ; l'*Edit du 14 juin 1662* décréta donc que chaque ville ou gros bourg du royaume aurait un Hôpital Général « pour pourvoir aux nécessités des mendiants » en les enfermant et en les occupant à divers métiers.

A Montpellier, la première pierre de l'Hôpital Général fut posée en grande solennité le samedi 6 janvier 1680 (2). Toutefois, l'on n'avait pas attendu jusqu'à ce moment pour prendre soin des pauvres (3) ; le 1^{er} mai 1646, un *Hôpital de la Charité*, où les malheureux sont reçus et employés à l'industrie des épingles, de la soie ou des futaines avait été fondé dans les circonstances suivan-

(1) « Car on loge et nourrit dans les cinq maisons du dit Hôpital plus de six mille pauvres et on donne de plus la nourriture en six endroits de la ville à trois mille autres pauvres mariés. » (*Edit de 1662*) in Béral, op. cit., p. 277.

(2) Béral, op. cit., p. 299.

(3) Dans la région de Montpellier, la chasse aux mendiants paraît usitée dès le XI^e siècle. Il a existé sur la Mosson, à un endroit difficile à identifier, un moulin de *Triga Mendicos* (chasse-gueux) dont il est fait mention dans un acte de donation de l'évêque Godefroid au chapitre de Maguelone (septembre 1092). Jos. Berthelé : *La Vieille Chronique de Maguelone*, pp. 195-197.

tes : « Le 27 mars 1646, les Procureurs et Recteurs de l'Aumône Générale, se trouvant chargés d'un grand nombre de pauvres honteux et nécessiteux et n'ayant d'aumône à moitié pour les secourir que les demandes et questes faites aux esglises et maisons particulières... que les pauvres gueux et fénéants importunent aux esglises, rues et aux portes et ne peuvent les secourir, avons adverty Monseigneur le Révérendissime Evêque de Montpellier le priant de vouloir assister de son autorité et meistre ordre au désordre, lequel a dit que le moyen de départir ses libéralités estait de chasser les gueux de la ville, à l'exemple de la vile de Lion, et faire une maison de charité pour enfermer tous les pauvres mendiants et les occuper à travailler... Les gueux ayant été chassés par les agents des consuls... les pauvres natifs et originaires de la ville sur l'adveu du dit Seigneur Evêque furent mis et enfermés dans l'Hôpital des Trois Couronnes hors la Porte du Pilla Saint-Gelly, avec dessain de fonder une maison de charité qui est très importante pour establir de bons ordres dans la ville de Montpellier, et pratiquer bonne pollice pour destruire et ruiner le vice et la desbauche de quoy la vie des gueux et fénéants est ordinairement suyvie. » (1)

L'expulsion des gueux, préconisée par l'évêque, eut lieu à différentes reprises et les Archives de

(1) Béral, op. cit., pp. 7 et 8.

l'Hôpital Général gardent la trace des moyens employés contre eux. En 1661, les Consuls, à la demande de l'Assemblée des Recteurs, donnent des casaques aux chasse-gueux avec « sur icelles un écusson dans lequel soient apposées les armoiries de la ville pour empêcher qu'à l'avenir ils reçoivent de mauvais traitements » ; la Maison de la Charité promet aux gens du guet cent livres par an pour « vider la ville des gueux et mendiants » (1). En 1664, conférence entre les Consuls et les Recteurs sur « le moyen qu'on doit tenir pour chasser les gueux mendiants » qui se cachent la nuit avec « aucunes femmes de mauvaise vie » ; établissement de deux prévôts de santé « pour tenir la ville nette de gueux ». En 1665, convention entre les Consuls, les Intendants de la Charité, les employés du guet et les portiers de la ville (2), aux termes de laquelle : 1° les portiers interdisent aux pauvres l'entrée de la ville ; 2° les portiers et compagnons du guet recherchent trois fois par semaine, le soir, les gueux et mendiants étrangers dans les maisons où ils sont cachés, les conduisent à la maison de ville et les expulsent le lendemain, après les avoir fait raser ; 3° les portiers et compagnons du guet sont chargés de la visite de la ville et des églises et de l'expulsion

(1) Béral, op. cit., pp. 103 et 104.

(2) Voir le texte de cette convention *in* Béral, op. cit. pp. 104 et 105.

des miséreux étrangers ; ils reçoivent une rétribution de quatre cents livres.

En 1671, les mendiants et les vagabonds pullulent : « Les gueux de profession, étrangers, fainéants et vagabonds se sont donnés une si grande licence de mandier par les rues, maisons et églises, qu'ils empêchent les particuliers de s'appliquer aux prières qu'ils sont obligés de faire en les églises et tous les habitants sont en continuelle appréhension d'estre volés par ces vagabonds qui s'introduisent sous prétexte de demander l'aumône. » (1) En 1672, le nombre des nécessiteux ne paraît pas avoir diminué et « le crieur-trompette de la ville dut publier et afficher, à tous les coins et carrefours de la cité, l'ordonnance contre les gueux fainéants et contre ceux qui retirent chez eux lesdits gueux » (2). En 1675, les autorités locales décident que « les sept portes de la ville seront gardées par sept hommes qui auront cent livres par an chacun ; ce qui, avec les 450 livres données aux archers, fait une somme considérable, et tout cela pour arrêter les gueux » (3).

Il était donc grand temps, en mars 1678, que des Lettres-patentes de Louis XIV vinssent ordonner « que dans notre ville de Montpellier il soit établi un Hôpital Général où seront enfermez tous les pauvres valides et invalides de l'un et de

(1) Béral, op. cit., p. 106.

(2 3) Béral, op. cit., p. 108.

l'autre sexe, tant de la dite ville que des autres lieux du diocèse, pour être lesdits pauvres nourris, instruits et occupés dans l'Hôpital en la manière qui sera jugée la plus avantageuse par les intendants ». L'article 19 de ces Lettres-Patentes donne pouvoir aux Intendants, Recteurs et Syndics « d'établir toutes les manufactures qu'ils jugeront utiles audit Hôpital et maison de charité » dont les administrateurs peuvent infliger des punitions disciplinaires, telles que le poteau, le carcan et la prison (a. 28 et 29). Enfin, la défense de mendier est renouvelée en termes formels et exprès « à peine de fouët contre les contrevenans, pour la première fois, et pour la seconde fois des galères contre les hommes et garçons et du bannissement contre les femmes et filles » (1). La création de l'Hôpital Général fut annoncée dans une lettre pastorale du 1^{er} février 1679, par Monseigneur Ch. de Pradel, évêque de Montpellier ; en 1682, l'Hôpital Général existe, fonctionne et de cette époque date sa fusion avec l'Hôpital de la Charité, son ancêtre.

Revenons maintenant aux dispositions d'ordre général. L'*Edit* du 15 avril 1685, les *Déclarations* du 12 octobre 1686, du 27 janvier 1687, du 10 février 1699, sont relatives aux mendiants. Au XVIII^e siècle, les guerres, les hivers rigoureux, la lourde charge des impôts entretiennent la misère,

(1) Béral, op. cit., pp. 44 et 45.

et il faut sévir, sévir encore, sévir toujours. La *Déclaration du 8 janvier 1709* laisse au juge la faculté d'ordonner la transportation des vagabonds aux colonies, dans tous les cas où les lois prononcent contre eux la peine des galères. Le *Règlement du 6 août 1709* prescrit l'internement des mendiants dans ces Hôpitaux Généraux dont l'Histoire de Michelet contient un si triste tableau. La *Déclaration du 7 janvier 1719* envoie aux colonies, soit à temps, soit à perpétuité, les mendiants et les vagabonds ; les protestations des philanthropes de l'époque, l'opposition du Parlement firent abroger cette mesure (*Déclaration de Versailles du 5 juillet 1722*) et amenèrent le retour au système de l'internement dans les maisons de travail, de nouveau préconisé par les *Déclarations du 12 septembre 1723*, *18 juillet 1724*, les *Ordonnances du 20 octobre 1750* et du *25 juin 1769*.

La Déclaration de Chantilly du 18 juillet 1724 réunit un ensemble de dispositions « qui est peut-être, — comme l'a si justement écrit L. Rivière (1) — le mieux coordonné de tous ceux que nous a laissés la monarchie ». L'on y rencontre la distinction entre le valide et l'invalidé, entre le valide incorrigible et celui qui désire travailler ; le traitement appliqué aux uns et aux autres est différent : à l'expiration du délai imparti aux mendiants par l'article premier pour se rendre dans

(1) Mendiants et vagabonds, p. 16.

les hôpitaux ou « prendre un emploi pour subsister », arrestation et internement à l'Hôpital Général ; les valides sont détenus au pain et à l'eau pendant deux mois au moins ; en cas de récidive, la durée de la réclusion est de trois mois ; à la deuxième récidive, pour les femmes valides, détention de cinq ans à perpétuité ; pour les hommes, cinq ans de galères (a. 3). Dans l'intérieur de l'hôpital, la peine du fouet est infligée aux hommes et aux femmes invalides et celle de la détention à temps ou à perpétuité aux individus qui demandent l'aumône avec insolence, ou se disent faussement soldats, ou contrefont les estropiés, ou sont porteurs d'armes de toute espèce (a. 6). La disposition la plus intéressante de la Déclaration de Chantilly est l'établissement d'une correspondance entre tous les hôpitaux du royaume aux fins de renseignements sur les mendiants arrêtés et l'envoi à Paris de fiches individuelles pour constituer une sorte de casier central.

La *Déclaration de Fontainebleau du 20 octobre 1750* renouvelle celle de 1724. Après elle, l'*Ordonnance de Compiègne du 3 août 1764* est la dernière loi générale de la royauté sur la matière. Elle déclare vagabonds ceux qui depuis six mois ne se sont livrés à aucun travail et, n'ayant aucun moyen de subsister, ne peuvent faire certifier par des témoins ou personnes honorables leurs bonnes vie et mœurs (a. 2). « Vagabonds et gens sans aveu, mendiants et non mendiants » sont arrêtés, incarcérés et jugés par les Prévôts des Maréchaux

de France (a. 1). Les valides de seize à soixante-dix ans sont envoyés aux galères pour trois ans ; les septuagénaires, les filles ou femmes, les infirmes, en état de vagabondage ou trouvés mendiant, sont condamnés à trois ans d'hôpital ; en cas de récidive, la peine prévue est celle des galères ou de la détention à perpétuité. Les enfants, mineurs de seize ans, sont reçus dans les hôpitaux pour y être instruits, élevés et nourris ; ils ne peuvent être mis en liberté sans l'ordre de l'autorité supérieure (a. 3).

L'*Arrêt du Conseil* du 2 octobre 1767 (1) compléta l'Ordonnance de Compiègne en créant dans chaque généralité, au siège d'une maréchaussée, une maison de correction ou *Dépôt de mendicité*, où les mendiants éloignés de leur domicile sont détenus pendant trois semaines au moins et un mois au plus, les vagabonds et les gens sans aveu étant expédiés aux galères ou dans un hôpital ou maison de force. Les dépôts de mendicité, établis en exécution de cet arrêt de 1767, furent, du reste, peu nombreux, et on en comptait seulement dix-huit en 1778, vingt-et-un en 1781, vingt-sept en 1787 et trente-trois en 1789.

Telles sont les principales mesures de l'Ancien Régime contre le vagabondage et la mendicité. La répression qui en fut la conséquence, répression plus particulièrement sévère au XVIII^e siècle, n'at-

(1) Voir Rivière. Mendiants et vagabonds, p. 19.

ténua ni ne fit disparaître le mal ; il ne suffisait pas, en effet, de réprimer, il fallait prévenir, et c'est là, à notre avis, une des causes de la persistance du fléau. En 1789, à l'aurore des temps nouveaux, le problème est entier, encore à résoudre ; les gueux encombrant les hôpitaux, infestent les villes et l'armée lugubre des mendiants couvre les routes (1).

De la Révolution à nos jours (2)

De 1789 à la promulgation du Code Pénal, l'on compte plus de trente textes législatifs (3) sur le vagabondage et la mendicité ; les plus intéressants sont la loi des 16-26 mars 1790 et les décrets des 19-24 mars 1793 et 24 Vendémiaire an II (15 octobre 1793).

La loi des 16-26 mars 1790 proclame la suppression de toutes les prisons illégales, mais son article 2 stipule que cette suppression ne saurait

(1) En 1777, le nombre des mendiants est évalué à 1.200 000 et, en 1787, l'Hôpital Général de Paris a 12.000 pensionnaires.

(2) Consulter : L. Rivière : Mendiants et vagabonds, p. 26 et 41 ; Chanoine d'Avranches, Des conditions légales et de l'histoire du délit de mendicité, p. 34 et 41.

(3) L'énumération de ces textes est donnée dans Dalloz : Jur. gén. V^e Vagabondage, n^o 37. Voir aussi le rapport de La Rochefoucauld-Liancourt à la Constituante au nom du Comité de l'extinction de la mendicité, in Chanoine d'Avranches, op. cit., p. 35.

s'appliquer aux mendiants détenus en vertu de règlements existants.

Le *décret du 19-24 mars 1793* se réfère aux secours publics ; il les organise pour les valides dans les temps de calamité ou d'arrêt du travail (a. 8) ; il prévoit aussi la répression sévère de la mendicité, l'interdiction de faire l'aumône, remplacée par une souscription publique annuelle, la création de maisons de travail dans les départements (a. 15 et 16).

Le *décret du 24 Vendémiaire An II* reprend et complète les dispositions de mars 1793. Le titre premier institue les *travaux de secours* à entreprendre par les départements et les municipalités pour procurer du travail aux indigents valides ; le titre II concerne les *moyens de répression* : tout mendiant est arrêté et conduit devant le juge de paix du canton, lequel l'interroge et l'envoie dans une maison de répression. Le titre III fixe le régime des *maisons de répression* ; le titre IV est consacré aux récidivistes : tout mendiant repris en troisième fois est condamné à la *transportation*. La contrée choisie par un décret du 1^{er} novembre 1793 est l'île de Madagascar ; la peine a une durée minima de huit ans ; elle peut être prolongée au besoin en cas de mauvaise conduite des bannis, et elle n'atteint ni les mendiants de moins de 18 ans, ni ceux de plus de 60 ans. Enfin, le titre V, non encore rapporté, règle le *domicile de secours* : « Le domicile de secours est le lieu où l'homme nécessiteux a droit aux secours publics

(a. 1). Le lieu de naissance est le lieu naturel du domicile de secours (a. 2). Pour acquérir le domicile de secours, il faut un séjour d'un an dans une commune (a. 4). Jusqu'à l'âge de 21 ans, tout citoyen pourra réclamer, sans formalité, le droit de domicile de secours dans le lieu de sa naissance (a. 7). Après l'âge de 21 ans, il sera astreint à un séjour de six mois avant d'obtenir le droit de domicile (a. 8). Ceux qui se marieront dans une commune, ou qui l'habiteront pendant six mois, acquerront le droit de domicile de secours (a. 13). Tout vieillard âgé de 70 ans, sans avoir acquis le droit de domicile ou reconnu infirmé avant cette époque, recevra les secours de stricte nécessité dans l'hospice le plus voisin (a. 16). Tout malade, domicilié de droit ou non, qui sera sans ressources, sera secouru ou à son domicile de fait, ou dans l'hospice le plus voisin (a. 18). »

Postérieurement, un *Décret (complémentaire)* du 22-27 Floréal An II (11-16 mai 1794) ouvrit le *Livre de la Bienfaisance Nationale*, mais, les pauvres redevenant menaçants, les *Lois du 10 Vendémiaire et 2 Germinal An IV, 7 Frimaire An V* édictèrent d'énergiques et vaines dispositions répressives contre les mendiants et les vagabonds, que la législation actuelle, œuvre du Premier Empire, n'a pas davantage fait disparaître.

CHAPITRE II

NOTIONS GÉNÉRALES THÉORIQUES

RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES. — RAPPORTS ENTRE LE VAGABONDAGE ET LA MENDICITÉ. — IMPERFECTIONS DE LA LÉGISLATION ACTUELLE. — NÉCESSITÉ D'UNE RÉFORME DU CODE PÉNAL.

Renseignements statistiques

De 1826 à 1906, dates des première et dernière statistiques de la Chancellerie, le nombre des délits de vagabondage et de mendicité est allé en augmentant. Le Compte Général de l'Administration de la Justice criminelle indique, en effet, que la moyenne annuelle par période quinquennale des prévenus jugés pour ces délits a été successivement de 2.910 vagabonds, 966 mendiants en 1826-30 ; de 4.401 vagabonds, 3.592 mendiants en 1841-45 ; de 9.865 vagabonds, 7.169 mendiants en 1871-75 ; de 15.629 vagabonds, 9.421 mendiants en 1881-85 ; de 19.050 vagabonds, 14.625 mendiants en 1886-90 ; de 18.449 vagabonds, 14.707 mendiants en 1891-95 ; enfin de 14.148 vagabonds, 11.274 mendiants en 1896-1900 (1). La comparaison des moyennes extrêmes — 1826-1830 et 1896-1900 — révèle un accroissement de 11.238 unités pour le vagabondage et de 10.308 pour la mendicité.

(1) La moyenne se référant à la période 1896-1900 est la plus récente donnée par la statistique du Ministère de la Justice.

Le Compte Général indique encore que les tribunaux correctionnels statuaient, en 1877, sur 9.677 poursuites pour vagabondage et 6.329 pour mendicité ; le chiffre des affaires de cette catégorie atteint son maximum en 1889, 1890 et 1894 (vagabondage : 19.116, 19.418, 19.123 ; mendicité : 13.145, 13.429, 13.114) et s'abaisse notablement en 1906 (vagabondage : 11.092 ; mendicité : 7.477) (1), mais le rapprochement des totaux de 1877 et de 1906 établit quand même une augmentation du nombre des poursuites.

Que l'on ajoute maintenant, pour la seule année 1906, aux affaires jugées, celles de vagabondage et de mendicité laissées sans suite par le Ministère Public (12.647, 5.531), l'on obtient une somme globale de 23.739 (vagabondage) et de 13.008 (mendicité). S'il est vrai que les chiffres possèdent leur éloquence, en face de ceux donnés ci-dessus, le devoir du législateur est de doter le pays d'une loi nouvelle — les textes actuels étant insuffisants ainsi que nous le démontrerons plus loin, — pour arrêter le flot montant du vagabondage et de la mendicité, délits ayant l'un avec l'autre plus qu'un rapport d'occasion.

Rapports entre le vagabondage et la mendicité

En réunissant ces deux infractions sous la même rubrique, les rédacteurs du Code Pénal ont

(1) Il a été jugé, en 1906, 11.288 vagabonds et 8.408 mendiants.

considéré, semble-t-il, qu'il existait entre elles une corrélation certaine ; à notre époque — et nous nous rallions à cette opinion, soutenue par MM. Drioux, Oubert et Fourquet, — l'on peut admettre qu'il en est encore ainsi. Au Congrès Pénitentiaire International de Paris, en 1895, M. Drioux, substitut du Procureur général à Orléans, disait : « Qu'est-ce qu'un vagabond ? Un individu qui manque des trois choses essentielles à la vie : le logement, la nourriture et le vêtement. Qu'est-ce qu'un mendiant ? C'est un individu qui demande à la charité privée ou publique, sans y avoir droit, l'un de ces trois moyens. » (1) M. Oubert voit dans le vagabond « un mendiant en villégiature ». Pour lui, l'errant se procure des moyens de subsistance ou par le vol, « et alors c'est un voleur qu'il faut arrêter et condamner comme tel, ou bien il ne vit que du produit de sa mendicité, et alors, c'est un mendiant, rien de plus. Il paraît impossible de sortir de ce dilemme... » (2) D'après M. Fourquet, le vagabondage est étroitement lié à la mendicité, à ce point que l'on peut dire, avec quelque certitude, que tout vagabond est doublé d'un mendiant, et réciproquement (3). « Si le nombre total des mendiants poursuivis est — écrit-il, — inférieur de moitié à celui des vagabonds, cela

(1) Hubert du Puy : *Vagabondage et mendicité*, p. 133.

(2) Oubert : *Des moyens de prévenir et de réprimer le vagabondage et la mendicité*, p. 170.

(3) En ce sens : A. 279 : *Avant-projet de Code pénal fédéral Suisse*.

tient à deux causes : la première réside dans la difficulté de saisir le mendiant en flagrant délit de mendicité, alors qu'il est beaucoup plus aisé de constater qu'un homme est en état de vagabondage, grâce à la facilité de contrôler le point de savoir s'il a un domicile fixe, des moyens d'existence et s'il exerce réellement une profession. La deuxième cause tient à ce que les agents, se conformant en cela à la loi, n'arrêtent point les infirmes dans les très nombreux arrondissements où n'existent point de dépôts de mendicité. » (1)

Le Code Pénal rapproche, sans les confondre, puisqu'il en fait deux délits différents, sanctionnés par des pénalités différentes, le vagabondage et la mendicité ; ne serait-il pas préférable de voir dans la mendicité une circonstance aggravante du vagabondage et rien de plus ? Cette solution n'est pas encore inscrite dans les articles 269 et suivants C. P., qu'il est aisé de critiquer.

Imperfections de la législation actuelle (2)

Aux dispositions sur le vagabondage, on reproche d'abord de ne pas différencier le vagabond professionnel et le vagabond par accident. L'article

(1) Fourquet : Les vagabonds criminels, p. 403 ; Les vagabonds, p. 34-35.

(2) On consultera utilement les ouvrages suivants : Chateau : Vagabondage et mendicité, p. 72 et ss. ; H. du Puy : Vagabondage et mendicité, p. 7 et ss. ; L. Rivière : Mendicants et vagabonds, p. 193 et ss.

269 pose en principe que le **délit** résulte d'un fait matériel, savoir : ne posséder ni domicile certain, ni moyens de subsistance, n'exercer habituellement aucun métier ni profession, et, si l'inflexibilité de la règle a été tempérée, au moins en théorie (1), il reste quand même acquis que le plus souvent, dans la pratique, le délinquant d'occasion et le délinquant d'habitude sont frappés de la même peine : l'emprisonnement, inutile pour le professionnel, injuste pour le malheureux.

Cette sanction est inutile pour le professionnel parce que depuis longtemps il est habitué au séjour de la prison, ne le craint plus (2), parce que depuis longtemps aussi il s'est imposé comme ligne de conduite de passer la mauvaise saison à l'abri et d'employer les beaux jours à voyager « comme la feuille morte et comme le nuage ». Elle est injuste pour le malheureux, parce que la société ne devrait pas frapper, jeter dans la promiscuité dégradante de la maison de détention, le pauvre diable que les circonstances réduisent mo-

(1) Garraud : Droit pénal, IV, p. 395.

(2) « Il faut le dire avec douleur, dans notre système actuel, la prison n'est pour ainsi dire plus une peine. Elle offre au criminel un asile, une existence, une sécurité, des sympathies et des suffrages que la société lui refuse ; loin d'être un objet d'effroi pour celui qui l'a une fois habitée, elle devient une station, où il se repose des fatigues et des tribulations de sa vie aventureuse, où il retrempe son énergie et sa perversité dans les encouragements de ses compagnons d'infamie » (M. Demetz, cité par L. Rivière : Mendiants et vagabonds, p. 225).

mentanément à chercher du travail. La répression, dans ce cas, n'est plus proportionnée au délit — si tant est qu'il existe, — et elle viole ouvertement l'axiome : « *Pœna est commensuranda delicto* » ; elle ne serait légitime que si des mesures préventives étaient instituées, et le défaut de mesures préventives est le deuxième grief à faire valoir contre notre Code Pénal. Que l'on y ajoute l'insuffisance des dispositions sur l'enfance vagabonde, et de cet ensemble de reproches sort la conclusion qu'une refonte générale des articles 269 et s. C. P. s'impose.

Jetons maintenant un coup d'œil sur la législation de la mendicité ; là encore une réforme est nécessaire. Le système du Code est, en apparence, plus rationnel et les dépôts lui impriment un caractère préventif et répressif ; dans la réalité, ces établissements ne préviennent ni ne répriment (1) et leur inutilité est notoire. Par ailleurs, la mendicité du mineur n'est l'objet d'aucun texte particulier : elle est punie de l'emprisonnement, avec la restriction de l'article 69 C. P., et la possibilité d'application de l'article 66 du même Code, sans préjudice de la mise en jeu de la loi du 7 décembre 1874, sur la protection des enfants employés dans les professions ambulantes. Considérons enfin que la sanction est inégale, que le taux des condamnations varie, sans raison apparente, de

(1) Voir plus loin (Première partie, Section II) les critiques formulées sur les dépôts de mendicité.

Cour à Cour, de Tribunal à Tribunal — l'examen du casier judiciaire des délinquants le démontre sans conteste, — et nous pourrions dire avec de Marsangy (1) : « Faire arrêter par la gendarmerie un vagabond ou un mendiant, le jeter dans un dépôt, le conduire devant la police correctionnelle, lui infliger quelques jours d'emprisonnement, le laisser végéter, sans occupation ni travail, entre de hautes murailles faisant obstacle à l'air et au soleil, le gangrener par le contact de la plus vile classe de détenus, le jeter ensuite sur le pavé des villes, sans ressources, pour le reprendre s'il vagabonde ou s'il mendie de nouveau, et recommencer constamment le même système d'arrestation, de poursuite et de condamnation, c'est, nous en convenons, un procédé expéditif et commode pour un pays outillé à l'excès en fait d'agents et de fonctionnaires préposés à l'administration de la police et de la justice ; mais est-ce un régime équitable et efficace d'amendement ? » En somme, la loi actuelle est tenue pour mauvaise et incomplète, parce qu'elle est impuissante à prévenir d'abord, à punir ensuite, à relever enfin.

Caractères d'une réforme du Code Pénal

Les nouvelles dispositions législatives nous paraissent devoir s'inspirer des principes généraux

(1) De Marsangy. Rapport au V^e Congrès Pénit. International (Actes du Congrès. Paris, 1895, II, p. 423-442) cité par Rivière : Mendiants et vagabonds, p. 223.

posés par le Congrès Pénitentiaire International de Paris de 1895 ; ils sont ainsi formulés :

1°) La société a le droit de prendre des mesures, même coercitives, contre les mendiants et vagabonds. A ce droit correspond le devoir d'organiser, suivant une méthode rationnelle, l'Assistance Publique, les secours privés et le patronage. 2°) Il y a lieu de traiter différemment les mendiants et les vagabonds, suivant qu'il s'agit : a) d'indigents invalides ou infirmes ; b) de mendiants ou vagabonds accidentels ; c) de mendiants ou vagabonds professionnels. Les premiers doivent être assistés tant qu'ils n'ont pas recouvré la force nécessaire pour retrouver des moyens d'existence. Les seconds relèvent de l'assistance publique ou privée et doivent être recueillis dans des refuges ou stations de secours, méthodiquement organisés, où le travail sera obligatoire. Les derniers doivent être l'objet d'une répression sévère, de nature à empêcher la récidive. 3°) La mesure la plus efficace contre les professionnels est l'internement prolongé, en vertu d'une décision judiciaire, dans des colonies spéciales de travail. Les internés devront être libérés dès que, soit par suite de leur amendement, soit par suite de chances de reclassement, leur détention ne paraîtra plus nécessaire. Le travail dans ces colonies doit être envisagé non seulement comme moyen de répression mais encore et surtout comme facteur de reclassement (1).

(1) Cité par L. Rivière : Mendiants et vagabonds, p. 205.

Allant plus loin que le Congrès Pénitentiaire, qui les rapproche seulement, nous estimons nécessaire la réunion du vagabondage et de la mendicité, celle-ci n'étant désormais qu'une circonstance aggravante du vagabondage ; ceci dit, nous distinguons :

1° *Les vagabonds et les vagabonds-mendiants invalides ;*

2° *Les vagabonds et les vagabonds-mendiants valides.*

La classe des invalides comprend tous ceux que la maladie, la vieillesse ou les infirmités mettent dans l'impossibilité de gagner leur vie. « La prison, comme l'a si justement écrit le professeur Garçon (1), ne doit pas servir à hospitaliser ces pauvres gens » ; l'*assistance publique ou privée* vient à leur aide, l'invalides ne pouvant pas refuser cette assistance (placement d'office dans un asile en cas de refus).

La catégorie des valides se subdivise en *vagabonds accidentels* et *professionnels*. Les accidentels, c'est-à-dire ceux réduits à errer ou à solliciter l'aumône par des circonstances malheureuses (chômage, maladie, etc.), sont à recueillir dans des *établissements d'assistance par le travail*, tandis que les professionnels, les gens faisant métier de ne pas travailler, de mendier, relèvent de la répression, s'exerçant sous forme d'*emprisonne-*

(1) Garçon. Code Pén. Annoté a. 269, n° 5.

ment cellulaire, suivi d'un internement prolongé dans des *maisons de travail agricole ou industriel*. Ces mesures préventives et répressives ont leur complément dans les *asiles* et les *colonies de préservation*, recevant les mineurs, et dans l'assimilation des souteneurs et des tenanciers de jeux illécites aux vagabonds-mendiants professionnels.

. Telles sont les grandes lignes, semblables en plus d'un point à celles des projets de réforme analysés dans la seconde partie de ce travail, que nous prêtons à une nouvelle législation du vagabondage et de la mendicité. L'on verra qu'elle différerait grandement de celle du Code Pénal, que nous allons étudier.

PREMIÈRE PARTIE

LÉGISLATION ACTUELLE DU VAGABONDAGE ET DE LA MENDICITÉ

Section Première DU VAGABONDAGE

I

VAGABONDAGE SIMPLE

CHAPITRE PREMIER

ÉLÉMENTS CONSTITUTIFS DU DÉLIT

Aux termes de l'article 270 C. P., pour constituer un individu en état de vagabondage, trois conditions doivent être impérativement réunies : défaut de domicile de certain ; manque de moyens de subsistance ; non-exercice habituel d'un métier ou d'une profession.

§ 1. — DÉFAUT DE DOMICILE CERTAIN

Garraud (1) considère avec raison le défaut d'un

(1) Garraud : Droit pénal, IV, p. 391.

domicile certain comme le principal élément du délit de vagabondage. Que faut-il donc entendre par domicile certain ? Pour les anciens jurisconsultes, c'était le domicile d'habitation et Julius Clarus (1) déclare vagabond : « *ille qui non certum habet domicilium in quo habitat... dixi in quo habitat, nam in hoc proposito non consideratur an habeat certum domicilium, habitationes vel ne, quia (eo non attento) dummodo non habeat certum domicilium habitationis, potest ubicumque conveniri et puniri* ». « *Qui habitationem non habet dicitur vagabundus* » dit la Glose (2).

Le Code pénal ne définit pas le domicile certain et la jurisprudence, admettant la théorie romaine, considère comme domicile certain le *domicile d'habitation*, celui qui, par sa notoriété et sa fixité, offre des garanties de surveillance ou de répression (Toulouse, 15 juillet 1881, S. 82-2-218) ; ce domicile doit être avouable, connu et présenter en outre une certaine stabilité (Aix, 1^{er} février 1871, D. 71-2-158. — Riom, 22 janv. 1862, D. 62-2-101 — Cass. 23 août 1883, Bull. crim., n° 220).

Quid du domicile d'origine ? Les deux autres éléments de l'article 270 étant réunis, il n'exclut pas l'état de vagabondage, s'il ne concorde pas avec une habitation réelle et effective (Montpellier, 25 juill. 1885, S. 85-2-177. — 5 juin 1886, S. 86-2-160), si celui qui s'en prévaut a quitté son pays de

(1) Quæst, 39, § 7.

(2) L. IV, § 5, Dig. *De damno infecto*.

naissance depuis de longues années, n'y conservant aucun intérêt, allant de ville en ville, menant une existence aventureuse (Chambéry, 27 déc. 1888, D. 90-2-14). Quant au domicile légal, une solution analogue est adoptée (Poitiers, 6 juill. 1875, S. 76-2-81. — Caen, 30 nov. 1875, S. 76-2-82) et n'est pas critiquable ; en effet, « c'est le défaut d'habitation qui forme la principale condition du vagabondage, c'est la raison de son existence aventurière et de la facilité avec laquelle il dérobe ses actions aux regards. Qu'importe qu'il ait conservé son domicile d'origine ? (1) Ce domicile ne modifie ni sa position actuelle, ni son genre de vie, ni les dangers qui en résultent » (2). Le domicile d'origine et le domicile légal sont l'un et l'autre une fiction de droit, ne donnant à la société, lorsqu'ils sont délaissés, aucune garantie contre le genre de vie non admis par elle qu'est le vagabondage. N'assimilons donc pas le domicile certain et effectif du Code pénal et le domicile légal, prévu et caractérisé dans le Code civil ; le faire aboutirait à l'impossibilité de poursuivre comme vagabonds tous ceux à qui la loi impose un domicile, à assurer l'impunité aux nationaux, en général en état de se prévaloir d'un domicile d'origine, à ne laisser frapper que les étrangers et à supprimer en définitive le délit de vagabondage. Disons, en terminant, que le vaga-

(1) Voire même son domicile légal.

(2) Chauveau et Hélie : Théorie du Code Pén., III, n° 1097.

bondage en roulotte est licite, la constatation de l'absence d'un domicile fixe n'établissant pas juridiquement le délit. (Montpellier, 1^{er} avril 1887. D. 88. 2. 48).

§ 2. — DÉFAUT DE MOYENS DE SUBSISTANCE

Le défaut de moyens de subsistance ou d'existence est le deuxième élément du délit de vagabondage. Dans l'article 270, le législateur n'a pas déterminé ces moyens et leur appréciation est une question de fait sur laquelle le juge doit statuer *ex-æquo et bono*.

Toutefois, la légitimité des moyens d'existence soulève une difficulté d'ordre théorique : dans le silence des textes, il semblerait que la possession de ressources dues à l'exercice d'un métier quelconque, fût-il illicite ou même immoral, suffirait à détruire la prévention. Cette opinion, soutenue par Garraud (1) et Pascaud (2), se heurte à une juris-

(1) « La loi n'exige pas que le prévenu ait des moyens d'existence *légitimes*. Il nous paraît donc certain qu'en dehors des dispositions spéciales de l'article 278 du Code pénal et de l'article 4 de la loi du 27 mai 1885 le juge n'a pas à se préoccuper de la nature des ressources du prévenu et du métier d'où elles proviennent.... La notion du vagabondage immoral était étrangère au Code pénal avant la loi du 27 mai 1885. » (Garraud : Droit pénal, IV, p. 393).

(2) Pascaud : Des moyens de subsistance dont le défaut forme un des éléments constitutifs du délit de vagabondage (*Gaz. des Trib.*, 29 février 1890). Consulter aussi : Fuzier-Herman : Répertoire. V^o Vagab., numéros 54 et ss.

prudence contraire ; les Cours et les Tribunaux considèrent en effet que l'expression moyens de subsistance vise un état de choses continu, des ressources permanentes provenant soit des revenus, soit d'une occupation habituelle, soit même de libéralités périodiquement servies (Chambéry, 7 déc. 1888, D. 90-2-13), légitimes en leur origine (Orléans, 25 mars 1902, D. 02-2-222) ; ils sont en cela d'accord avec le rapporteur au Corps Législatif définissant les vagabonds des gens qui n'ont ni domicile certain, ni moyens de subsistance *assurés*.

Par application du principe sus-énoncé, on a pu condamner un individu, sans argent au moment de son arrestation, dont les seules ressources provenaient du partage, souvent extorqué par la violence et plutôt subi que volontairement accepté, du produit de la prostitution d'une fille dans la chambre de laquelle il avait une résidence de hasard (Cass. crim., 23 août 1883, S. 85-1-153 et la note de M. Esmein). Mêmes solutions pour le contrebandier et le braconnier (Orléans, 25 mars 1902). Peut-on par contre considérer comme ayant des moyens de subsistance assurés un ancien militaire, titulaire d'une pension, alors que celui-ci, sans domicile ni profession, a l'habitude de dissiper immédiatement le trimestre qu'il touche ? La Cour de Caen (3 juin 1874, D. 75-2-185) a estimé qu'on ne pourrait, sans interpréter abusivement l'article 270, dire que l'individu qui jouit d'une pension trimestrielle est dépourvu de moyens de subsistan-

ce, déclarant au surplus qu'il importe peu que le pensionné ait l'habitude de dissiper sans délai l'argent qu'il reçoit. Cette décision soulève une intéressante controverse doctrinale, résumée en termes excellents dans une note de M. Villey (1) sous l'arrêt cité, mais, en fait et en droit, elle est inattaquable parce que conforme à la lettre de l'article 270 autant qu'à la règle qui ne permet pas l'interprétation extensive de la loi pénale ; ne serait-ce pas méconnaître ce principe en exigeant des moyens de subsistance actuels, (2) ?

Si le vagabond est porteur d'une valeur supérieure à cent francs, il doit en justifier l'origine (art. 278) ; la loi le place ainsi sous une sorte de présomption de vol qu'il lui appartient de détruire.

§ 3. NON EXERCICE HABITUEL D'UN MÉTIER OU D'UNE PROFESSION

Le défaut d'exercice habituel d'un métier ou d'une profession est la dernière circonstance constitutive du vagabondage ; elle est réalisée lorsque depuis un temps plus ou moins prolongé,

(1) S., 1875-2 321.

(2) L'ouvrier muni d'un livret syndical lui assurant un secours de route ou *viaticum* est nanti d'un moyen d'existence certain ; aucune poursuite ne saurait être exercée contre lui, sauf vérification de la régularité du titre et de la réalité du crédit que le bénéficiaire prétend en retirer. (Circul. Chancellerie, 25 avril 1907).

le prévenu ne s'est livré à aucune occupation. Il ne suffit pas d'alléguer la connaissance d'un métier, d'une profession, il faut encore l'exercer réellement ; le travail, en effet, est « la seule garantie de l'existence régulière et de la moralité de l'homme qui ne possède pas de capital accumulé. » (1) La loi s'en remet, en cette matière, à l'appréciation du juge qui, s'il interprétait stricto sensu l'article 270, ne devrait pas se préoccuper, en dehors des cas prévus par le législateur de 1885, de la moralité même de l'instrument de travail du prévenu (2) ; en fait, cependant, la profession doit être légalement avouable et il a été jugé que la contrebande (Chambéry, 7 déc. 1888, D. 90-2-13), le braconnage (Orléans, 25 mars 1902, D. 02-2-222), n'étaient pas un métier détruisant la prévention.

Le défaut accidentel de travail, résultant par exemple d'une grève, d'un chômage momentanés (Toulouse, 10 mars 1881, D. 81-2-187), surtout quand l'ouvrier arrêté est porteur des outils de son métier (Cass. 11 mars 1887, D. 89-1-128), empêche l'existence du délit ; aussi bien, le Tribunal doit-il toujours peser, d'après les circonstances de la cause, si ces intermittences ont quelque chose d'anormal et si elles entraînent la preuve du non-

(1) Dalloz : Jur. gén. V^o Vagabondage, n^o 63.

(2) Garraud : Droit Pén., IV, p. 394 ; Dalloz, Jur. gén., loc. cit. in fine.

exercice habituel d'une profession (1). Dans la pratique des Parquets, il est d'usage de ne pas traduire en justice, de remettre en liberté les détenus ayant travaillé depuis moins de trois semaines ; au delà de cette limite l'oisiveté suppose en général le défaut habituel de métier ou de profession, mais, si le temps à accorder pour la recherche d'une occupation doit être assez long pour laisser à l'homme le délai nécessaire pour prouver sa bonne volonté et son intention de se soustraire à la vie errante (Riom, 22 janv. 1890, J. d. P. 90-2-65), il n'y a, en vérité, aucune règle fixe : ainsi, un libéré a pu être condamné cinq jours seulement après sa sortie de prison : il avait déclaré ne pas avoir travaillé depuis plus de trois ans (Riom, Arrêt cité) (2) ; ainsi encore a été déclaré vagabond le prévenu renonçant lui-même à se prévaloir de la période de tolérance en provoquant son arrestation, manifestant ainsi sa volonté de ne se livrer à aucun métier (Bourges, 22 fév. 1889, D. 90-2-13).

§ 4. INTENTION CRIMINELLE

L'existence des trois conditions fixées par l'article 270 ne suffit point à déterminer l'état de va-

(1) Ainsi ce n'est pas exercer un métier que de faire par hasard quelques journées de travail (Orléans, 25 mars 1902).

(2) Contrà Aix, 30 juillet 1873. D. 74-2-117.

gabondage ; il n'y a délit que si l'adoption de ce genre de vie est volontaire, et, si elle est due à des causes accidentelles, pas de sanction possible (1).

§ 5. PREUVE DES ÉLÉMENTS CONSTITUTIFS
DU VAGABONDAGE

La charge de la preuve incombe théoriquement à la partie poursuivante, c'est-à-dire au ministère public ; le prévenu n'a donc pas à établir son innocence : *Actore non probante reus absolvitur* (Daloz, Jur. Gén. V^o Preuve, N^o 92). Cependant la jurisprudence paraît fixée en sens contraire par deux arrêts rendus l'un par la Cour de Riom, l'autre par la Cour de Chambéry.

La Cour de Riom a estimé (22 janv. 1862, D. 62-2-101) que « dissimuler son domicile équivaut à n'en point avoir, — qu'on ne saurait accepter comme moyen honnête et légal de subsistance, comme remplaçant la profession ou le métier qui les procure, la possession d'argent et de valeurs dont la source est inconnue et suspecte », laissant ainsi entendre que la preuve doit être faite par la personne poursuivie. C'est au surplus l'interprétation donnée par l'arrêtiste : « la loi dit un domicile certain ; or, le domicile n'est certain qu'autant qu'il est connu. C'est donc à celui qui est

(1) Voir Garraud : Droit pén., IV, p. 395 ; Garçon : Code pén. Ann. a. 269, numéros 88 à 93.

prévenu de vagabondage à faire connaître son domicile et, s'il refuse de l'indiquer, il ne peut pas dire qu'il ait un domicile certain... Celui qui, à défaut de domicile connu, est inculpé de vagabondage est astreint par la loi à l'obligation de justifier de ses moyens de subsistance et nous nous bornons à dire ici qu'il ne fait pas cette justification en exhibant des valeurs dont l'origine est inconnue. » (1)

La Cour de Chambéry (23 janv. 1896, D. 96-2 136) a décidé que « la preuve d'un métier ou d'une profession échoit au prévenu même quand il prétend l'avoir exercé à l'étranger ; qu'on ne saurait admettre que le seul fait d'arriver d'un territoire étranger suffise pour rendre incertain cet élément du délit et que l'article 270 C. P., n'ayant fait à cet égard aucune distinction, il faut retenir que le Français inculpé de vagabondage qui soutient tirer ses moyens d'existence d'un métier, ou d'une profession habituellement exercés à l'étranger, doit fournir aux juridictions françaises le moyen de vérifier l'exactitude de son affirmation, aussi bien que s'il s'agissait d'un métier ou d'une profession habituellement exercés en France ; que

(1) « Dans la situation inverse, c'est-à-dire lorsque le présumé vagabond possèdera une somme de cent francs ou une somme inférieure à cent francs... nous pensons que cette possession ne saurait être suffisante à elle seule pour faire admettre l'existence de moyens de subsistance et pour éloigner les présomptions de vagabondage. » (Daloz, Jur. gén. ; V^o Vagab., n^o 61).

faute par lui de faire cette justification, ce troisième élément constitutif du délit doit être considéré comme suffisamment établi. » Et le commentateur d'ajouter : « l'individu qui se trouve sans moyen de subsistance connus et sans domicile doit, pour n'être pas considéré comme vagabond, faire la preuve de l'exercice habituel d'un métier ou d'une profession (1), et il importe peu à cet égard qu'il s'agisse d'un métier ou d'une profession exercés en France ou à l'étranger : le texte de l'article 270. C. P., est en effet général, mais il faut justifier de l'exercice de ce métier ou de cette profession par des preuves positives (Dalloz. Jur. Gén. V° Vagab. N° 62.) »

Les deux arrêts rapportés sont critiquables au point de vue doctrinal : ils semblent faire une fausse application de la théorie de la preuve en mettant cette dernière à la charge du prévenu. La difficulté n'offre, selon nous, qu'un intérêt d'école si l'on considère comment les choses se passent dans la pratique ; en effet, l'individu arrêté pour vagabondage, en général errant, sans ressources, sans certificats de travail, est conduit au Parquet où il est interrogé et alors, ou il reconnaît le délit, ou il le nie, ou il se refuse à répondre. Quand il reconnaît être en délit, l'aveu est une preuve de culpabilité suffisante, déterminant par la suite la conviction des juges correctionnels (Dalloz. Jur. Gén.

(1) Sic : Garçon : Code pén. Ann. A. 269, n° 87.

V^o Preuve. N^o 100) ; s'il nie et invoque un domicile, des moyens de subsistance, un métier ou une profession, ses dires sont vérifiés par le magistrat du ministère public lequel, conformément à la théorie générale, a la charge de la preuve ; enfin, lorsque le prévenu se refuse à fournir une explication quelconque, le juge d'instruction est saisi et a pour mission d'établir, s'il y a lieu, la culpabilité en faisant porter ses investigations sur les trois éléments constitutifs du vagabondage.

CHAPITRE II

PÉNALITÉS DU VAGABONDAGE SIMPLE

Le vagabondage, isolé des circonstances aggravantes mentionnées aux articles 277 et suivants du Code pénal, est puni — lorsque le délinquant est âgé de plus de seize ans, — d'une peine principale : l'emprisonnement de trois à six mois, et d'une peine complémentaire : la surveillance de la haute police pendant cinq ans au moins et dix ans au plus (a. 271). La loi du 27 mai 1885 a supprimé la surveillance et l'a remplacée par l'interdiction de séjour (1) ou défense faite au condamné

(1) Consulter sur l'interdiction de séjour : Laborde : Droit criminel ; Garraud : Droit pénal ; Marcy : Manuel des Juges d'instruction ; Le Poittevin : Dictionnaire des parquets ; Dalloz : Jur. gén., Spt., V^o Peine.

de paraître dans les lieux dont l'interdiction lui sera signifiée par le gouvernement avant sa libération.

On est en droit de se demander, en passant, ce que vaut pour le relèvement de l'individu la peine complémentaire ; à notre avis, elle est inopérante et mérite les mêmes critiques que la surveillance : « Il importe peu d'interdire au vagabond l'accès de quelques localités, de quelques villes ; ce qu'il importe, c'est de réfréner de funestes habitudes, c'est de lui assurer des moyens d'existence, de lui faire prendre une place utile dans la société. La loi le punit parce qu'il n'a ni profession ni moyens de subsistance ; elle doit donc lui fournir ces moyens et ce métier. Après leur peine subie, ce n'est pas sous une surveillance, inutilement flétrissante, qu'ils doivent être placés, mais bien dans une maison de travail où ils demeureraient jusqu'à ce qu'ils eussent appris à gagner leur vie. » (1) Rien n'est plus exact et la méconnaissance de ces hautes considérations morales nous vaut aujourd'hui, au moins en partie, l'armée des gens sans aveu, « vagabonds, bohémiens, trimardeurs, rouleurs, vivant au jour le jour d'aumônes qu'on n'ose leur refuser et trop souvent de rapines échappant à toute répression. » (2)

(1) Chauveau et Hélie : *Théorie du Code Pén.*, III, p. 287.

(2) Flandin : *Propos. de loi sur le vagabondage*. Ch. des Dép., n° 1455.

Quelle que puisse être l'utilité de la peine complémentaire, elle est inscrite dans la loi, mais faut-il en conclure qu'elle est toujours obligatoire et que les tribunaux ne peuvent pas en affranchir le condamné ? Sous l'empire de la loi du 25 avril 1832, la question s'était posée de savoir si le magistrat, par l'admission des circonstances atténuantes et par l'application de l'article 463, avait, en matière de vagabondage, la faculté de réduire et même de supprimer la peine accessoire de la surveillance et, à différentes reprises, la Cour de Cassation s'était prononcée pour la négative. Elle basait sa théorie sur le texte du Code et sur les travaux préparatoires : la généralité et l'impérativité des termes employés par le législateur ne permet pas, disait-elle dans un arrêt du 26 septembre 1834, d'affranchir de la surveillance les individus convaincus du délit de vagabondage, n'y ayant de dispositions facultatives que pour la fixation de la durée de l'emprisonnement. De plus (Arrêt du 11 août 1837) « il résulte de l'exposé des motifs... que le législateur n'a pas voulu qu'après avoir subi l'emprisonnement... l'individu légalement déclaré vagabond pût être replacé purement et simplement dans la société, qu'en obligeant impérativement les Tribunaux à le mettre, dans tous les cas et sans distinction, sous la surveillance de la haute police, la loi le considère par le seul fait de sa condamnation comme s'il n'était point membre de la cité... que cette peine doit donc toujours lui être appliquée... de quelques circonstances at-

ténuantes que le fait de la condamnation principale se trouve environné... » (1)

En statuant ainsi la Cour suprême se heurtait à la règle consacrée par son arrêt du 2 janvier 1836 (2) qu'en cas de récidive, le juge correctionnel peut non seulement retrancher l'emprisonnement, mais encore se dispenser de prononcer la surveillance, et cette haute juridiction, revenant sur sa jurisprudence première, proclamait enfin en 1838 (3) le droit pour les Tribunaux d'étendre l'article 463 à la surveillance, soit en la supprimant, soit en la réduisant quant à sa durée. Elle se conformait d'ailleurs à l'avis du procureur général Dupin « que l'effet des circonstances atténuantes est de détruire l'intégrité du délit. Lorsque le Tribunal en reconnaît l'existence, ce n'est pas encore l'innocence pour l'accusé, mais ce n'est plus tout le crime, tout le délit ; quand la loi accorde une semblable latitude aux juges, quand au lieu d'une peine infamante ils peuvent ne prononcer qu'une peine correctionnelle, au lieu d'une peine correctionnelle qu'une peine de simple police, pourquoi donc retiendrait-on leur pouvoir discrétionnaire à l'égard de la surveillance de la haute police ?... On peut prétendre qu'elle doit être appliquée lorsque le délit de mendicité ou de vaga-

(1) Cité par Chauveau et Hélie : *Théorie du Code Pén.*, III, p. 288.

(2) Dalloz, *Jur. gén.*, V^o Peine, n^o 691.

(3) Dalloz : *Jur. gén.*, V^o Peine, n^o 693.

bondage reste entier, mais lorsqu'il y a des circonstances atténuantes, elle se trouverait hors de proportion avec le fait qu'il s'agit de punir. » La question était définitivement solutionnée et, par la suite, l'on continua d'admettre que la surveillance, peine obligatoire du vagabondage au même titre que l'emprisonnement, était facultative en cas de déclaration de circonstances atténuantes (Cass., 13 sept. 1851, D. 52-5-553).

De semblables difficultés auraient pu se reproduire lors de la mise en jeu de la loi de 1885 sur l'interdiction de séjour ; les considérations que nous venons de faire connaître et qui avaient fixé la jurisprudence parurent applicables à la pénalité nouvelle. Les théoriciens (1), les Cours et les Tribunaux n'y virent qu'une substitution de sanction et écartèrent l'interdiction, même obligatoire, en déclarant des circonstances atténuantes en faveur du prévenu (2) ; aussi bien, cette substitution, conséquence d'une disposition générale, visait-elle tous les cas où la surveillance est prononcée, sans qu'il y ait lieu de distinguer si elle l'est au principal ou accessoirement (Cass., 30 juin 1892, D. 93-1-48).

Aux termes de l'article 271, pour être condamnés, les vagabonds doivent être légalement déclara-

(1) Garraud : *Droit pénal*, II, p. 159-171 ; Laborde : *Droit criminel*, p. 175-179.

(2) Cass., 19 fév. 1886, B. crim., n° 62 ; Cass., 3 fév. 1893, D. 94-1-252.

rés tels et l'on admet qu'il faut entendre par ces mots reconnus vagabonds par un jugement (1). Les pouvoirs du magistrat sont limités aux dispositions de la loi : il ne peut donc pas prescrire à un individu acquitté de se rendre dans une commune déterminée (Cass., 23 juillet 1836. Jur. Gén. V° Vagab., N° 72), ou ordonner la délivrance pour servir de passe-port, d'un extrait du jugement d'acquittement.

Disons en terminant qu'il est un cas où le délit de vagabondage des articles 269, 270 et 271 C. P. peut n'entraîner aucune pénalité contre son auteur ; ce cas est prévu par la loi des 14-16 juillet 1905, relative à l'assistance obligatoire aux vieillards, aux infirmes et aux incurables privés de ressources, dont l'article 39 institue un sursis à la poursuite et un renvoi ultérieur, selon les cas, des fins de cette poursuite pour le prévenu qui prétend faire valoir ses titres à l'assistance ; le même texte est d'ailleurs applicable au mendiant de l'article 274 C. P.

(1) Dalloz : Code Pén. Ann. Art. 271, n° 4.

(2) Voir, pour une analyse plus complète de l'art. 39 de la loi du 14 juillet 1905, le chap. I^{er} de l'appendice de la première partie de notre travail.

II

VAGABONDAGE AVEC CIRCONSTANCES AGGRAVANTES

Les circonstances aggravantes du vagabondage sont inscrites dans le Code pénal, sous la rubrique : Dispositions communes aux vagabonds et mendiants, et prévues par les articles 277, 278, 279 et 281. Il faut, selon nous, distinguer : 1°) les circonstances aggravantes proprement dites ; 2°) les infractions aggravées par la qualité de vagabond de l'inculpé.

CHAPITRE PREMIER

CIRCONSTANCES AGGRAVANTES PROPREMENT DITES

Ces circonstances — port d'armes ou d'un travestissement quelconque, détention de certains instruments de vol ou d'autres délits (art. 277) ; possession d'effets d'une valeur supérieure à cent francs, sans justification d'origine (art. 278) ; — supposent l'existence du délit de vagabondage simple auquel elles viennent en quelque sorte se jux-

taposer, légitimant ainsi une répression plus sévère.

Les conditions d'application des articles 277 et 278 ont fourni matière à discussion. Pour Chauveau et Hélie (1), le législateur en employant les mots saisi et trouvé a voulu atteindre le seul flagrant délit et, suivant leur opinion, il faut qu'au moment de son arrestation le vagabond ait été trouvé nanti des objets dont la possession motive l'aggravation de la peine. Blanche admet, au contraire, que la circonstance aggravante de l'article 277 est légalement réalisée quand il est établi par une preuve quelconque que l'inculpé, étant vagabond, a porté soit un travestissement, soit des armes, etc. De son côté, Garraud (2) ne considère pas le flagrant délit comme un élément essentiel de l'incrimination : « Dans l'opinion plus générale, dit-il, qui a pour elle l'autorité de la jurisprudence, les peines des articles 277 et 278 seraient encourues par l'inculpé à la charge duquel il serait établi, d'une façon quelconque, qu'étant en état de vagabondage ou de mendicité, il a été trouvé travesti, etc... » La Cour d'Aix, dans un arrêt du 1^{er} février 1871 (D. 71-2-150), s'est conformée à ce dernier principe en décidant que le prévenu de vagabondage, trouvé détenteur dans le lieu qui lui sert de refuge d'instruments propres à commettre le vol

(1) Chauveau et Hélie : Théorie du Code pénal, III, pp. 316 et 318.

(2) Garraud : Droit pénal, IV, p. 414.

(limes, clefs, pinces, ciseaux à froid), est passible de l'aggravation de peine édictée par l'article 277 du Code pénal ; on estimerait à tort, en effet, qu'il n'en est ainsi que dans le cas où le prévenu a été saisi porteur de cet instrument (1).

L'article 277 punit de deux à cinq ans d'emprisonnement le vagabond :

1° Saisi travesti d'une manière quelconque ;

2° Porteur d'armes, bien qu'il n'en ait ni usé, ni menacé (2).

Sont considérés comme armes toutes machines, instruments ou ustensiles tranchants, perçants ou contondants. Les couteaux ou ciseaux de poche, les cannes simples ne sont réputés armes qu'autant qu'il en a été fait usage pour tuer, blesser ou frapper (art. 101 C. P.). Le vagabond porteur d'une canne simple ou d'un couteau de poche échappe, s'il n'en fait pas usage, aux dispositions de l'article 277, et lui appliquer ce texte serait violer manifestement le second paragraphe de l'article 101. Aucun doute ne peut, d'autre part, s'élever sur la portée du premier alinéa du même article 101. Lorsque le port d'une arme est accompagné d'usage ou de menaces, quelle sera la sanction ? Pour

(1) Voir sous l'arrêt cité la note et le rapport de M. de Figarelli.

(2) La Cour de Riom a décidé (22 janv. 1862, D. 62-2-101) que l'art. 277 est applicable seulement si le vagabond a été trouvé portant l'arme sur lui. Sic : Dalloz, Code pén. Ann. Art. 277.

les menaces, on distingue : si l'arme appartient à la deuxième catégorie de l'article 101, pénalité ordinaire (art. 271), la menace étant une circonstance aggravante de la mendicité (art. 276) et non du vagabondage ; si, au contraire, l'arme rentre dans la première classe de l'article 101, le seul port fait encourir la peine spéciale de l'article 277. Quant aux violences, elles tombent sous le coup de l'article 279, lequel se cumule avec l'article 277.

3° Muni de limes, crochets ou autres instruments propres, soit à commettre des vols ou d'autres délits, soit à lui procurer les moyens de pénétrer dans les maisons.

La présomption d'usage illicite, établie par cet alinéa, est surtout une question d'espèce laissée à l'appréciation du juge. Par exemple, la possession par un serrurier d'une lime, d'instruments de ferrailles, ne créera pas une circonstance aggravante si ces objets sont reconnus nécessaires à l'exercice de sa profession (Douai, 21 avr. 1836 ; Cass., 3 juin 1836 ; D. Jur. Gén. V° Vagab. n° 123). Il serait cependant critiquable de trop généraliser cette théorie et de laisser impunément un vagabond avoir à sa disposition de véritables limes ou crochets, sous prétexte qu'il exerce ou a plus ou moins exercé le métier de serrurier. Faut-il qu'au moment de son arrestation le prévenu soit porteur des objets énumérés par la loi ? On soutient l'affirmative (1) en invoquant d'abord les termes de l'ar-

(1) Dalloz : Code pén. Ann., art. 277.

rêt du 3 juin 1836, où le mot porteur est substitué au mot muni, substitution indiquant que la Cour de Cassation attache un sens identique à ces deux expressions ; ensuite, les dispositions de l'article 29 de la loi du 15 avril 1829 sur la Pêche fluviale (1) ; enfin et surtout celles de l'article 12 de la loi du 3 mai 1844 sur la police de la chasse, opposant la détention à domicile au fait d'être muni ou porteur d'engins de chasse prohibés. La jurisprudence paraît fixée en sens contraire par l'arrêt déjà cité rendu par la Cour d'Aix en février 1871.

Les auteurs sont unanimes pour voir dans les faits prévus à l'article 277 des « actes préparatoires de crimes ou de délits » (2), et pour y attacher une « présomption d'intention criminelle » (3) qui cèdera toujours devant la présomption ou la preuve contraire.

Une présomption encore — présomption d'origine illégitime — domine l'article 278, frappant d'un emprisonnement de six mois à deux ans le vagabond porteur d'un ou de plusieurs effets d'une valeur supérieure à cent francs, dont il ne justifie point la provenance. Dans ce cas, le législateur considère le prévenu comme dépourvu de moyens de subsistance, à moins qu'il ne donne la

(1) Art 29 : ... Ceux qui seront trouvés porteurs ou munis, hors de leur domicile, d'engins ou instruments de pêche prohibés pourront... etc.

2) Chauveau et Hélie : Théorie du Code pénal, III, n° 320.

(3) Garraud : Droit pénal, IV, p. 413 et 415.

genèse de ces ressources. « Il n'est pas naturel, en effet, qu'un individu qui se livre au vagabondage ait en sa possession une somme aussi forte » (1), et il est à penser qu'elle procède d'une source délictueuse et notamment d'un vol. Les éléments constitutifs du délit prévu par l'article 278 sont au nombre de trois : 1° port d'une valeur ; 2° supérieure à cent francs ; 3° sans justification d'origine. Il faut que l'agent soit porteur des valeurs, enseignent Chauveau et Hélie (2) ; le texte du Code, très clair, ne laisse aucun doute, et nous admettons que si cette circonstance n'existe pas une poursuite pour vagabondage simple est seule possible, la possession ou la détention pouvant toutefois donner naissance à une inculpation distincte de vol ou d'escroquerie. La condition exigée par l'article 278 n'est plus réalisée si le taux de la valeur est moindre de cent francs, néanmoins le délinquant doit justifier que cette valeur est moyen de subsistance dans le sens de l'article 271. Quant à l'origine, licite (3), cela va sans dire, elle est valablement établie par les moyens ordinaires de présomption ou de preuve, moyens produits par le vagabond et sur lesquels le juge statue en fait (4).

(1) Garraud : Droit Pénal, IV, p. 443 et 445.

(2) Chauveau et Hélie : Théorie du Code pénal, III, n° 320.

(3) Orléans, 25 mars 1902 ; Cass., 14 avril 1842.

(4) La jurisprudence assimile à la non-justification d'origine le refus d'y procéder (Riom, 22 janvier 1862). Voir sur la preuve notre chapitre I, § 5, Vagabondage simple.

CHAPITRE II

INFRACTIONS AGGRAVÉES PAR LA QUALITÉ DE VAGABOND DE L'INCUPLÉ

Ces infractions sont énumérées aux articles 279 et 281 qui prévoient : 1° un acte de violence quelconque, soit simple, soit accompagné des circonstances aggravantes de l'article 277 (art. 279) ; 2° le port de faux certificats, passeports ou feuilles de route (art. 281).

§ 1^{er}. ACTES DE VIOLENCE

La violence envers les personnes a d'abord été punie de la réclusion ; la loi du 13 mai 1863¹ a atténué la rigueur de la sanction en substituant à la réclusion, maintenue pour les circonstances aggravantes de l'article 277, l'emprisonnement pour une durée de deux à cinq ans (1). « La pénalité (la réclusion) est trop sévère, écrivait le rapporteur (2), et, le plus souvent, elle manque son but. Elle n'est pas non plus en harmonie avec des peines appliquées à des faits analogues... ; qui pourrait pré-

(1) L'interdiction de séjour peut être prononcée concurremment avec l'emprisonnement par application de l'article 271.

(2) D. 1863-4-90.

tendre que ces faits, tantôt actifs, tantôt passifs, toujours dangereux, n'exigent pas une peine plus grave qu'un simple acte de violence, amené le plus souvent par un mouvement irréfléchi et n'impliquant aucune préméditation ?... Le simple acte de violence ne sera puni que de l'emprisonnement. » Que faut-il entendre par simple acte de violence ? Quelque acte de violence que ce soit, dit le texte du Code, exercé envers les personnes ; donc, aucune distinction entre les voies de fait, les violences légères, etc. Bien plus, la tentative est, conformément au principe de l'article 3 C. P., assimilée au délit par une disposition expresse. L'article 279 conserve son caractère de généralité quant aux personnes victimes de violences de la part d'un vagabond ; c'est l'interprétation donnée par la Cour de cassation dans un arrêt du 12 septembre 1812 où la rebellion d'un mendiant où d'un vagabond vis-à-vis d'un agent de la force publique est considérée comme un fait de violence (1). La Cour suprême a maintenu sa jurisprudence en décidant, le 18 mai 1843 (2), que la pénalité de l'article 279 est encourue par l'individu qui, étant en état de vagabondage, exerce un acte de violence envers un garde-champêtre. Sous l'empire de la loi de 1863, qui a seulement tempéré la répression sans modifier les éléments constitutifs de l'infraction, le pouvoir judiciaire a continué de ne faire aucune distinction entre les diverses personnes envers les-

(1-2) Dalloz : Jur. gén., V^e Vagab., n^{os} 128 et 130.

quelles le vagabond a pu exercer des actes de violence (Bourges, 17 fév. 1875, D. 75-2-186) (1). Là se trouve, semble-t-il, la véritable portée de la loi, et sur ce point nous nous séparons de Chauveau et Hélie pour qui « l'acte de rébellion à justice ne change point de nature, soit qu'il soit commis par un mendiant, soit un prévenu quelconque » (2).

§ 2. PORT DE FAUX CERTIFICATS, FAUX PASSEPORTS
FAUSSES FEUILLES DE ROUTE

Quand un vagabond est porteur de faux certificats, faux passe-ports, fausses feuilles de route, les pénalités des articles 153, 156 et 161 sont portées au maximum ; nous admettons toutefois avec Blanche (3) et Garraud (4), l'application de l'article 463 et celle de l'article 365, § 2, C. I. Cr., à cause de la dualité de l'infraction (vagabondage, port de faux certificats). Nous admettons enfin avec Chauveau et Hélie, que l'article 281 peut et doit être étendu à la fabrication de faux certificats et à leur usage (5).

(1) Cet arrêt vise le cas d'un vagabond, mendiant, ayant tenté d'exercer des violences envers deux gendarmes et proclame que « le fait de violence qui pourrait servir à caractériser la rébellion concourt dans l'espèce avec la situation de mendiant comme avec celle de vagabond pour former le délit spécial des articles 279 et 282 ».

(2-3) Chauveau et Hélie : Théorie du Code pénal, III, n° 320.

(3) Blanche, IV, n° 348.

(4) Garraud : Droit pénal, IV, p. 418.

III

VAGABONDAGE DES MINEURS RÉCLAMATION ET CAUTIONNEMENT DES VAGABONDS VAGABONDS ÉTRANGERS

CHAPITRE PREMIER

VAGABONDAGE DES MINEURS

Le vagabondage des mineurs (1) pourrait donner matière à d'amples développements et faire à lui seul l'objet d'un travail distinct ; toutefois, dans une étude générale, il ne faut pas perdre de vue que le texte qui gouverne ce délit n'a que le caractère d'une dérogation aux dispositions d'ensemble sur le vagabondage. Une brève analyse de son économie sera donc suffisante.

Pour un vagabond de moins de seize ans, pas de peine d'emprisonnement : telle est la règle ins-

(1) Consulter sur les poursuites à intenter contre les mineurs : Circul. Garde des Sceaux des 4 janvier 1889 et 31 mai 1898 ; Marcy : Manuel des Juges d'instruction, V^o mineur.

crite dans l'article 271 par la loi du 28 avri. 1832 (1). L'interdiction de séjour seule subsiste jusqu'à l'âge de vingt ans, à moins qu'avant cet âge le mineur n'ait contracté un engagement régulier dans les armées de terre ou de mer.

Si le mineur de seize ans a agi avec discernement, il est passible de l'interdiction de séjour (art. 271 C. P. et 67, § 3, C. P., modifié par la loi du 12 avril 1906) (2) ; l'interdiction de séjour que la loi du 27 mai 1885 a substituée à la surveillance de la haute police est, en effet, la véritable pénalité des délinquants de cette catégorie (3).

Au cas de non-discernement, le mineur de dix-huit ans est de plein droit acquitté, mais, selon les circonstances, le Tribunal ordonne ou la remise de l'enfant aux parents, ou son envoi dans une colonie pénitentiaire pour y être élevé et détenu pendant tel nombre d'années qu'il jugera convenable, sans pouvoir toutefois dépasser l'époque où le mineur a atteint sa majorité (art. 66 Code pénal) (4).

L'œuvre du législateur en cette matière a été critiquée et certains ont même proclamé qu'il était

(1) Chauveau et Hélie : Théorie du Code pénal, III, p. 295.

(2) Dalloz, 1907-4-60.

(3) Cass., 28 fév. 1852. D., 52-1-288 ; Paris, 22 sept. 1885. D., 85-5-355 ; Cass., 30 juin 1892. D., 93-1-48.

(4) Paris, 26 avril 1863. D., 74-5-371 ; Paris, 26 avril 1892. D., Jur. Gén., Spt V° Peine, n° 467.

« temps de mettre un terme à l'incohérence de notre législation en ce qui concerne le vagabondage des mineurs et à ses désolantes conséquences » (1). Avec moins d'âpreté, le conseiller Mesnard remarque que tout n'est pas parfait sous l'empire du Code pénal. « L'article 271, écrit-il, n'est applicable que si le mineur de moins de seize ans est condamné comme ayant commis le délit de vagabondage avec discernement. Si, au contraire, le jeune vagabond est acquitté comme ayant commis ce délit sans discernement, il peut être envoyé dans une maison de correction par application de l'article 66 du Code pénal. La loi aboutit donc à cette conséquence, assez bizarre en principe, d'exempter de toute privation de liberté le jeune vagabond qui est déclaré avoir eu conscience du délit commis et d'autoriser, à titre de correction, l'internement de celui qui est réputé avoir agi sans discernement... La loi serait plus logique en décidant que le mineur âgé de moins de seize ans, convaincu de vagabondage, peut être envoyé dans une maison de correction, sans distinguer s'il a agi ou non avec discernement, et en supprimant pour ce mineur, dans tous les cas, la peine de l'interdiction de séjour. » (2)

L'interdiction de séjour, cela est certain, présente pour le vagabond mineur peu de garanties

(1) X. : Les vagabonds mineurs *in* Progrès (de Lyon), 25 juin 1909.

(2) Labori : Répertoire. V° Vagabondage, n° 47.

de relèvement ; elle l'éloigne de son domicile légal, de la maison des parents, du giron familial et le contraint même à l'infraction pour laquelle on le frappe. L'envoi en correction est, à cet égard, une solution préférable, et cette mesure, surtout si elle est précédée d'un acquittement, « n'est pas une peine, mais un remède salutaire contre les mauvais penchants de l'enfant, qu'il s'agit non de punir, mais seulement d'amender » (1).

CHAPITRE II

RÉCLAMATION ET CAUTIONNEMENT DES VAGABONDS — VAGABONDS ÉTRANGERS

§ 1^{er} RÉCLAMATION ET CAUTIONNEMENT DES VAGABONDS

La réclamation et le cautionnement des vagabonds, mesures rarement usitées, sont institués par l'article 273, C. P. : « Les vagabonds nés en France pourront, après un jugement même passé en force de chose jugée, être réclamés par délibération du conseil municipal de la commune où ils sont nés ou cautionnés par un citoyen solvable. Si le gouvernement accueille la réclamation ou agréé la caution, les individus ainsi réclamés ou cautionnés seront, par ses ordres, renvoyés ou conduits dans la

(1) Nancy, 28 juin 1848. D. 49-2-5.

commune qui les aura réclamés, ou dans celle qui leur sera assignée pour résidence sur la demande de la caution. »

Pour bénéficier de ces dispositions, le délinquant doit être Français d'origine. Sa réclamation résulte d'une délibération du corps municipal de sa commune natale. En ce qui concerne le cautionnement, l'article 273 ne renferme aucun détail et se borne à poser le principe ; cependant, les auteurs (1) enseignent que la caution naît du contrat librement formé entre l'Administration et un particulier ou un établissement public ou privé. Aux termes de ce contrat, l'établissement ou le particulier se rend garant de la conduite du vagabond ; l'étendue, le taux, en un mot toutes les modalités du cautionnement sont l'œuvre des contractants, dont l'un, — le particulier, — a une seule exigence légale à satisfaire : être solvable, le degré de solvabilité étant laissé à l'appréciation de l'Administration.

À quel moment doit s'exercer la réclamation ou le cautionnement ? Après un jugement même passé en force de chose jugée, dit la loi. L'interprétation de ce texte a donné naissance à deux solutions. La première, soutenue par Chauveau et Hélie (2), exige que le vagabond ait été déclaré tel par

(1) Garraud : Droit pénal, IV, p. 403 ; Chauveau et Hélie : Théorie du Code pénal, III, p. 299.

(2) Chauveau et Hélie : Théorie du Code pénal, III, p. 300.

un jugement ; les savants criminalistes considèrent la réclamation, le cautionnement comme « une grâce que l'Administration est autorisée à accorder, mais cette mesure, disent-ils, suppose nécessairement une déclaration de culpabilité, une condamnation prononcée. Dans quel titre, en effet, l'Administration puiserait-elle le droit de renvoyer dans sa commune ou de soumettre à la garantie d'une caution un individu qui, n'étant encore que prévenu, serait réputé n'avoir commis aucun délit ? La condamnation seule justifie ces mesures qui, sans elle, ne seraient plus que des actes arbitraires et tyranniques ». La seconde solution, admise par Carnot, Blanche et Garraud, étend le bénéfice du cautionnement et de la réclamation même à l'individu en état de prévention ; aux yeux de ses partisans, cette théorie a le mérite de cadrer avec le texte de l'article 273, « qui ne fait aucune exception et paraît autoriser spécialement les réclamations ou les offres, même après la chose jugée, pour bien spécifier que le renvoi du vagabond est une mesure de bienveillance pouvant être adoptée, même après une condamnation définitive ». (1) L'opinion de Chauveau et Hélie est préférable ; elle a pour elle l'interprétation logique et rationnelle d'un texte, et nous n'hésitons pas à nous y rallier.

(1) Mesnard *in* Rép. Labori. V^o Vag., n^o 53 ; Carnot : Comment. Code Pén., A. 273 ; Garraud : Droit pén., IV, 404.

Au surplus, réclamation et cautionnement sont des actes de juridiction gracieuse de l'Administration ; l'autorité judiciaire est incompétente pour statuer sur l'opportunité de ces actes comme pour en assurer l'exécution. En tout cas, le bénéficiaire de l'article 273 jouit d'une véritable libération de peine et ne peut être repris en vertu du jugement à la suite duquel il a été réclamé ou cautionné ; il ne peut pas non plus être recherché s'il abandonne sa résidence, la loi n'établissant à ce point de vue aucune sanction pénale. Ce défaut de sanction est le vice capital du système dans lequel nous voyons avec Garraud (1) « le point de départ d'une législation qui rendrait les communes responsables de leurs mendiants et vagabonds, en les obligeant à créer, en se syndiquant s'il était besoin, des maisons de travail où ceux-ci seraient internés jusqu'à ce qu'ils eussent appris à gagner leur vie. »

§ 2. VAGABONDS ÉTRANGERS

La situation des vagabonds étrangers est réglée par l'article 272 C. P., qui décide que les individus déclarés vagabonds par jugement pourront, s'ils sont étrangers, être conduits par les ordres du gouvernement hors du territoire. Elle l'est aussi par la loi du 3 décembre 1849 (art. 8) sur la naturalisation et le séjour des étrangers en France, édictant,

(1) Garraud : Droit pénal, IV, p. 403.

avec la conduite à la frontière à l'expiration de la peine, un emprisonnement d'un mois à six mois contre tout étranger qui se serait soustrait à l'exécution des mesures énoncées dans l'article 272 du Code pénal ou qui, après être sorti de France par suite de ces mesures, y serait rentré sans la permission du gouvernement.

L'article 272 a son origine dans la loi du 28 Vendémiaire an VI, relative aux passeports ; il est applicable aux seuls individus déclarés vagabonds par jugement, c'est-à-dire à qui les tribunaux ont infligé la peine de l'article 271, même si cette peine n'a pas été subie (1). L'exécution de cette mesure de police relève de l'autorité administrative ; à elle et non au pouvoir judiciaire appartient le droit d'ordonner l'expulsion des vagabonds étrangers, d'en apprécier l'opportunité (2).

La violation de l'article 272 est réprimée par la loi du 3 décembre 1849, et il est de jurisprudence constante (Cass. 27 mars 1852, D. 25-1-28 ; Hazebrouck, 3 fév. 1859, D. 59-3-22), que l'étranger expulsé de France en suite d'une condamnation pour vagabondage, rentrant sur notre territoire sans autorisation, est passible de l'emprisonnement prévu par cette loi.

(1) Dalloz : Code pén. Ann. Art. 272, n° 4 et 5.

(2) Garraud : Droit pénal, IV, p. 402 ; Chauveau et Hélie : Théorie du Code pénal, III, p. 302 ; Cass., 15 juin 1837, Dalloz, Jur. gén., V° Vagab., n° 81.

Section II

DE LA MENDICITÉ

Les textes ne définissent pas la mendicité et ses éléments constitutifs ne sont pas inscrits dans tel ou tel article du Code ; nous reviendrons par la suite sur les caractères distinctifs du fait de mendicité ; bornons-nous pour l'instant à retenir que « le droit pénal ne considère la mendicité que dans ses effets... ; qu'isolée de toute circonstance aggravante, elle ne constitue en elle-même aucun délit, car ce n'est point une action imputable que de demander l'aumône lorsque l'agent, faible ou infirme, n'a point d'autres ressources pour soutenir sa vie. Le délit ne peut commencer que dans le cas où la mendicité ne se fonde pas sur une nécessité flagrante, où elle prend sa source dans la fainéantise et l'oisiveté, où elle devient le prétexte de courses vagabondes et sert de moyen et de voile à la perpétration d'autres délits » (1).

La distinction formulée par Chauveau et Hélie entre les mendiants valides et les mendiants inva-

(1) Chauveau et Hélie : *Théorie du Code pénal*, III p. 306.

lides, se retrouve aux articles 274 et 275 C. P., dont l'économie générale est la suivante : dans les lieux où il existe un établissement public organisé afin d'obvier à la mendicité, la répression atteint également le valide et l'invalidé (art. 274) ; s'il n'existe pas d'établissement de ce genre, il y a délit seulement si l'individu est valide et mendiant d'habitude (art. 275). Toutefois, si l'infraction est accompagnée de certaines circonstances aggravantes (art. 276), l'on n'a pas à se préoccuper du degré de validité ou d'invalidité de l'agent, ni de l'existence ou de la non-existence d'un dépôt.

I

MENDICITÉ DANS LES LIEUX POUR LESQUELS IL EXISTE UN ÉTABLISSEMENT PUBLIC

CHAPITRE PREMIER

ÉLÉMENTS CONSTITUTIFS DU DÉLIT

Les éléments constituant le délit prévu par l'article 274 (mendicité dans les lieux où il existe un établissement public — dépôt de mendicité —) sont :

- 1° Un fait de mendicité intentionnel ;
- 2° L'existence d'un établissement public.

Cette classification se sépare de celle donnée par

Chauveau et Hélie (1) (existence d'un dépôt, découverte du mendiant en flagrant délit), et de celle adoptée par Garraud (2) (fait de mendicité, existence d'un dépôt, découverte du mendiant en flagrant délit). Il semble préférable de réunir l'élément matériel et l'élément intentionnel de l'infraction et d'écarter la condition de saisie en flagrant délit ; sur le dernier point, d'ailleurs, la jurisprudence est fixée par un arrêt de la Cour de cassation du 30 juillet 1875 (D. 76-1-505 ; S. 77-1-233) interprétant les mots « trouvé mendiant » de l'article 274 dans le sens d'avoir été vu ou trouvé mendiant (3). Les Cours et les Tribunaux entendent encore ainsi, à l'heure actuelle, les dispositions de la loi et, pas davantage que le criminaliste Blanche, l'on ne trouverait à notre époque des magistrats pour se refuser à prononcer la peine de l'article 274 au prétexte que le mendiant n'a pas été surpris en flagrant délit (4).

§ 1^{er} FAIT DE MENDICITÉ INTENTIONNEL

Mendier est demander la charité, solliciter une aumône, un secours (Apt, 14 fév. 1906, D. 06-5-61) ;

(1) Chauveau et Hélie : Théorie du Code pénal, III, p. 309.

(2) Garraud : Droit pénal, IV, p. 405,

(3) Voir l'analyse de cet arrêt dans Garraud (IV, p. 408) et la note sous l'arrêt dans Dalloz.

(4) Blanche, IV, n° 323,

c'est encore faire appel à la charité publique, sous quelque forme que ce soit, dans son intérêt personnel (1) ; c'est enfin s'adresser à la charité ou à la bienfaisance, dans le but d'en obtenir des secours tout à fait gratuits et pour lesquels on n'offre en échange aucune contre-valeur appréciable, aussi bien lorsque la demande est faite directement que lorsqu'elle se dissimule sous l'apparence d'un commerce, qui n'a rien de sérieux, ni de réel (Cass. 17 sept. 1874, D. 00-2-481).

Un acte quelconque de mendicité, isolé ou d'habitude, suffit pour l'application de l'article 274 (2), mais l'acte de mendicité — celle-ci étant un délit et non une contravention — doit, en outre, être intentionnel. Si l'intention de solliciter l'aumône ne s'est pas dévoilée par un acte extérieur d'exécution, l'infraction n'est pas constituée ; ainsi, il a été jugé qu'un individu, surpris par la gendarmerie au moment où il tirait la sonnette d'un hospice pour avoir un morceau de pain, ne mendie pas au sens de l'article 274, qu'il fait simplement l'aveu d'une intention de mendier non encore réalisée (Cass. 15 avr. 1899, D. 00-5-434 (3) ; Bourges, 18

(1) Garraud : Droit pénal, IV, p. 405.

(2) Dalloz : Jur. gén. V^o Vagab., n^o 106 ; Balloz : Code pén. Ann., art. 274, n^o 41.

(3) Dans la décision citée, la Cour de Cassation paraît avoir considéré l'action de tirer la sonnette comme un acte préparatoire, non punissable par conséquent. (Consulter sur la théorie générale de l'infraction : Garraud : Droit pénal, I ; Laborde : Droit criminel, p. 35 et ss.).

mai 1899, D. 99-2-436). La manifestation externe de l'intention est laissée à l'appréciation du juge et il peut former sa conviction sur l'attitude, la mise, etc., de la personne poursuivie. Par application de cette idée, la Cour de Bourges (30 avril 1896, D. 96-2-455) a vu le délit de mendicité dans le fait de tendre la main pour recevoir un secours, sans le solliciter expressément, si la mise ou l'attitude accompagnant ce mouvement indiquent aussi clairement qu'un geste de sollicitation le désir de recevoir la charité (1). La preuve du défaut d'intention, de volonté mauvaise (*mala fides*) est à la charge du prévenu (2) et, s'il y réussit, son relaxe est obligatoire ; il y a défaut d'intention par exemple lorsqu'un secours est réclamé accidentellement et dans le cas d'une nécessité pressante et extraordinaire (3), ou encore lorsqu'une quête est faite par un religieux sur l'ordre de son supérieur et pour le compte de sa communauté (4), ou enfin quand un malheureux reçoit de la main d'un tiers l'aumône que celui-ci réserve aux indigents qui se présentent à son domicile à jour fixe (5).

(1) Sic : Paris, 15 avril 1905, D. 06-5-13.

(2) Garraud : *Droit pénal*, IV, p. 409.

(3) Cass., 10 sept. 1822 ; Rennes, 8 mars 1882 (cités par Garraud).

(4) Chambéry, 12 février 1885 ; D. 86-2-22. Voir sur les quêtes : Dalloz : *Jur. gén.* V° *Vagabondage*, n° 107.

(5) Pont-Audemer, 8 juin 1900 ; D. 00-2-481 et la note.

§ 2. — EXISTENCE D'UN ÉTABLISSEMENT PUBLIC

Le second élément constitutif du délit de mendicité est l'existence constatée d'un établissement public, lequel est en fait presque toujours un dépôt de mendicité.

L'origine première des dépôts de mendicité actuels réside dans les établissements du même nom fondés sous l'Ancien Régime en exécution de l'Arrêt du Conseil d'octobre 1767, mais elle procède plus directement encore du décret du 5 juillet 1808 sur l'extirpation de la mendicité. Ce texte prescrit l'organisation d'un dépôt dans chaque département (art. 2 et 6) par un décret spécial, excluant ainsi l'autorisation par voie d'arrêté ministériel ou préfectoral. Antérieurement, un décret du 18 novembre 1807 avait institué dans la Côte-d'Or un dépôt recevant les mendiants arrêtés dans le département, lesquels, sans égard à l'âge ou au sexe, y sont nourris et assujettis au travail, conformément au règlement.

En établissant ces maisons, la pensée maîtresse de Napoléon était de secourir les mendiants en leur donnant l'habitude du travail. « La mendicité, écrivait l'Empereur, est un objet de première importance... ; les choses devraient être établies de manière qu'on pût dire : Tout mendiant sera arrêté. Mais l'arrêter pour le mettre en prison serait barbare et absurde ; il ne faut l'arrêter que

pour lui apprendre à gagner sa vie par le travail. Il faut donc une ou plusieurs maisons de charité par département. » (1) A l'ouverture de la session de 1808-1809, Crété faisait connaître en ces termes au Corps Législatif l'institution et le caractère des futures maisons de charité : « Chaque département aura dans son sein un dépôt où les indigents trouveront un asile, la subsistance et de l'ouvrage ; établissements paternels où la bienfaisance tempèrera la contrainte par la douceur, maintiendra la discipline par l'affection et ramènera au travail en réveillant le sentiment d'une honte salulaire. Ces institutions recevront leur exécution dans un court délai... le gouvernement a la confiance que, dans quelques années, la France offrira la solution, si inutilement cherchée jusqu'ici, du problème de l'extinction de la mendicité dans un grand Etat. » (2) L'optimisme est commun au ministre et au monarque qui, s'il attendait de la France, au commencement de la belle saison, « le spectacle d'un pays sans mendiants », s'intéressait du moins à l'exécution du décret dont il était l'inspirateur « en ordonnant à son ministre de lui présenter, dans le premier travail de cha-

(1) Note du 2 sept. 1807 au comte Crété *in* Viple : Répression de la mendicité, p. 30.

(2) Discours de Crété au Corps Législatif *in* Viple : Répression de la mendicité, p. 30.

que mois, tout ce qui est relatif à l'établissement des dépôts de mendicité. » (1)

Qu'est donc en définitive un dépôt de mendicité ? Une maison de secours et un asile où les mendiants peuvent et doivent se retirer eux-mêmes (2). Pour le définir de façon plus exacte, disons que c'est un établissement d'assistance destiné à recevoir tous les individus n'ayant aucun moyen d'existence, les valides pour y travailler, les infirmes pour y être entretenus et soignés (3). L'organisation intérieure du dépôt résulte des prescriptions de l'arrêté réglementaire du 27 octobre 1808 : les sexes et les âges sont séparés, le travail est obligatoire et chaque interné y est astreint dans la mesure de ses forces ; le régime alimentaire varie avec les individus et l'on distingue celui des malades, celui des mendiants travailleurs, infirmes et septuagénaires, enfin celui de la correction, au pain et à l'eau, pour les mendiants valides coupables d'insubordination ou d'inconduite ou refusant de travailler. Le dernier régime est de discipline interne et ne réprime que les écarts commis à l'intérieur de la maison. Les dépenses et les frais sont à la charge

(1) Berlier : Exposé des motifs de la loi des 16-26 février 1810.

(2) Définition du rapporteur à la séance du Conseil d'Etat du 19 août 1809.

(3) J. de Crisenoy : Les asiles d'incurables et les dépôts de mendicité *in* Revue gén. d'Administration. 1888. III, p. 5.

du Trésor, du département et des villes ; quant à la rémunération du travail, elle demeure pour les deux tiers à l'établissement à titre d'indemnité, la portion restante étant remise au libéré au moment de sa sortie.

Telle est, rapidement esquissée, la physionomie de la maison de charité du Premier Empire. De 1808 à 1815, il en fut créé cinquante-neuf, dont trente-sept fonctionnent à l'époque des Cent-Jours ; en 1818, vingt-deux dépôts seulement existent ; le gouvernement de Louis XVIII invite les départements à les supprimer ; leur nombre tombe à sept en 1830 et à quatre en 1838. En 1840, on constate une recrudescence de la mendicité ; pour y remédier, pour l'enrayer, le pouvoir central pousse les départements à la réouverture des dépôts fermés quelques années auparavant ; on en compte quinze en 1848, dix-neuf en 1851, trente-cinq en 1865, quarante en 1870, trente-deux en 1888 et enfin vingt-deux en 1905 (1).

Avant d'examiner les critiques adressées aux dépôts de mendicité modernes, il convient d'étudier leur constitution et leur fonctionnement. Au

(1) Albigny (Rhône), Angers, Arras, Auxerre, Beaugency, Bellevaux (Doubs), Bordeaux, Chalon, Chalon-sur-Marne, Le Mans, Le Perron (Isère), Marseille, Montreuil-sur-Laon, Nantes, Nanterre (Seine), Naugeat (Haute-Vienne), Neurey-lès-la-Demie (Haute-Saône), Petits-Près (Seine-et-Oise), Petit-Vernet (Cher), Rabès (Corrèze), Toulouse et Villers-Cotterets (Aisne). Voir Dalloz : Jur. gén. Suppl. V^o Vagabondage, n^o 45.

sortir de prison, à l'expiration de la peine prononcée contre lui par la juridiction correctionnelle, le délinquant est conduit au dépôt pour un séjour dont la durée, dans le silence de la loi, est fixée par l'Administration ; il est reçu sur le vu d'un ordre de translation délivré par le préfet, le sous-préfet ou les commissaires généraux de police, et immatriculé à son entrée sur un registre *ad hoc*. Valide, pendant l'internement, le travail est pour lui la règle, et le refus de s'y soumettre entraîne, avec le placement dans la salle de discipline, la mise au pain et à l'eau. Le prix de la journée de travail est fixé par le préfet et partagé, suivant la règle de l'arrêté de 1808, entre le mendiant et l'administration de la maison. Le préfet, sur la proposition du sous-préfet, prononce la mise en liberté, sauf le cas de recours à l'autorité supérieure (Ministre, Conseil de surveillance, Tribunaux). L'établissement a un directeur, assisté d'un receveur, d'un architecte, d'un médecin, d'un pharmacien, d'un aumônier, d'un chef des ateliers et d'un garde-magasin, tous fonctionnaires nommés par le Ministre de l'Intérieur ; le directeur et le receveur fournissent un cautionnement. Le dépôt est placé sous l'autorité et sous la surveillance du préfet, assisté, dans l'exercice de son contrôle, d'un conseil de cinq membres, désignés par le Ministre et renouvelés par cinquième annuellement. Le Conseil a le soin des intérêts généraux et la charge de l'inspection intérieure du dépôt ; il s'en acquitte en déléguant un de ses membres pour visiter cha-

que semaine les détenus et recueillir leurs réclama-
tions, s'il y a lieu. Enfin, les attributions du
Conseil sont consultatives, ses délibérations n'ont
d'autre valeur que celle d'un vœu et il ne peut pas
prendre d'arrêtés et s'immiscer dans l'adminis-
tration.

Le dépôt de mendicité, seule institution que nous
puissions mettre en parallèle avec les Colonies
Ouvrières ou Agricoles de Belgique et d'Allema-
gne, les Work-houses d'Angleterre, n'est pas par-
fait et c'est l'opinion de beaucoup parmi ceux qui
s'intéressent à la solution du problème de la men-
dicité (1).

Pour de Crisenoy (2), dans l'esprit du législa-
teur, les dépôts sont des établissements d'assis-
tance et de travail, ouverts à tous les individus
sans travail ou incapables de travailler, et non
des maisons de répression. En fait, l'internement
après une condamnation a un caractère répressif,
et l'auteur cité invoque à l'appui de son affirma-
tion le traitement plus dur infligé aux reclus, géné-
ralement réunis dans un quartier spécial, au point
de vue du couchage, de la nourriture et du tra-

(1) Consulter : Discussion sur les dépôts de mendicité
in Bull. Pénit. 1893, p. 130-150, 278-302, 410-438, 530-566.
Congrès de l'Union Internationale de Droit pénal, *in* Bull.
Pénit. 1893, p. 910-915 ; Bull. Pénit. 1889, p. 359-374,
480-507, 653-658.

(2) De Crisenoy : Les Asiles d'incurables et les Dépôts
de mendicité, p. 13.

vail. L. Rivière (1) estime que les dépôts n'ont pas donné les résultats attendus parce que les différentes sections prévues par Napoléon et groupées par mesure d'économie dans un seul établissement, se sont mêlées, que les valides ont voisiné avec des aliénés ou des gâteux, qu'en un mot ces maisons ont perdu leur destination première, se sont muées en asiles pour les vieillards et les incurables, et que leur encombrement n'a plus permis ou de recueillir les mendiants ou de les y faire travailler.

F. Dreyfus (2), au Congrès Pénitentiaire International de 1895, a, lui aussi, mis en lumière l'insuffisance des dépôts : « Ils ne peuvent, dit-il, ni relever, ni assister, ni réprimer. Là où ils existent, ils sont à la fois prisons, hospices et asiles, et les incurables y prennent la place des mendiants valides. Enfin, l'arbitraire administratif y règne en maître, la durée de l'internement du mendiant au dépôt dépendant uniquement de la volonté du Préfet. En somme, les dépôts ont absolument dévié de leur institution. Le décret de 1808 avait entendu créer des établissements ouverts à tous les indigents sans travail ou invalides (3), ce qui enle-

(1) L. Rivière : Un siècle de lutte contre le vagabondage, p. 281.

(2) F. Dreyfus : Rapport au Congrès Pénitentiaire International de Paris, 1895.

(3) La bienfaisante activité du Gouvernement réalise le vœu philanthropique de tant d'écrivains distingués et ouvre, sous le nom de dépôts de mendicité, des asiles où les pauvres infirmes seront nourris aux frais de l'Etat, qui

vait toute excuse à la mendicité et justifiait l'application de l'article 274 du Code pénal ; or, tous les dépôts de mendicité existants, à l'exception de ceux de la Marne et de l'Algérie, sont absolument fermés à cette catégorie d'indigents, qui, dès lors, se trouveraient indûment condamnés. » On reproche enfin aux dépôts modernes l'inexistence, la mauvaise organisation du travail industriel ou agricole (1). La conséquence la plus sérieuse de cet état de choses est d'abord que le mendiant est libéré sans avoir fait l'apprentissage d'un métier pouvant lui assurer l'existence, ensuite que le pécule remis à l'interné à sa sortie de l'établissement est si minime que quelques jours consacrés à chercher de l'ouvrage suffisent à l'épuiser. C'est alors pour le pauvre diable le jet sur le pavé, la misère, la faim, et bientôt une nouvelle condamnation consacrant la chute définitive !

Ces justes critiques et ces considérations de fait ont eu leur répercussion sur la jurisprudence qui, un moment divisée sur le champ de l'application de l'article 274, est aujourd'hui unanime pour le restreindre et pour regarder comme inexistant un dépôt dans lequel l'admission est indépendante de

ne leur demandera d'ailleurs que le travail dont ils seront capables. Quand de tels établissements existeront partout, il ne restera plus de prétexte, ni d'excuse à la mendicité. (Rapport de Noailles, du Gard, au nom du Comité de Législation).

(1) Au dépôt du Mans, par exemple, les hommes fabriquent des sacs en papier ou délissent des chiffons.

la volonté du mendiant. Dès 1845, la Cour de Cassation jugeait (20 fév. 1845, D. 45-1-168) que « si conformément à l'intention qui a dicté le décret du 5 juillet 1808 pour l'extirpation de la mendicité, le dépôt est ouvert sans distinction à tous ceux que la misère pousserait à mendier, l'article 274 doit être appliqué de même sans distinction à quiconque qui, au lieu de profiter de la ressource qui lui est offerte, préfère se livrer à la mendicité, mais que, si d'après les règlements qui le régissent, certaines classes d'individus en sont exclues, la disposition dudit article cesse d'être applicable à ceux qui ne pourraient s'y faire admettre quand même ils le désireraient ». L'arrêt de la Cour suprême a manifestement inspiré, en partie tout au moins, à la Cour d'Amiens une décision du 3 mars 1899 qui mérite de retenir l'attention. Pour la Cour d'Amiens (1), la mendicité n'est pas répréhensible, au sens de l'article 274, quand l'agent appartient à une catégorie d'individus exclue du dépôt par les règlements de celui-ci ou par leur application pratique (si, par exemple, les formalités pour obtenir l'admission équivalent en fait à une exclusion). La jurisprudence paraît fixée en ce sens d'une façon définitive et nous concluerons que l'existence d'un

(1) Amiens, 3 mars 1899, D. 99-2-71. Consulter aussi : Rouen, 24 déc. 1898, D. 99-2-173, et 29 janv. 1903, S. 03-2-64; Aix, 6 juill. 1898, S. 00-2-17 et les notes de M. Roux sous l'arrêt d'Aix et de M. Tournier sous l'arrêt de Rouen.

dépôt de mendicité doit être constatée (1) pour appliquer l'article 274, de même que la possibilité pour le dépôt de recevoir le prévenu.

Un atelier temporaire ou permanent de charité, s'il a le caractère d'un établissement public régulièrement organisé pour obvier à la mendicité, est assimilable à un dépôt et son existence met en jeu l'article 274 (2). Enfin, est considéré comme pourvu d'un dépôt le département lié par traité régulier avec un département voisin pour avoir la faculté d'envoyer ses mendiants dans son dépôt (Rouen, 24 déc. 1898).

CHAPITRE II

PÉNALITÉS

La pénalité prévue par l'article 274 est un emprisonnement de trois à six mois à l'expiration duquel le mendiant doit être conduit au dépôt de mendicité. Sur l'emprisonnement lui-même, pas d'observations à formuler ; il faut, par contre, rechercher quel est le caractère de la conduite au

(1) Sur la constatation de l'existence du dépôt, voir : Cass. 16 mars 1899, D. 00-5 434 ; 28 août 1845, D. 45-1 352 ; 6 août 1885, D. 87-1-192 ; 24 août 1893, D. 96-1-430 ; Perpignan, 28 mars 1899, D. 99-2-171.

(2) Dalloz : Jur. gén., V^e Vagabondage, n^o 101.

dépôt. Les auteurs (1) sont unanimes pour y voir une simple mesure de police exécutée par l'Administration et laissée à son appréciation exclusive et discrétionnaire. La jurisprudence est conforme à la doctrine (Cass., 1^{er} juin et 21 sept. 1833, in Dalloz, Jur, gén., V^o Vag., n^o 110 ; Cass., 10 janvier 1903, D. 04-5-49) ; au moment où la Cour de Cassation l'instituait, le procureur général Dupin formulait ainsi devant la juridiction suprême la théorie de l'envoi au dépôt : « Cette mesure est la conséquence de la condamnation et elle peut être ordonnée de plein droit sans même qu'il en soit fait mention dans le jugement ou l'arrêt. De là suit que ce n'est point à l'autorité judiciaire, mais bien à l'autorité chargée de l'administration des dépôts de mendicité, c'est-à-dire à l'autorité administrative, qu'il appartient de juger si les mendiants qui ont été condamnés comme tels doivent ou non être conduits dans ces dépôts à l'expiration de leur peine et y être détenus plus ou moins longtemps. » (2) Le principe de la séparation des autorités interdit donc au pouvoir judiciaire de prononcer la translation au dépôt, à plus forte raison de déterminer la durée de l'internement, comme d'en dispenser un individu en ordonnant sa remise à

(1) Garraud : Droit pénal, IV, p. 411 ; Chauveau et Hélie : Théorie du Code pén, III, p. 312 ; Jur. gén. V^o Vagab., n^o 110.

(2) Réquisitoire de Dupin in Dalloz : Jur. gén. sous l'arrêt de juin 1833.

une personne la réclamant (Cass., 1^{er} juin 1833). Il est de règle que la seconde disposition de l'article 274 est impérative et absolue dans l'intérêt de l'ordre public, que les tribunaux n'ont pas le droit d'empêcher l'effet de la mesure qu'elle prescrit, et que le pouvoir d'apprécier les circonstances qui seraient susceptibles de rendre inutile l'exécution de cette disposition n'appartient qu'à l'autorité administrative qui en est chargée (même arrêt).

Aucun terme n'est fixé à la détention et les pouvoirs de l'administration ne sont pas limités par un texte, hors l'exception du décret du 22 décembre 1808, relatif au dépôt de Villers-Cotterets, portant que les mendiants seront retenus dans cette maison jusqu'à ce qu'ils se soient rendus habiles à gagner leur vie par le travail et au moins pendant une année. L'arbitraire administratif trouve cependant un tempérament dans le caractère même du dépôt, refuge et maison de travail, et dès l'instant que le reclus trouve au dehors une occupation, un asile, son internement n'est plus fondé; la détention sans cause serait une véritable peine et par conséquent une mesure illégale (1).

Quid du mineur mendiant ? A la différence de l'article 271 pour le vagabondage, l'article 274 ne crée pas une situation particulière pour le mineur mendiant ; dans le silence de la loi, le droit com-

(1) Chauveau et Hélie : Théorie du Code pénal, III, p. 312.

mun reprend son empire et il y a lieu d'appliquer les articles 66 et 69 C. P.

Une dernière difficulté reste à examiner : le condamné à l'emprisonnement pour mendicité encourt-il, en outre, l'interdiction de séjour ? En d'autres termes, le délit de mendicité simple est-il réprimé par l'article 274 seul ou combiné avec l'article 282 ? La rédaction ambiguë de l'article 282 laisserait la solution incertaine sans l'arrêt de la Cour de Cassation du 8 avril 1837 (1), précisant « que le paragraphe 3 de la section 5, chapitre 3, titre 1, livre 3, du Code pénal, s'occupe exclusivement de la mendicité et de la répression des délits commis par les mendiants ; que ce paragraphe 3 comprend les articles 274 et suivants jusques et y compris l'article final 282 ; que la rubrique Dispositions communes aux vagabonds et aux mendiants n'est point l'intitulé d'un paragraphe distinct qui sépare l'article 276 de l'article 277 ; que l'article 278, qui se trouve après la susdite rubrique, renvoie, pour la peine à infliger par cet article, à l'article 276, ce qui indique surabondamment la relation qui existe entre ces deux articles et que les mêmes règles leur sont communes ; que l'article 282, qui soumet à la surveillance de la haute police de l'Etat (interdiction de séjour) les mendiants qui auront subi les peines portées par les articles précédents, se réfère nécessairement et sans dis-

(1) Dalloz : Jur. gén. V^o Vagab , n^o 134 (en note).

inction à tous les articles qui composent le paragraphe 3 et qu'ainsi tous les mendiants condamnés à une peine quelconque en vertu des articles composant ce paragraphe doivent être soumis à la surveillance. »

En résumé, l'article 282 est général (1) ; il vise tous les faits de mendicité accompagnés ou non de circonstances aggravantes, mais la pénalité prévue de l'interdiction de séjour peut être écartée par l'octroi des circonstances atténuantes (2).

(1) *Sic* : Garraud, Droit pénal, IV, 419 ; *Contrà* : Chauveau et Hélie, Théorie du Code pén., III, 322. Consulter aussi les explications du Procureur Général Dupin, concluant que la mendicité simple est à l'abri de la surveillance, en tête de l'arrêt cité du 8 avril 1837.

(2) Voir le chapitre sur les pénalités du vagabondage simple.

II

MENDICITE DANS LES LIEUX POUR LESQUELS IL N'EXISTE PAS UN ÉTABLISSEMENT PUBLIC

CHAPITRE UNIQUE

§ I. — ÉLÉMENTS CONSTITUTIFS DU DÉLIT

Dans les lieux où il n'existe pas de dépôt de mendicité, les éléments constitutifs du délit sont : 1° l'inexistence d'un établissement public ; 2° la validité physique du mendiant ; 3° l'habitude de la mendicité ; ce qui entraîne dans cette hypothèse l'impossibilité légale de poursuivre les invalides et les valides non-mendiants d'habitude.

1°) L'existence et le fonctionnement des dépôts ont déjà été étudiés dans un précédent chapitre ; il est donc inutile d'y revenir. Observons seulement que l'existence du dépôt intéresse le lieu où le délit est perpétré et non le lieu du domicile du mendiant (1).

(1) Nous n'avons trouvé sur ce point précis aucune décision de jurisprudence et nous faisons état de la solution donnée dans le Code pénal annoté de Dalloz : Art. 275, n° 11.

2°) La validité physique est une question de fait (1) que les juges du fond apprécient souverainement, soit par eux-mêmes, soit en recourant aux lumières des gens de l'art. Est valide l'homme auquel ses forces permettent de travailler et dont les habitudes vicieuses ne peuvent, dès lors, être attribuées qu'à l'amour de l'oisiveté (2) ; l'homme qui, par son état de santé, sa vigueur, l'intégrité de ses membres doit chercher dans le travail ses moyens d'existence (Pau, 21 janv. 1899, D. 99-2-184). Cette conception du mendiant valide se retrouve dans toutes les décisions de jurisprudence, décisions dont nous retiendrons seulement les plus intéressantes : un individu amputé de l'avant-bras gauche ne peut pas être rangé dans la classe des mendiants valides, alors qu'il n'a pas une instruction suffisante pour gagner sa vie autrement que par le travail de ses bras (Pau, arrêt cité) ; même solution pour un estropié des deux jambes, manifestement hors d'état d'assurer son existence par un travail quelconque (Alger, Simple Police, 24 juillet 1905, D. 05-3-36) ; même solution encore pour une femme âgée de 72 ans (Cass., 28 août 1845, D. 45-1-352) ; pour un vieillard infirme, presque entièrement privé de

(1) Sic : Chauveau et Hélie, op. cit., III, 314 ; Garraud, op. cit., IV, 410.

(2) Exceptionnellement, les jeunes enfants qui accompagnent leurs parents, le conducteur qui guide l'aveugle, bien que valides, sont rangés dans la classe des mendiants invalides (Chauveau et Hélie).

la vue et matériellement hors d'état d'exercer aucun métier ni profession (Montbéliard, 26 novembre 1903, D. 04-2-437).

3°) Le mendiant d'habitude est celui qui, par la répétition, à des moments différents, d'actes de mendicité, a témoigné de sa disposition à retomber dans le même délit (Rouen, 16 mai 1896, D. 97-2-166). Cependant, un seul acte de mendicité peut être retenu à l'encontre d'un délinquant et le faire considérer comme mendiant d'habitude (la loi n'indiquant pas le nombre de faits nécessaires pour constituer l'habitude), s'il est en même temps convaincu de ne soutenir sa vie qu'en exerçant la mendicité (1) ; l'habitude résulte alors non de la pluralité des actes, mais de la situation de l'homme (Rouen, même arrêt).

Les circonstances exigées par la loi pour que le fait de mendicité soit punissable — et l'observation a une portée générale, — doivent être constatées par le juge dans sa décision, sinon elle manque de base et de motifs (Cass., 6 août 1885, D. 87-1-192 ; 16 mars 1899, D. 00-5-434).

(1) Chauveau et Hélie : Théorie du Code pén., III, p. 314. — « Le mendiant professionnel ou d'habitude est l'homme qui, sans jamais chercher à se procurer du travail et pouvant travailler, vit uniquement de mendicité, refuse parfois l'aumône qu'il a sollicitée comme n'étant pas à sa convenance ou encore la gaspille s'il n'en trafique pas. » (Château-Thierry, 3 mars 1899, D., 1901-2-407).

§ 2. — PÉNALITÉS

La pénalité est d'un mois à trois mois d'emprisonnement, mais il est évident qu'elle peut être réduite si le bénéfice des circonstances atténuantes est accordé au prévenu.

Le second paragraphe de l'article 275 établit une aggravation de sanction (six mois à deux ans d'emprisonnement) pour le mendiant d'habitude, valide, arrêté hors du canton de sa résidence. La raison de cette disposition est qu'au délit de mendicité s'ajoute une présomption de vagabondage qui rend nécessaire une peine plus forte.

III

MENDICITÉ ACCOMPAGNÉE DE CIRCONSTANCES SPÉCIALES OU AGGRAVANTES

CHAPITRE UNIQUE

La mendicité accompagnée de circonstances spéciales ou aggravantes fait l'objet des articles 276, 277, 278 et 281 du Code pénal ; l'article 276 vise les circonstances spéciales et les articles 277 et suivants les circonstances aggravantes.

§ 1. — MENDICITÉ AVEC CIRCONSTANCES SPÉCIALES

Sont circonstances spéciales : 1° les menaces ; 2° l'introduction sans permission du propriétaire ou des personnes de sa maison dans une habitation ou un enclos en dépendant ; 3° la simulation de plaies ou d'infirmités ; 4° la sollicitation d'aumône en réunion. Les auteurs (1) sont unanimes pour considérer les circonstances particulières de

(1) Chauveau et Hélie : Théorie du Code pénal, III, 314 ; Garraud : Droit pénal, IV, 411.

l'article 276 comme constitutives du délit de mendicité à l'égard des mendiants invalides, dans les localités dépourvues de dépôt, et comme aggravantes à l'égard des mendiants valides. En d'autres termes, la loi a voulu d'abord *ériger en délit*, pour les lieux où il n'existe pas d'établissement public, l'acte de mendicité de l'invalides et celui du valide non-mendiant d'habitude ; ensuite *aggraver*, au cas d'absence de dépôt, l'infraction du mendiant d'habitude, valide, et, dans les endroits qui en sont pourvus, l'infraction prévue par l'article 274. Ainsi se justifie le commentaire de Chauveau et Hélie « qu'il est indifférent pour l'application de l'article 276 que les mendiants soient valides ou invalides... que le délit soit commis dans les lieux où les dépôts sont ou non établis : cette double distinction qui domine les articles 274 et 275 s'efface dans celui-ci ; la disposition est générale. Le délit ne consiste même plus dans le flagrant délit ou dans l'habitude de la mendicité ; il suffit qu'il soit établi que l'agent a mendié avec l'une des circonstances énumérées par l'article 276. »

1^o) Menaces : elles ne sont pas définies par le Code, mais il faut entendre par là l'annonce d'un mal quelconque ayant pour but de contraindre la volonté et exclure en conséquence les injures, les propos grossiers (1).

(1) Chauveau et Hélie : III, 313 ; Garraud : IV, 412 ; Dalloz et Sirey : Code pén., ann. a 276.

2°) L'introduction sans l'autorisation du propriétaire — et cette autorisation, si elle est donnée, doit être formelle — à l'intérieur de tout bâtiment ou logement pour y solliciter l'aumône des personnes qui s'y trouvent doit être entendue d'une manière absolue. La jurisprudence décide en effet (Cass., 18 avril 1902, D. 1903-1-72 ; S. 1904-1-383) que l'expression habitation de l'article 276 comprend non seulement le domicile privé, mais encore les établissements ouverts au public ; ainsi est répréhensible la sollicitation d'aumône accomplie dans un bar ou un débit de boissons, le propriétaire étant présumé n'en permettre le libre accès qu'aux personnes y entrant dans un but ou pour un objet conforme à sa destination (1).

3°) La simulation de plaies ou d'infirmités n'est punissable que si elle est réelle, ostensible ; dans le cas contraire, pas de sanction, la loi frappant seulement, comme dit Garraud, le mensonge physique à l'exclusion du mensonge verbal.

4°) La mendicité en réunion est réalisée quand l'acte est commis par deux personnes au minimum, hors l'exception inscrite au paragraphe trois de l'article 276 (mari et femme, père ou mère et jeunes enfants, aveugle et conducteur).

La pénalité prévue pour la mendicité avec circonstances spéciales est l'emprisonnement de six mois à deux ans.

(1) Cf. la note *in* Dalloz sous l'arrêt cité.

§ 2. — MENDICITÉ AVEC CIRCONSTANCES AGGRAVANTES

Les circonstances aggravantes de la mendicité sont les mêmes que celles du vagabondage (travestissement, port d'armes, etc.). Il suffit donc de se reporter aux explications données aux chapitres 1 et 2 du vagabondage avec circonstances aggravantes ; insister davantage serait inutile et surérogatoire.

APPENDICE

LOIS, DÉCRETS ET CIRCULAIRES SE RATTACHANT A LA MATIÈRE DU VAGABONDAGE ET DE LA MENDICITÉ

CHAPITRE PREMIER

LES LOIS

Pour terminer l'exposé de la législation actuelle du vagabondage et de la mendicité, il faut rappeler sommairement certains textes spéciaux : lois du 7 décembre 1874 et du 19 avril 1898, relatives à la protection des enfants employés dans les professions ambulantes ou livrés à la mendicité habituelle ; loi du 27 mai 1885 sur la rélévation des récidivistes ; loi du 3 avril 1903 sur le vagabondage spécial ; loi des 14-16 juillet 1905, relative à l'assistance obligatoire aux vieillards, aux infirmes et aux incurables privés de ressources.

La loi du 7 décembre 1874 réprime dans son article 3 (1) l'emploi des enfants âgés de moins de seize

(1) Voir le commentaire de l'art. 3 dans le Code pénal. Ann. de Dalloz, sous l'art. 276 et les travaux préparatoires de la loi de 1874 *in* Dalloz, 1875-4-55. — Par l'article 3, le législateur a voulu combler une lacune du Code pénal ; ceci résulte expressément du rapport de M. Tallon : « Les

ans à la mendicité habituelle, soit que la sollicitation d'aumône s'exerce ouvertement, soit qu'elle emprunte le masque d'une profession. Le délinquant est considéré comme auteur ou complice du délit de mendicité en réunion et est passible d'un emprisonnement de six mois à deux ans (art. 276). Quand l'agent de l'infraction est le père, la mère ou le tuteur, une sanction accessoire, facultative, appartient au magistrat : c'est, selon le cas, la privation de la puissance paternelle ou la destitution de la tutelle.

Une loi du 19 avril 1898 a modifié l'article 2 de la loi du 7 décembre 1874 et a institué une pénalité de six mois à deux ans d'emprisonnement et de 16 à 200 francs d'amende contre les père, mère, tuteurs ou patrons et généralement contre toutes personnes ayant autorité sur un enfant ou en ayant la garde, qui auront livré, soit gratuitement, soit à prix d'argent, leurs enfants, pupilles ou apprentis, âgés de moins de seize ans, aux individus

articles 274 et 276 punissent uniquement la mendicité directe ou la mendicité en réunion ; ils permettent sans doute d'atteindre par voie de complicité le maître ou le chef de bande qui traîne à sa suite de petits mendiants, mais ils ne touchent ni le père qui fait mendier ses propres enfants, ni les exploiters qui emploient des enfants à la mendicité sous l'apparence d'un métier. Ainsi ces individus exposent les enfants à la répression, sans s'y exposer eux-mêmes ; ils agissent d'une manière occulte et n'en recueillent pas moins le bénéfice de la mendicité qui leur est compté chaque soir. »

pratiquant la profession d'acrobate, saltimbanque, charlatan, montreur d'animaux ou directeur de cirque, ou qui les auront placés sous la conduite de vagabonds, de gens sans aveu ou faisant métier de mendicité. L'intermédiaire ou l'agent qui a livré ou fait livrer les enfants, celui qui a déterminé le mineur de seize ans à abandonner le domicile de ses parents ou du tuteur pour suivre un acrobate ou un saltimbanque tombe sous le coup de l'article premier de la loi du 7 décembre 1874 (six mois à deux ans de prison, 16 à 200 francs d'amende). Au cas de condamnation, la destitution de la tutelle est obligatoire, la déchéance de la puissance paternelle facultative.

Depuis la loi du 27 mai 1885, les vagabonds récidivistes peuvent être relégués (1) ; toutefois, la

(1) Consulter sur la relégation : Laborde : Droit criminel, p. 180-187 ; Garraud : Droit pén., II ; Dalloz : Suppl. au Rép., V^e Récidive — Relégation, et notamment la bibliographie de la matière sous les nos 24 et 25.

Art. 4 de la loi du 27 mai 1885 : « Seront relégués les récidivistes qui dans quelque ordre que ce soit et dans un intervalle de dix ans, non compris la durée de toute peine subie, auront encouru les condamnations énumérées à l'un des paragraphes suivants : ...2^o (L. 3 avril 1903) une des condamnations énoncées au paragraphe précédent (travaux forcés, réclusion) et deux condamnations, soit à l'emprisonnement pour faits qualifiés crimes, soit à plus de trois mois d'emprisonnement pour : ... vagabondage ou mendicité par application des articles 277 et 279 Code pénal ; 3^o 4 condamnations, soit à l'emprisonnement pour faits qualifiés crimes, soit à plus de trois mois d'emprisonne-

rélégalion n'est pas applicable aux femmes, ni aux individus âgés de plus de soixante ans ou de moins de vingt ans à l'expiration de leur peine (art. 6, modifié par la loi du 19 juillet 1907). Sous le bénéfice de cette exception, l'article 4, § 2 et 3, de la loi précitée, fait concourir pour la relégation les faits de vagabondage ou de mendicité accompagnés soit de travestissement, soit de port d'armes ou de port d'instruments propres à commettre des vols (art. 277), soit d'actes de violence envers les personnes (art. 279) ; le même article 4, § 4, retient le vagabondage simple.

Quant au mendiant, il échappe à la relégation, sauf le cas où les conditions exigées par l'article 4, § 2, se trouvent réalisées.

La loi du 3 avril 1903 a complété l'article 4 de la loi du 27 mai 1885, assimilant aux gens sans aveu et les punissant des peines édictées contre le vagabondage, tous individus qui, soit qu'ils aient ou non un domicile certain, ne tirent habituellement leur subsistance que du fait de pratiquer ou de faciliter sur la voie publique l'exercice de jeux illicites.

Enfin, la loi des 14-16 juillet 1905 (titre VI, art.

ment pour les délits spécifiés au paragraphe 2 ci-dessus ; 4° 7 condamnations, dont deux au moins prévues par les deux paragraphes précédents, et les autres soit pour vagabondage... à la condition que deux de ces autres condamnations soient à plus de trois mois d'emprisonnement. »

39) (1) établit en faveur des individus prévenus de vagabondage ou de mendicité, aux termes des articles 269, 270, 271 et 274 C. P., un sursis à la poursuite et un renvoi ultérieur des fins de cette poursuite. Le sursis, qui a un caractère facultatif, est subordonné à la prétention pour l'inculpé de faire valoir ses titres à l'assistance ; la solution résulte des termes mêmes de l'art. 39, § 1 : « Tout inculpé... qui prétendra faire valoir ses titres à l'assistance, pourra obtenir, s'il y a lieu, un sursis... ». Pour le renvoi, dans quelles conditions s'exerce-t-il ? Quel est son caractère juridique ? Le vagabond ou le mendiant est renvoyé « selon les cas » — dit la loi de 1905 — ; il nous paraît, en l'absence de toute décision de jurisprudence sur ce point (2), que le prévenu en bénéficiera lorsqu'il aura été admis, soit à l'assistance communale, soit à l'assistance départementale, soit à l'assistance de l'Etat (3). Juridiquement, le renvoi — non obligatoire, — est une absolution et l'admission à l'assistance se présente comme une « cause d'exemption de peine » (4) ; nous y voyons une excuse absolutoire : cette admission a, en effet, pour con-

(1) Voir le texte et les travaux préparatoires de cette loi dans Dalloz, 1906-4 125 et s.

(2) Nous n'avons trouvé aucun arrêt ou jugement concernant l'application de l'art. 39 de la loi de 1905.

(3) Voir sur l'admission à l'assistance, son organisation, ses modalités, les titres I, III et II de la loi.

(4) Laborde : Droit crim., p. 311-312 (excuses absolutoires).

séquence, d'exclure la peine, sans détruire l'infraction et la culpabilité. Notons, en terminant, que la portée générale de l'article 39 (1) est limitée par un paragraphe 2 ainsi conçu : « Toutefois, les dispositions du présent article ne sont pas applicables en cas de récidive. » (2).

CHAPITRE II

LES DÉCRETS ET LES CIRCULAIRES

Pour clore l'examen des textes sur le vagabondage et la mendicité, il reste à consacrer quelques lignes au Décret du 20 mai 1903 (3), portant rè-

(1) Nous pensons, comme M. le professeur Laborde, que l'art. 39 de la loi de 1905 est aujourd'hui partie intégrante de la législation du vagabondage et de la mendicité et qu'il doit prendre place dans les *Dispositions communes aux vagabonds et aux mendiants*. Nous ajouterons que son insertion au Code pénal, si elle est réalisée, gagnerait à être précédée d'une modification pour en rendre le texte plus clair.

(2) Ce paragraphe a été inséré dans la loi sur la proposition de la Commission du Sénat : « Si un individu déjà bénéficiaire d'une pension continue de mendier ou même si un professionnel trouve plus lucratif de mendier que de recevoir le secours public, il importe que le juge soit privé de la faculté de renvoyer l'inculpé des fins de la poursuite. Autrement, on risquerait de créer des conflits entre l'autorité judiciaire et la juridiction administrative instituée pour apprécier l'indigence et statuer sur l'étendue de l'assistance. — Rapp. Strauss. » (Trav. prép., D , 1906-4-141).

(3) Voir le texte de ce décret dans Dalloz, 1904-4-43

glement sur l'organisation et le service de la gendarmerie et aux Circulaires du Garde des Sceaux, de différentes dates.

Le Décret du 20 mai 1903 (titre IV, chap. I, section II : Police des routes et des campagnes) confère à la gendarmerie, dans l'article 213, la surveillance des mendiants, vagabonds et gens sans aveu, parcourant les communes et les campagnes ; il prescrit l'arrestation des individus de cette catégorie, inconnus de l'autorité locale et dépourvus de pièces d'identité, surtout quand ils sont mendiants valides et quand ils sollicitent l'aumône avec violences, menaces, armes, nuitamment, en réunion, en simulant des infirmités, en s'introduisant dans les maisons, etc. Le même article prescrit encore de recueillir sur les mendiants et les vagabonds des renseignements auprès des maires ou adjoints, gardes-champêtres, forestiers, etc. Par ailleurs (art. 153), l'élargissement immédiat des vagabonds est indiqué « lorsqu'ils se justifient par le compte qu'ils rendent de leur conduite ainsi que par le contenu de leurs certificats et pièces d'identité ».

Les Circulaires du Garde des Sceaux sur le vagabondage et la mendicité sont celles du 11 octobre 1889 (1), 10 août 1894 (2), 2 mai 1899 (3) et 25 avril 1907 (4).

(1-4) Bull. offic. du Ministère de la Justice : 1889, p. 299 ; 1894, p. 187 ; 1899, p. 46 ; 1907, p. 134.

La circulaire du 11 octobre 1889 recommande la répression prompte et énergique des délits de mendicité et de vagabondage et invite les Parquets à prêter, dans ce but, le concours le plus actif à l'autorité administrative, saisie par une circulaire du Ministre de l'Intérieur aux préfets, en date du 29 juin 1889 (1). Dans ce dernier document, M. Constans préconise : 1° le refoulement, de département en département, jusqu'à la frontière, des nomades, en général étrangers, exerçant une profession ; 2° l'appel à la collaboration des maires, qui signaleront aux préfets ou aux sous-préfets la présence des mendiants et des vagabonds dans leurs communes et la direction par eux prise en les quittant, s'il n'a pas été possible de les faire arrêter ; 3° l'indication précise dans les rapports des maires ou les procès-verbaux de gendarmerie des circonstances du délit et des qualités du délinquant « afin de mettre les tribunaux correctionnels en état d'appliquer la loi d'une façon effective et utile ».

Le 10 août 1894, le Ministre de la Justice prie les Procureurs Généraux d'appeler la vigilance des Parquets de première instance sur le vagabondage et la mendicité. « Vous voudrez bien, dit la circulaire, surveiller spécialement la suite donnée aux procès-verbaux établis en matière de vagabondage et de mendicité, provoquer les obser-

(1) Bull. offic. du Ministère de la Justice, 1889, p. 291.

vations de vos substituts et vous faire au besoin représenter les pièces de la procédure, soit lorsque l'abandon des poursuites ne vous paraîtra pas suffisamment justifié, soit lorsque le jugement prononcé par le Tribunal de première instance vous semblera susceptible de motiver un appel à minima. » Suit la recommandation de relever, en vue de la relégation, les circonstances aggravantes des art. 277 et 279 C. P. Les nouvelles instructions de la Chancellerie étaient dues à une communication du Ministre de l'Intérieur, — à laquelle les vœux des Conseils généraux n'étaient pas étrangers, — tendant à la répression énergique du vagabondage et de la mendicité.

De ce même sentiment, de ce même souci de préservation sociale est née la circulaire du 2 mai 1899, qui synthétise les règles de la poursuite des infractions qui nous occupent et qui, en même temps, consacre des habitudes de bienveillance depuis longtemps mises en pratique par les magistrats du ministère public. Aux professionnels du vagabondage et de la mendicité, à ceux qui ne veulent pas travailler, qui vivent d'aumônes, il faut réserver les rigueurs de la loi ; au contraire, seconder, aider, au besoin relever, les malheureux que les circonstances muent en délinquants accidentels. « C'est pourquoi j'estime, — écrivait le Garde des Sceaux, — que les magistrats du Parquet et les juges d'instruction ont le devoir, chaque fois qu'ils ont à statuer sur le sort d'un prévenu traduit devant eux pour vagabondage ou

mendicité, de se renseigner, non seulement sur ses antécédents judiciaires, mais aussi sur ses antécédents généraux, sur son genre de vie, ses habitudes de travail ou de paresse, les motifs qu'il allègue pour se justifier... et de ne le renvoyer devant le tribunal correctionnel que lorsqu'ils ont acquis la conviction qu'ils sont en présence d'un incorrigible, d'un fainéant invétéré. Mais quand vos substituts auront le sentiment qu'ils ont devant eux un prévenu intéressant à un titre quelconque et qu'on peut encore arrêter sur une pente dangereuse, qu'ils n'hésitent pas, malgré la matérialité des faits, à requérir une ordonnance de non-lieu ou un jugement de relaxe. Qu'ils prennent également toutes mesures utiles dans son intérêt en se mettant en rapport, suivant les cas, soit avec l'autorité administrative en vue d'obtenir son rapatriement, soit avec une œuvre hospitalière ou une société de patronage, en vue de lui procurer du travail, un abri momentané, une direction éclairée et bienveillante. » La première poursuite ne doit être intentée qu'après mûre réflexion pour éviter, si possible, la récidive et ses conséquences quelquefois irréparables.

La circulaire du 25 avril 1907 reconnaît comme moyen d'existence certain, exclusif de l'état de vagabondage, la possession par un ouvrier, adhérent à une fédération ou à un syndicat, d'un livret lui permettant de toucher un secours de route ou *vaticum*.

Enfin, à côté des instructions ci-dessus rappor-

tées se place la circulaire du 4 avril 1908 (1), relative aux brigades régionales de Police mobile, instituées par décret du 30 décembre 1907. Elle indique que les Commissaires de police mobile ont, en leur qualité d'officiers de police judiciaire, le pouvoir de rechercher spontanément les infractions, en particulier de surveiller activement, avec les nomades se livrant à la mendicité dans les grands rassemblements de population, les vagabonds et les romanichels circulant isolément ou en groupes. Les brigades de Police mobile tiennent la main à la mise en pratique de ces prescriptions ; bien plus, elles photographient et mesurent le plus grand nombre possible de vagabonds et de romanichels et en ont identifié à ce jour 7.700, avec le consentement des intéressés, car aucun texte de loi ne donne à cette opération un caractère obligatoire (2).

(1) Bull. offic. du Min. de la Just. 1908, p. 134 et 140.

(2) Nous devons ce renseignement à l'obligeance de M. Jughon, chef de la brigade mobile de Lyon.

DEUXIÈME PARTIE

PROJETS DE RÉFORME DE LA LÉGISLATION DU VAGABONDAGE ET DE LA MENDICITÉ

GÉNÉRALITÉS

Les projets de réforme de la législation du vagabondage et de la mendicité ne sont pas récents. Dès juin 1877, en effet, le Conseil supérieur des Prisons examinait une proposition du vicomte d'Haussonville sur les mesures à prendre en vue de la répression de la récidive ; une commission spéciale, saisie de la question, divisait les récidivistes en deux catégories — grands et petits récidivistes — et rangeait dans l'une d'elles, celle des petits récidivistes, les mendiants et les vagabonds qui étaient envoyés dans une maison de travail.

En janvier 1878, le Conseil supérieur des Prisons entendait le rapport du conseiller Petit et approuvait l'internement dans une maison de travail, en adoptant la résolution suivante : « Ceux qui ayant été condamnés cinq fois à une peine corporelle pour vagabondage, mendicité ou rupture de ban, seront condamnés de nouveau à l'emprisonnement pour

l'un de ces délits pourront être renvoyés à l'expiration de leur peine par le jugement ou l'arrêt de condamnation dans une maison de travail pour une durée de 2 à 5 ans. Les détenus dans ces établissements pourront être employés à des travaux extérieurs. L'article 41 C. P. sera applicable aux détenus des maisons de travail ; ils pourront être mis provisoirement en liberté par décision administrative si leur conduite est satisfaisante et s'ils réalisent des ressources par leur travail ».

En 1885, le Congrès Pénitentiaire International de Rome met à l'étude la question du vagabondage et exprime le vœu « que l'assistance publique soit organisée de telle manière que chaque personne indigente soit sûre de trouver des moyens de subsistance, mais seulement en récompense d'un travail adapté à ses facultés personnelles ; que l'indigent qui, malgré cette assistance ainsi réglée, se livre au vagabondage et tombe par conséquent sous le coup de la loi, soit puni sévèrement par des travaux obligatoires dans les maisons de travail ». Deux ans après, en 1887, la Société générale des Prisons s'occupe à son tour de la répression du vagabondage ; sur un exposé du pasteur Robin, une discussion est instituée, qui se termine par un rapport de M. Duverger. L'honorable professeur différencie les mendiants d'avec les vagabonds et divise ceux-ci en trois catégories : a) les vieillards infirmes, incurables, incapables de travail ; ils sont envoyés dans des hospices départementaux dont la création et l'entretien sont obligatoires ; b) les valides en

état de chômage involontaire ; ils sont recueillis dans des dépôts de mendicité dont la création est facultative pour les départements ; c) les valides qui ne veulent pas travailler ; ils sont passibles d'un emprisonnement de trois à six mois — la pénalité étant portée au double en cas de récidive — et peuvent ensuite être internés dans une maison de travail pour deux ans au maximum. En outre, la situation du mineur de seize ans est réglée conformément au principe de l'éducation correctionnelle : le jeune vagabond est, selon les circonstances, remis à ses parents, confié à un orphelinat ou conduit dans une maison de correction jusqu'à vingt et un ans ; il peut, avant cet âge, contracter un engagement dans les armées de terre et de mer.

Le 14 février 1888, création du Conseil supérieur de l'Assistance Publique qui vote la suppression des dépôts de mendicité, en janvier 1889, sur un rapport de M. Ch. Dupuy, député ; des maisons de travail et des asiles départementaux d'incurables sont substitués aux établissements disparus. En 1892, le Conseil supérieur des Prisons, consulté par le Ministre de l'Intérieur, à la demande du Conseil supérieur de l'Assistance publique, préconise par l'organe de M. le conseiller Voisin la remise des infirmes et des vieillards à l'Assistance publique ; les chômeurs et les individus dignes d'intérêt sont hospitalisés dans des maisons de travail placées sous le contrôle de l'Assistance publique ; aux paresseux incorrigibles on inflige la prison cel-

lulaire et le régime de la séparation individuelle (loi du 5 juin 1875). Entre temps, depuis le 26 mars 1887, fonctionnait au Ministère de la Justice une commission pour préparer la révision de la législation pénale ; comme de juste, son travail toucha au vagabondage et à la mendicité et un projet de loi fut rédigé par M. le professeur Lévêillé, projet semblable dans ses grandes lignes à celui de M. Duverger, avec cette différence cependant que l'administration a la licence de substituer à l'emprisonnement du vagabond son internement dans une maison de travail.

En 1894, une commission mixte de la Société générale des Prisons et de la Société internationale pour l'étude des questions d'assistance (1) se réunit sous la présidence de M. Voisin et reconnaît la nécessité de : provoquer la création d'ateliers d'assistance, en venant en aide aux œuvres privées ; décourager les instincts de vagabondage par l'organisation méthodique d'abris ; rendre rigoureux l'internement des mendiants par l'application de la cellule et la suppression du vin et du tabac. En 1895, le Congrès Pénitentiaire International de Paris pose des principes généraux de préservation sociale et de lutte contre le fléau de la mendicité et du vagabondage.

Au lendemain du Congrès pénitentiaire, le mou-

(1) Voir le rapport de M. de Crisenoy *in* Revue pénit., 1895, p. 150.

vement réformiste se précise et s'accuse davantage : une circulaire du Ministre de l'Intérieur (19 avril 1896) saisit les Conseils généraux de l'examen des conclusions de la Commission mixte de 1894 ; ensuite un décret du 13 novembre 1897 institue, sous la présidence de M. le Sénateur de Marcère, pour rechercher les moyens propres à améliorer la police du vagabondage et des campagnes, une commission extra-parlementaire, laquelle réclame surtout la surveillance des nomades (autorisation de circulation, justification d'identité, etc) et l'application aux vagabonds du régime cellulaire. En 1898, la mise en pratique de ces mesures est recommandée aux préfets par une circulaire de M. Barthou, Ministre de l'Intérieur.

De leur côté, les membres du Parlement ne sont pas restés inactifs : proposition Maurice Faure sur les invalides du travail (4 décembre 1893) ; proposition Michelin pour assurer aux nécessiteux des secours immédiats et favoriser l'assistance par le travail (23 oct. 1894) ; proposition G. Berry tendant à la suppression de la mendicité et du vagabondage (25 janvier 1899) ; proposition Jean Cruppi sur le même objet (25 février 1899) ; proposition J. Cruppi, Dubief et autres sur les moyens d'assistance et de coercition propres à prévenir ou à réprimer le vagabondage ou la mendicité (19 déc. 1907) ; proposition de Pomereu sur la mendicité et le vagabondage des nomades étrangers (20 déc. 1907) ; proposition G. Berry (reprise de celle de 1899) ; proposition Flandin sur le vagabondage, la

mendicité, l'assistance par le travail, la surveillance des nomades (20 janvier 1908) ; proposition Lebrun sur le vagabondage et la mendicité des étrangers (25 fév. 1908). L'initiative gouvernementale s'est manifestée par le dépôt d'un projet de loi sur la réglementation de la circulation des nomades (25 nov. 1908), tandis que la Commission du vagabondage et de la mendicité de la Chambre des députés résumait ses travaux en un intéressant rapport signé de M. Marc Réville (7 juill. 1908). Par ailleurs, la question de l'amélioration des lois relatives au vagabondage et à la mendicité était agitée dans des discours de rentrée, des articles de revues, des brochures, des livres même (1).

Cet aperçu général sur les projets de réformes terminé, nous devons étudier plus particulièrement ceux d'entre eux qui nous ont paru mériter un examen complet et approfondi.

(1) Leroux de la Jonkaire : Les mendiants et les vagabonds et la maison de travail (Douai, 1902, Disc. de rentrée) ; Drioux : Réforme de la législation en matière de vagabondage et de mendicité (Orléans, 1892, Disc. de rentrée) ; Dufour : De l'insuffisance des dispositions du Code pénal destinées à prévenir le vagabondage et la mendicité (Rev. Wolowski, t. XV et XVI) ; Regnard (cité à la bibliographie) ; Chanteau, L. Rivière, Fourquet (ouvrages cités à la bibliographie).

I

PROJETS DE RÉFORME ÉMANANT
DE L'INITIATIVE
PARLEMENTAIRE ET GOUVERNEMENTALE

CHAPITRE PREMIER

PROPOSITIONS MAURICE FAURE ET MICHELIN

Une proposition de loi concernant les invalides du travail et les travailleurs valides sans ouvrage a été déposée par M. Maurice Faure, le 4 décembre 1893 (1). Bien que ne se rattachant pas directement à la matière du vagabondage et de la mendicité, certaines de ses dispositions sont de nature à prévenir ces délits et à ce titre elle réclame quelque attention.

Une distinction est établie entre les invalides et infirmes incapables de travailler et dénués de moyens d'existence suffisants et les valides mo-

(1) En 1887, M. M. Faure avait déjà déposé sur le bureau de la Chambre des Députés une proposition de loi ayant pour objet la création d'asiles pour les invalides du travail et de maisons dites de travail pour les invalides sans ouvrage. Cette proposition fut prise en considération, sur un rapport de M. Loreau, le 11 juin 1892.

mentanément dépourvus de ressources. Les invalides sont reçus, nourris et entretenus dans un *asile* créé dans ce but par chaque département ; les valides sont admis dans des *maisons, colonies* ou *stations (dites de travail)* où le travail est obligatoire, ouvertes par les départements et les communes après autorisation ministérielle. L'organisation de ces deux catégories d'établissements est déterminée par un règlement d'administration publique statuant aussi sur les moyens pour les municipalités de rapatrier les indigents trouvés dans un lieu autre que celui de leur résidence. Le concours de l'Etat est acquis, dans la mesure des disponibilités budgétaires, sous forme de subventions pécuniaires et le Ministre de l'Intérieur a mission de poursuivre, sur un plan d'organisation générale, la création de maisons pour les valides et les invalides. M. Maurice Faure fait valoir de sérieuses raisons à l'appui de sa proposition. « La loi impitoyable, dit-il, frappe les malheureux quand la détresse les a rendus mendiants ou vagabonds. Il serait plus humain, plus juste et d'une meilleure politique de conjurer les conséquences inévitables du dénûment en offrant à tous les travailleurs honnêtes et dignes d'intérêt, comme à ceux que l'âge ou les infirmités mettent dans l'impuissance de gagner leur vie; aux invalides du travail pour employer une formule consacrée, une assistance et des soins qui constituent dans un pays démocratique une dette sacrée dont la stricte équité autant

qu'une sage prévoyance commandent l'acquittement ».

Des caisses de retraite, des asiles, des maisons de travail éviteraient à beaucoup de miséreux des poursuites correctionnelles et la diminution du nombre des détenus viendrait compenser les dépenses exigées par la mise en pratique du système préconisé par l'honorable représentant de la Drôme. L'on peut cependant reprocher à ce projet de se référer quant à l'exécution à un règlement d'administration publique, de se heurter dans cette même exécution à des difficultés d'ordre budgétaire et enfin de se cantonner beaucoup trop dans le domaine des idées générales.

Inspirée par un sentiment analogue à celui auquel a obéi M. Maurice Faure, mais plus précise et en conséquence plus facilement réalisable, la proposition de M. Michelin (23 octobre 1894) tend à assurer aux malheureux des *secours immédiats* et à favoriser *l'assistance par le travail*. Les cinq articles qui la composent constituent un petit code du secours immédiat et d'urgence auquel tout nécessaire a droit ; ce secours est délivré par le maire du lieu du domicile de l'indigent (art. 1) et consiste en une modique somme d'argent, en bons de pain, de viande ou de fourneaux (art. 2). Le budget municipal doit prévoir les ressources nécessaires pour faire face aux dépenses de secours immédiats ; en outre, les communes sont tenues d'installer des locaux salubres destinés à servir d'asile la nuit aux nécessaires ; ceux-ci auront le droit

d'y séjourner pendant trois nuits consécutives. L'autorité supérieure inscrit d'office les crédits, en cas de refus par les communes (art. 3). La totalité des dépenses de secours de première nécessité incombe aux communes, mais elles sont remboursées jusqu'à concurrence d'un tiers par l'Etat qui accorde des subventions aux sociétés d'assistance privée (assistance par le travail) reconnues d'utilité publique par décret (art. 4 et 5). La proposition Michelin a l'avantage d'instituer un asile de nuit et d'augmenter ainsi la sécurité des campagnes en épargnant à leurs habitants de donner bon gré mal gré gîte aux errants ; elle a encore celui d'établir un domicile de secours et par ce moyen de mettre un terme aux migrations des gens sans aveu. En revanche, elle n'apporte qu'une solution incomplète du problème ; en effet, l'octroi d'un secours ne place pas l'indigent à l'abri de la misère et l'on y parviendrait plus sûrement en lui procurant du travail.

CHAPITRE II

PROPOSITION GEORGES BERRY

M. G. Berry, dans les sixième, septième et neuvième législatures, a déposé une proposition tendant à la suppression du vagabondage et de la mendicité. Les deux premières — l'une d'elles est du 25 janvier 1899 — ont été étudiées par des commis-

sions spéciales, mais aucune solution n'est intervenue au Parlement ; la troisième (27 déc. 1907), analysée ci-dessous, a été renvoyée à la Commission relative à la répression du vagabondage qui en a fait état au cours de ses travaux (1).

Dans un intéressant exposé des motifs, le représentant du IX^e arrondissement de Paris rappelle en termes colorés et expressifs les innombrables stratagèmes employés par les mendiants et les vagabonds pour exploiter la charité publique. Il étudie d'abord les infirmités et les maladies simulées et consacre un paragraphe distinct à l'aveugle, au manchot, au boiteux, au cul-de-jatte, au sourd-muet, à l'épileptique, à l'imitateur de la Danse de Saint-Guy. Il présente ensuite les truqueurs, autre classe de mendiants professionnels : l'ouvrier sans travail, qui n'a jamais eu la moindre envie de trouver une occupation ; l'ancien militaire, portant sans aucun droit le ruban du Tonkin ou de Madagascar ; le faux dessinateur ; le mendiant qui fait la chasse aux vieux habits pour les revendre au fripier qui l'attend ; l'homme qui raconte en pleurant qu'il a perdu son enfant et qu'il n'a pas de quoi le faire enterrer. « J'ai reçu personnellement, écrit à ce sujet M. Berry, plusieurs demandes pour enterrements de bébés qui n'ont jamais existé et je rencontre même souvent

(1) Chambre des Députés. 9^e législature, n^o 1413. Annexe à la séance du 27 décembre 1907.

dans les fêtes des environs de Paris un marchand de berlingots qui m'a escroqué vingt francs sous prétexte de faire inhumer un fils qui est encore à naître. » (1) Il y a aussi la perte simulée d'argent et les trucs de la quittance, du billet d'hôpital et de l'omnibus. La mendicité déguisée est représentée par les diseurs de bonne aventure, les tenanciers d'entresorts et de loteries, les vendeurs de cartes transparentes, les saltimbanques en plein vent. Plus cynique est la mendicité à domicile, avec son grand et son petit jeu (liste d'adresses de personnes désignées à la rapacité des professionnels), de même que la mendicité dans la rue dont l'incarnation est le chemineux, vagabond, quémendeur, voleur quelquefois, qui rançonne les routes, les hameaux, les presbytères et les fermes.

La seconde partie de l'exposé des motifs est une pittoresque description des lieux de rendez-vous des gueux de Paris. Les vagabonds et les mendiants de la capitale trouvent asile dans plus de cinq cents bouges ; l'honorable député se borne à faire connaître les plus curieux : le Château-Rouge ou la Guillotine, avec sa réaliste peinture de l'échafaud, sa chambre des morts où l'on accède en déboursant trois sous et son salon des richards où l'on dort pour quatre, de huit heures du soir à deux heures du matin ; la maison Parent, rue Galande, et ses deux dortoirs, l'un pour les hommes,

(1) Truc de l'enfant mort, p. 25 de la proposition de loi

l'autre pour les femmes. Plus curieux encore est le salon de la maison Gay où se réunit chaque soir le bureau du Syndicat des mendiants et surtout le café du Père Lunette qui donne l'hospitalité à l'aristocratie de ceux vivant d'aumônes. A côté se placent les Halles, l'Hôtel Fin-de-Siècle, la maison de Madame Santerre, « marchande de soupe », l'Hôtel ambulant, les garnis à six sous la nuit et enfin les Ponts, les Fours à chaux, les Refuges, les Bancs et les Fortifications.

Le mal une fois connu, quel en est le remède ? Deux ordres de mesures, les unes répressives, les autres préventives. La paresse est la cause de la mendicité professionnelle qui disparaîtra lorsque les vagabonds cesseront de tendre la main pour se livrer au travail ; le moyen de les contraindre à l'exercice d'un métier ou d'une profession — et ceci est de la répression, — consiste dans l'envoi dans une *colonie de travail* pour une période de huit jours à cinq ans, suivant le degré de perversion de l'individu. La colonie de travail, dénommée aussi *colonie de répression*, comprend plusieurs sections où l'on classe les internés selon qu'ils sont plus ou moins corrompus. L'abrogation des articles 269 et suiv. C. P. complète la réforme ; le vagabondage et la mendicité deviennent des contraventions de la compétence du juge de paix « qui aura le soin de distribuer sans bruit et en père de famille les mois de travail qu'il croira nécessaires

à la guérison du malade qu'on lui amènera » (1). Le caractère contraventionnel de l'infraction a pour conséquence de supprimer les mentions au casier judiciaire « qui jette hors des ateliers les plus courageux et les plus décidés à se relever » (2) et d'épargner aux délinquants primaires les inconvénients, souvent dangereux, de l'emprisonnement.

Réprimer est bien, prévenir est mieux. Dans ce but est créée la *colonie de préservation* (atelier communal, départemental), qui reçoit les ouvriers sans travail, mais ne les garde pas longtemps pour laisser le plus grand nombre de places disponibles. M. Berry se déclare partisan de la colonie de roulement rendant « le plus tôt possible à la société, après leur avoir redonné le goût du travail, les ouvriers tombés dans la misère, découragés par le malheur, égarés par le besoin » et il cite comme exemple la colonie agricole de préservation de la Chalmette, fondée par le Conseil municipal de Paris dans le département de la Marne. Il serait nécessaire, ajoute-t-il, que chaque ville eût un établissement agricole ou industriel occupant les miséreux ; la mesure serait utile et peu coûteuse, « utile parce qu'elle permettra à ceux que poursuit un sort contraire de trouver immédiatement un lieu d'asile ; peu coûteuse, parce que, n'ayant besoin que d'un nombre restreint de places, les communes

(1) Prop. de loi, p. 68.

(2) Prop. de loi, p. 67.

trouveront toujours des bâtiments inoccupés ou des terrains communaux improductifs, afin d'organiser, soit un atelier, soit une colonie agricole ». Les ateliers communaux ou départementaux donnent du travail aux citoyens domiciliés ou nés dans la commune ou le département ; les frais d'organisation de ces ateliers sont imputés sur le budget municipal ou départemental.

Certes, la proposition de M. Berry est dictée par les intentions les plus généreuses, et l'on doit sans réserve en féliciter son auteur ; cependant, ce n'est pas à dire qu'elle soit parfaite et qu'il n'y ait rien à reprendre. La transformation en contravention du délit de vagabondage et de mendicité est dangereuse : le juge de paix (1) — con-

(1) En Belgique, la loi du 1^{er} mai 1849 sur les tribunaux correctionnels et de simple police et la loi du 27 novembre 1891 sur la répression du vagabondage et de la mendicité attribuent la connaissance des faits de vagabondage et de mendicité — simples contraventions, — au juge de paix. Ce magistrat statue en dernier ressort et prononce soit la mise en liberté, soit l'internement dans une école de bienfaisance (enfants), un asile (vieillards, infirmes, malades), une maison de refuge (contrevenants accidentels), un dépôt de mendicité (professionnels). Le système législatif belge a donné d'excellents résultats qui nous paraissent dus en partie au mode de recrutement des juges cantonaux dont on exige de sérieuses garanties de capacité. — Consulter sur la législation belge du vagabondage et de la mendicité : Chanteau : Vagabondage et mendicité, p. 66-68 ; Oubert : Des moyens de prévenir et de réprimer le vagabondage et la mendicité, p. 136-155 ; L. Rivière : Mendians et vagabonds, p. 93-103.

tre le choix duquel n'est produite aucune objection de principe — arbitrera difficilement le degré de perversion de l'individu conduit à son prétoire ; le dossier ne renfermera pas en effet de casier judiciaire et il ignorera s'il a en face de lui un récidiviste ou un contrevenant d'occasion, à moins qu'il ne soit créé un bulletin spécial, semblable au bulletin d'ivresse, délivré au magistrat cantonal comme l'est le bulletin numéro 2 aux procureurs ou aux juges d'instruction. De plus, le projet est muet sur la récidive, sur l'organisation de la colonie de travail, des ateliers communaux et départementaux ; en un mot, il se présente entaché de vague et d'imprécision.

CHAPITRE III

PROPOSITIONS CRUPPI

Une proposition relative aux moyens d'assistance et de coercition propres à prévenir ou à réprimer le vagabondage et la mendicité a été déposée sur le bureau de la Chambre le 25 janvier 1899 par M. Cruppi (1). L'exposé des motifs renferme des considérations d'une haute portée sociale auxquelles a obéi l'honorable député en rédigeant sa

(1) Chambre des Députés. 7^e législature, n° 651. Annexe à la séance du 25 janvier 1899.

proposition : « Le nombre croissant des chemineaux, des nomades, errant de village en village, les menaces et parfois les violences à l'aide desquelles ils prélèvent sur le paysan un lourd impôt, les délits et les crimes commis par cette armée de trente mille hommes contre laquelle les forces combinées de la gendarmerie et de la police soutiennent mollement une lutte inégale, la faiblesse des parquets et des juges, tout a concouru à jeter l'inquiétude dans les populations. On a constaté que notre société est impuissante à châtier le mendiant et le vagabond coupables, à assister, à relever fraternellement le mendiant malheureux. Tendre la main à l'ouvrier victime du chômage, d'une infortune privée ou d'une crise industrielle, lui prodiguer ainsi qu'à l'invalidé et à l'infirme tous les secours matériels et moraux que la cité doit à ses enfants, frapper au contraire avec fermeté, punir et priver des moyens de nuire le vicieux, l'incorrigible, l'anti-social... ».

Le texte de M. Cruppi compte vingt et un articles et son économie générale est la suivante. Adoptant la division classique du V^e Congrès Pénitentiaire International des vagabonds et des mendiants en trois groupes, il distingue : a) les indigents invalides ou infirmes ; b) les mendiants ou vagabonds accidentels ; c) les mendiants ou vagabonds professionnels.

Les invalides et les infirmes incapables de travailler et dénués de moyens d'existence suffisants sont reçus dans une *maison de refuge* département-

tale ou dans un *hospice public ou privé*, lié avec le département par traité approuvé par le Ministre de l'Intérieur (a. 9) ; l'internement dans la maison de refuge ou à l'hospice est assuré par l'Administration, il a une durée de cinq ans au maximum mais il peut être réduit au cas de survenance de ressources ou de cessation d'infirmités (art. 4, § 2).

Les mendiants, les vagabonds accidentels (valides dénués momentanément de moyens d'existence suffisants) sont recueillis dans des établissements, dits *établissement de travail*, créés (1) à raison d'un par département, dans lesquels le travail est obligatoire. Les communes sont autorisées à subventionner ces refuges et, de même que les départements, elles peuvent traiter avec des établissements privés, de préférence agricoles, sous réserve d'une approbation par décret rendu en Conseil d'Etat (a. 10). Pour les dépenses des maisons de refuge et des établissements de travail, le département a un recours contre la commune du domicile de secours ; départements et communes sont en outre subrogés de plein droit pour le recouvrement des déboursés aux créances alimentaires des internés (a. 11).

Le mendiant, le vagabond professionnels font l'objet d'une répression sévère. L'article 1 pro-

(1) La création des établissements de travail incombe au département ; l'art. 10 dispose en effet que : « ... chaque département est tenu d'ouvrir un établissement, etc. »

ciame l'interdiction sur le territoire de la République du vagabondage et de la mendicité, délits lorsque ceux qui s'y livrent ont des moyens de subsistance ou sont aptes au travail. Comme sous l'empire du Code pénal, le vagabond est celui qui n'a ni domicile certain, ni moyens de subsistance et qui n'exerce habituellement ni métier ni profession ; sont assimilés aux vagabonds les individus tirant leurs moyens d'existence du fait de pratiquer ou de faciliter sur la voie publique la prostitution et les jeux illicites (a. 2). Les maires, gendarmes, commissaires et agents de police, douaniers, cantonniers, gardes champêtres et forestiers surveillent les vagabonds et les mendiants (a. 3 § 1) ; ils conduisent au juge de paix toute personne prise en flagrant délit (art. 3, § 2). Dans les vingt-quatre heures le magistrat cantonal interroge le prévenu, procède à une enquête, s'il y a lieu, et décide par sentence motivée si celui-ci est apte au travail ou s'il a des moyens suffisants de subsistance ; dans l'affirmative, renvoi devant le Procureur de la République ; renvoi encore au Parquet si le délinquant est soupçonné d'autres infractions ou si le vagabondage, la mendicité sont accompagnés de circonstances aggravantes ; dans la négative, mise à la disposition de l'Administration (a. 4) et internement (a. 9).

Les sanctions du vagabondage et de la mendicité simples varient avec le nombre des infractions : six jours à six mois d'emprisonnement à la première ; six mois à deux ans à la deuxième ; deux

ans à cinq ans pour les suivantes. Quand il s'est écoulé entre deux infractions successives un intervalle de temps supérieur à trois ans, la peine prévue pour chaque récidive cesse d'être applicable (a. 5). Le vagabondage et la mendicité qualifiés donnent lieu à des condamnations différentes suivant le caractère des circonstances aggravantes. La simulation d'infirmités, les menaces, l'introduction sans permission du propriétaire dans une maison ou un enclos, l'arrestation hors l'arrondissement de sa résidence, la sollicitation d'aumône en réunion ou avec l'assistance d'un enfant entraînent le maximum des peines de l'article 5 et ce maximum peut être porté au double (a. 12). Le port d'effets supérieurs à cent francs sans justification d'origine est puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans (a. 13) ; emprisonnement encore — de deux à cinq ans — si le délinquant est travesti, porteur d'armes, muni de limes, crochets ou autres instruments de vol ou de pénétration dans les maisons, ou bien s'il a exercé ou tenté d'exercer un acte de violence quelconque envers les personnes. Lorsque l'auteur de l'acte de violence est travesti, armé, etc., cinq à dix ans d'emprisonnement (a. 14). Enfin, l'article 15 stipule que les peines établies par le Code Pénal contre les individus porteurs de faux certificats, faux passeports ou fausses feuilles de route seront toujours portées au maximum quand elles seront appliquées à des vagabonds ou mendiants.

La rigueur des dispositions répressives est tem-

pérée, en dehors de la possibilité d'application de l'article 463 C. P. (a. 18), par une double mesure : d'une part, le mendiant ou le vagabond ayant subi le quart de l'emprisonnement a la faculté de demander l'internement dans un établissement de travail et, s'il y a lieu, dans une maison de refuge, où il accomplit le reste de sa peine ; d'autre part, la réclamation par délibération du Conseil municipal ou la caution par un citoyen solvable sont organisées ; elles s'exécutent comme sous le régime de l'article 273 § 2 C. P. (a. 16).

Le projet Cruppi renferme encore des textes sur le vagabondage des étrangers et sur la surveillance des nomades. Le vagabond, le mendiant étranger est expulsé du territoire de la République, par mesure administrative, à sa sortie de la maison de refuge ou de travail, à sa libération de la prison ; le récidiviste de cette catégorie est toujours frappé du maximum de la peine (a. 8). La surveillance des nomades est assurée par leur justification d'identité, à toute réquisition des agents de la force publique, au moyen de pièces probantes ou d'une carte signalétique, délivrée dans les préfectures et les sous-préfectures (a. 6) ; le défaut de papiers d'identité est passible d'un à six mois d'emprisonnement (a. 7).

Les dispositions analysées ci-dessus sont complétées par la suppression des dépôts de mendicité, par la conversion de ceux en fonctionnement en maisons de refuge ou de travail (a. 19) ; par l'abrogation des articles 269 à 282 C. P., du décret du

5 juillet 1808 et de l'article 19 de la loi du 27 mai 1885. En outre, pour laisser au délinquant primaire le plus possible de facilités de relèvement, l'article 17 stipule que les extraits du casier judiciaire délivrés aux parties ne devront plus relever la première condamnation pour mendicité ou vagabondage.

La Chambre renvoya à la Commission de la Législation Criminelle la proposition de M. Cruppi ; celle-ci la modifia sur plusieurs points, la divisa en vingt-huit articles et en proposa l'adoption. L'auteur lui-même présenta au nom de la Commission un remarquable rapport déposé à la séance du 28 novembre 1899... (1) et ce fut tout. Le 19 décembre 1907 (2), le projet n'était pas encore venu en discussion ; tel qu'il a été adopté par la commission de 1899, son rédacteur et quarante et un de ses collègues l'ont repris et, cette fois, il a bénéficié d'une déclaration d'urgence.

La seconde proposition, conforme à son aînée dans ses grandes lignes, offre cependant avec elle des différences notables. D'abord la définition du vagabondage, de la mendicité punissables est plus précise : le mendiant punissable est celui qui, en quelque lieu que ce soit, sollicite la charité dans son propre intérêt et qui, étant apte au travail,

(1) Chambre des Députés. 7^e législature, n° 1237. Annexe à la séance du 28 novembre 1899.

(2) Chambre des Députés. 9^e législature, n° 1394. Annexe à la séance du 19 décembre 1907.

ne justifie pas avoir fait le nécessaire pour en trouver, ou bien qui a refusé le travail rémunéré qui lui était offert, soit par un particulier, soit par une œuvre d'assistance publique ou privée (a. 2, 13, 14) ; le vagabond punissable est celui qui n'ayant ni domicile certain, ni moyens de subsistance et n'exerçant habituellement ni métier ni profession, est habile au travail, omet de le rechercher ou le refuse dans les mêmes conditions que le mendiant (a. 3). Ensuite, si la conduite immédiate devant le juge de paix du canton des individus surpris en flagrant délit reste obligatoire (a. 4) — sauf dans le canton du tribunal d'arrondissement, auquel cas le juge d'instruction se substitue au juge de paix (a. 11) — la procédure subséquente, les pénalités sont modifiées. Après l'interrogatoire, faute de charges, le magistrat ordonne la mise en liberté immédiate (a. 6) ; dans l'hypothèse d'enquête devant durer plus de vingt-quatre heures, de vagabondage ou de mendicité punissables, il renvoie devant le procureur de la République (a. 7 et 8). L'inculpé inapte au travail, invalide, infirme, sexagénaire, ou encore le chômeur malgré lui, échappent à la répression ; le vieillard, l'invalide, l'infirmes sont remis au service d'assistance départemental ou communal, à une maison de refuge (a. 9) dont ils ne peuvent sortir, sur leur demande, sur celle de l'Administration ou d'une personne charitable, qu'autorisés par un jugement du tribunal civil statuant en Chambre du Conseil. Le vagabondage, la mendicité simples sont passibles pour

la première infraction d'un emprisonnement de six jours à trois mois, pour la cinquième et les suivantes d'un emprisonnement de trois à sept ans, sans admission, dès la cinquième poursuite, de circonstances atténuantes ; il est à noter que les peines prévues pour chaque récidive cessent d'être applicables quand il s'est écoulé plus de trois ans depuis l'expiration de la peine précédente (a. 15).

L'exigence de la justification d'identité, sanctionnée par un emprisonnement de six jours à trois mois (a. 17), s'étend des nomades à tous vagabonds et mendiants invalides ou infirmes, sans profession habituelle ; elle se réalise encore au moyen de la carte d'identité (a. 16). Le vagabondage et la mendicité qualifiés restent les mêmes, éléments constitutifs et pénalités, que dans le texte du 25 janvier 1899 ; la faculté de libération anticipée subsiste, assortie de formalités nouvelles (demande au tribunal par requête sur papier libre émanant de l'intéressé, du conseil municipal, d'un citoyen solvable ; a. 24 et 25), avec la non-inscription au casier de la première condamnation (a. 26), la suppression des dépôts de mendicité (a. 28) et la faculté de mise en jeu de l'article 463 C. P., sauf l'exception prévue par l'article 15 (a. 27).

La proposition Cruppi laisse entier le grave problème de la mendicité et du vagabondage des mineurs ; toutefois c'est l'une des plus complètes, des plus pratiques parmi celles élaborées et l'on doit sans hésiter se rallier à l'opinion de Louis Ri-

vière (1) que « le projet assure immédiatement une répression complète du vagabondage redoutable. En quelques mois, si les tribunaux appliquent sévèrement ses dispositions, nos campagnes peuvent être débarrassées de tous les récidivistes dangereux, de tous les professionnels incorrigibles... Quant à la mendicité, elle disparaîtra progressivement à mesure que les conseils généraux seront en mesure de faire les sacrifices nécessaires pour son extinction ».

CHAPITRE IV

PROPOSITION FLANDIN

M. Flandin, député de l'Yonne, a présenté, à la séance du 20 janvier 1908, une proposition relative à la révision des lois pénales concernant le vagabondage et la mendicité, à l'organisation de l'assistance par le travail et à la surveillance des nomades exerçant des professions ambulantes (2) ; elle a été renvoyée à la Commission du Vagabondage.

À la base du projet, en constituant l'économie, se retrouve la classification du Congrès de Paris des mendiants et des vagabonds en trois catégories :

(1) Mendiants et vagabonds, p. 222.

(2) Chambre des Députés. 9^e législature, n° 1433. Annexe à la séance du 20 janvier 1908.

professionnels, délinquants accidentels, indigents malades et infirmes ; les premiers voient s'appesantir sur eux les rigueurs de la répression, les seconds sont assistés par le travail, et les derniers sont hospitalisés.

Les sanctions du vagabondage, de la mendicité professionnels se trouvent dans l'article 1 de la proposition qui abroge en conséquence les articles 269 à 271, 274 à 276, et 282 C. P. Aux termes du nouveau texte, les vagabonds ou gens sans aveu sont ceux qui n'ont ni domicile fixe, ni moyens de subsistance et qui n'exercent habituellement ni métier ni profession, bien qu'ils aient la force et le moyen de travailler. Ils sont passibles d'un emprisonnement de trois à six mois ; en cas de récidive, l'on inflige le maximum, ce maximum pouvant être porté au double ; de plus, à la quatrième condamnation, l'internement dans une *colonie de travail* est prononcé pour deux à cinq ans. M. Flandin juge la colonie de travail le remède par excellence du vagabondage et de la mendicité ; il assujettit le reclus, soit à l'intérieur de l'établissement, soit au dehors, au travail forcé (travaux agricoles, industriels, d'utilité publique). Comme mesure transitoire, pendant la période d'organisation des maisons d'internement, le condamné subira sa peine dans une prison cellulaire, avec faculté pour l'Administration de l'occuper au dehors (1). La

(1) Cette solution est inspirée à l'auteur du projet par l'expérience heureusement tentée dans le Pas-de-Calais

mendicité est répréhensible (trois à six mois d'emprisonnement) lorsqu'elle émane, en quelque lieu que ce soit, d'un valide ayant des moyens de subsistance ou pouvant se les procurer par le travail et que l'individu se livre à la sollicitation d'aumône dans son propre intérêt ; la récidive entraîne le maximum de la pénalité, susceptible d'être doublé, et, dès la quatrième condamnation pour mendicité ou vagabondage, deux à cinq ans de réclusion dans une colonie de travail (1).

Des dispositions spéciales concernent les mineurs de dix-huit ans : ils ne peuvent pas être condamnés à l'emprisonnement et sont, selon les circonstances, remis à leurs parents, confiés à une institution charitable, à un particulier pour être placés en apprentissage, ou bien internés dans une maison de correction jusqu'à leur majorité. Si l'enfant est rendu à sa famille, le juge a le pouvoir de confier sa surveillance, en vue de s'assurer qu'il

par le préfet Alapetite. « Depuis le jour — écrit M. Flandin — où à la suite d'une entente avec l'Administration Pénitentiaire il fut décidé que les condamnés pour vagabondage subiraient leur peine dans la prison cellulaire de Béthune, le nombre des mendiants et vagabonds qui choisissaient le département du Pas de Calais comme centre de leurs opérations a diminué dans des proportions inespérées. » (Projet Flandin, p. 4 et 5).

(1) Le condamné à l'internement est admis au bénéfice des dispositions de la loi du 14 août 1885 sur la libération conditionnelle ; telle est la règle générale posée par le nouvel article 282 § 3 (Prop. de loi, p. 12).

n'est pas abandonné, à une œuvre de patronage, à une personne spécialement désignée.

Quant aux circonstances aggravantes, elles visent, les unes la mendicité, les autres la mendicité et le vagabondage. Les premières comprennent la menace, l'introduction sans permission du propriétaire dans une habitation ou un enclos, la simulation de plaies ou d'infirmités, la sollicitation d'aumône en réunion, avec de jeunes enfants, dans des lieux où existent des crèches ou asiles pour l'enfance ; l'auteur, même invalide, de l'infraction ainsi caractérisée est frappé d'un emprisonnement de six mois à deux ans. Les secondes sont celles des articles 277, 278 et 279 C. P. ; une peine accessoire (un an à cinq ans d'internement dans une maison de travail) accompagne la sanction principale.

L'article 2 de la proposition Flandin atteint le délit de vagabondage spécial des bonneteurs et des souteneurs en révisant les lois des 27 mai 1885 et 3 avril 1903. Sont désormais considérés comme gens sans aveu et assimilés aux vagabonds les individus, domiciliés ou non, tirant leur subsistance du fait de pratiquer ou faciliter sur la voie publique l'exercice de jeux illicites ; voilà pour les bonneteurs. Le nouveau texte est plus dur encore pour les souteneurs ; il les définit ceux qui aident, assistent ou protègent les prostituées pour en partager les profits et les punit d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de 100 à 1.000 francs avec interdiction de séjour de cinq à dix ans, en stipulant au cas de récidive l'interne-

ment dans une colonie de travail pour une durée de deux ans au moins et de cinq ans au plus. Accessoirement, « pour mettre un terme aux pratiques qui permettent aux gens sans aveu de se soustraire aux sévérités de la justice en produisant de faux certificats de travail ou d'emploi délivrés par des patrons interlopes » (1), inscription dans la loi d'une pénalité de trois à six mois d'emprisonnement contre ceux qui, avec connaissance, délivrent de fausses déclarations de travail ou d'emploi à des individus vivant de jeux illicites ou du métier de souteneur.

Les articles 3, 4 et 5 contiennent les règles de la poursuite du vagabondage et de la mendicité. Comme dans le projet Cruppi, ces deux infractions sont interdites sur le territoire de la République ; tous les agents de la force publique ont qualité pour les rechercher et pour conduire leurs auteurs, surpris en flagrant délit, devant le magistrat compétent. Ce magistrat est le Procureur de la République dans le canton siège du tribunal de première instance, le juge de paix dans les autres cantons ; il procède dans les vingt-quatre heures à l'interrogatoire de l'inculpé, à une enquête sommaire et statue par décision motivée. Il prononce le renvoi aux fins de poursuites devant la juridiction répressive, ou la mise à la disposition de l'autorité administrative avec réquisition de placement d'urgence

(1) Proposition de loi, p. 7.

dans un hospice (personne âgée de plus de soixante-cinq ans, invalide, infirme, sans moyens d'existence), ou encore l'admission dans un établissement d'assistance par le travail (chômeur involontaire), ou enfin la mise en liberté pour défaut de charges. L'hospitalisé dans un asile de vieillards, d'infirmes ou d'incurables sera autorisé à sortir de l'établissement où il est recueilli sur ordonnance rendue sans frais par le président du tribunal à la demande, soit de l'Administration, soit de l'intéressé, soit de toute personne déclarant se charger de subvenir aux besoins de ce dernier (a. 5).

L'organisation de l'assistance par le travail est exposée dans les articles 6 et 7 ; elle a un caractère nettement préventif. « Avant de punir le vagabond et le mendiant, il faut pouvoir lui donner des secours s'il est malade, un asile s'il est infirme, du travail s'il est valide et s'il a la volonté de travailler. Les lois sur l'assistance médicale et les secours aux vieillards, infirmes et incurables, ont pourvu en partie à l'accomplissement de ce devoir social, mais elles appellent un complément indispensable, l'organisation de l'assistance par le travail », et M. Flandin d'ajouter : « l'assistance par le travail ne devra pas être une simple transformation de l'aumône ; elle devra être par-dessus tout une œuvre de patronage, de relèvement individuel et de reclassement social. » (1)

(1) Proposition de loi, p. 8.

Pratiquement, un si noble résultat sera atteint grâce au concours des conseils généraux ; ces corps administratifs sont en effet astreints (1) soit à créer des établissements départementaux d'assistance, soit à subventionner des œuvres communales ou privées ; les ressources financières pour ces dépenses — obligatoires (art. 60 et 61 de la loi du 10 août 1871) — figurent au budget ordinaire départemental (a. 6). Les établissements d'assistance par le travail doivent : 1° procurer l'occupation assurant momentanément la subsistance, ceci au moyen d'*ateliers ou chantiers de travail* ; 2° favoriser le reclassement des assistés, cela par un *bureau de placement gratuit*. En outre, pour ne pas concurrencer la main-d'œuvre nationale, l'article 7, § 3, indique qu'en aucun cas les produits du travail des assistés ne pourront être vendus à un cours inférieur au cours normal. Le choix des divers procédés d'assistance est laissé par le législateur à la décision des conseils généraux, lesquels, selon les circonstances, recourront à l'externat, à l'externat surveillé, à l'internat, sans toutefois perdre de vue que « l'assistance devra être pratiquée de telle sorte que l'assisté la considère comme un pis-aller et qu'il soit intéressé à hâter l'heure de son reclassement dans la société » (2).

Le dernier article du projet, l'article 8, se ré-

(1) Prop. de loi. Exposé des motifs, p. 8.

(2) Proposition de loi, p. 9.

fère à la surveillance des nomades à qui sont imposées l'autorisation écrite de circulation et les feuilles signalétiques. L'autorisation de circulation est délivrée par le préfet du département dans lequel ils entendent se déplacer aux individus, sans résidence ni domicile fixes, exerçant une profession ambulante ; cette pièce est présentée au maire, dès la venue dans la commune, avec les feuilles signalétiques visées par la préfecture ; les feuilles signalétiques sont signées, à l'arrivée et au départ, par le magistrat municipal. L'inobservation de ces prescriptions constitue en état de vagabondage et rend passible des pénalités attachées à ce délit.

Le travail de M. Flandin complète celui de M. Cruppi ; il révèle en même temps chez son auteur une connaissance approfondie du mal, une vue juste et nette des remèdes à employer. Telle sera notre conclusion, parce que, suivant le mot de Voltaire, les louanges exagérées font tort à celui qui les donne, sans relever celui qui les reçoit.

CHAPITRE V

PROPOSITIONS DE POMEREU ET ALBERT LEBRUN

La proposition de M. de Pomereu tend à réprimer le vagabondage et la mendicité exercés par les nomades étrangers (1). Dans l'exposé des motifs, l'ho-

(1) Chambre des Députés. 9^e législature, n^o 1403. Annexe à la séance du 20 décembre 1907.

norable représentant de la Seine-Inférieure trace une sombre peinture des exactions des romanichels à l'encontre des populations rurales « absolument terrorisées par ces professionnels du crime et du vol » (1). Il reproche aux bohémiens leur exonération de toutes les charges incombant aux nationaux (cote personnelle, impôt des portes et fenêtres, permis de chasse, taxes sur les chiens, chevaux et voitures, patentes, prestations) (2) ; il leur reproche aussi les dangers qu'ils font courir aux habitants des campagnes, les déprédations qu'ils commettent à leur préjudice, etc. Il montre l'impuissance de la police et de l'autorité judiciaire à débarrasser le pays de ces pillards qui prélèvent un lourd impôt sur les fermiers et propriétaires (3) et il cite, comme exemple de bande organisée, la « Caravane à Pépère », arrêtée à la Tremblade par la Sûreté

(1) Précédemment, à la séance du 28 octobre 1907, M. Fernand David réclamait des mesures sévères contre les nomades. M. Maujan, Sous-Secrétaire d'Etat à l'Intérieur, prenait l'engagement de lui donner satisfaction et le Gouvernement déposait un projet de loi le 23 nov. 1908.

(2) Consulter sur ce point le rapport fait en 1899 par M. d'Esterno à la Société des Agriculteurs de France, dont un fragment est reproduit dans la proposition de Pomereu, p. 5.

(3) M. de Monicault (Bull. de la Soc. Nat. d'Agriculture, 1896, p. 26) évalue la charge qui résulte de la mendicité dans une commune rurale moyenne de l'Ain à 85 centimes additionnels. M. le professeur Convert, de l'Institut Agronomique, estime une semblable contribution forcée, sinon impossible, au moins exceptionnelle.

Générale, le 3 juin 1907, alors que, venue des Pays-Bas et du nord de la Lorraine depuis un an, elle parcourait la France, incendiant, cambriolant et volant.

Après avoir dit un mot de l'initiative préfectorale en matière de répression du vagabondage, M. de Pomereu conclut à la nécessité de mesures immédiates contre les nomades, mesures qu'il présente en un projet divisé en cinq articles, dont voici l'analyse. Pour l'exercice en France d'une profession ambulante, les nomades étrangers doivent être munis d'une *autorisation de circulation*, d'une *autorisation de séjour* ; ils sont astreints, en outre, à une *consignation pécuniaire*.

L'autorisation de circulation est délivrée par le préfet du département-frontière, sur l'attestation que les intéressés possèdent des ressources et des moyens d'existence suffisants pour entreprendre leur voyage ; la demande préalable indique le métier du postulant et contient les renseignements jugés nécessaires par l'Administration. L'autorisation préfectorale donne un signalement détaillé de tous les permissionnaires, hommes, femmes, enfants ; elle est visée à la préfecture ou à la sous-préfecture la plus voisine du point où les romani-chels ont franchi la frontière (a. 1). L'autorisation de séjour émane du maire de la commune ; comme l'autorisation de circulation, elle est représentée à toute réquisition des agents de la force publique et des autorités. L'une et l'autre sont retirées par ceux-ci — et avis du retrait est immédiatement

donné au préfet — si les bénéficiaires se livrent au vagabondage, à la mendicité, ou commettent des infractions aux lois et règlements (a. 1). La consignation pécuniaire est perçue à la frontière, au moment de la demande d'autorisation de séjour. La somme versée, dont le dépôt est constaté par une quittance à exhiber aux maires des communes traversées, aux autorités et agents de la force publique, sur leur réquisition, représente les impôts et taxes que les nationaux sont tenus d'acquitter (taxe sur les chevaux et voitures, impôt des portes et fenêtres, contribution mobilière, patente, prestations pour la circulation sur les routes, port d'armes, taxe sur les chiens et les vélocipèdes).

L'article 2 du projet interdit, sauf autorisation régulière, le stationnement sur la voie publique ou sur les terrains communaux des voitures servant au logement des bohémiens, camps volants ou autres individus nomades. La sanction (a. 3) est le refoulement dans la direction du pays d'origine constaté ou présumé, vers le domicile de secours ou l'endroit où les errants justifient avoir du travail assuré ; la même mesure de défense sociale s'applique aux individus, sans moyens d'existence, circulant « actuellement » en France. Enfin, le service de la Sûreté Générale remboursera les avances consenties pour nourriture ou logement par les communes et les départements. La contravention aux dispositions ci-dessus rend les délinquants justiciables des tribunaux compétents ; il en est de même au cas de dissimulation d'identité.

Excellente en théorie, la proposition de Pome-reu n'échappe pas en fait à la critique et l'ensemble des reproches à lui adresser se résume en la disant vague et imprécise, aussi bien dans les formalités prescrites que dans les mesures répressives qui y sont prévues.

Dans un projet de février 1908, c'est encore au vagabondage et à la mendicité des étrangers que s'est attaqué M. Albert Lebrun (1) ; il a pensé qu'après la promulgation d'un texte relatif aux moyens d'assistance et de coercition propres à prévenir ou à réprimer le vagabondage et la mendicité la société serait insuffisamment armée contre les errants et les quémandeurs non-nationaux, parce que le but de la loi du 8 août 1893 (2) n'a pu être atteint. En effet, le législateur d'alors voulait « constituer une sorte d'état-civil à l'étranger, car sans cela, la police est impuissante à son égard, il est insaisissable et rien ne met sur ses traces » (3) ; il avait cru y parvenir en imposant une déclaration de résidence avec justification d'identité et, en cas de changement de commune, l'obligation du visa du certificat d'immatriculation, délivré au moment de la déclaration de résidence. Dans la pratique, la déclaration s'est muée en une simple formalité et,

(1) Chambre des Députés. 9^e législature, n° 1541. Annexe à la séance du 25 février 1908.

(2) Consulter les travaux préparatoires de cette loi dans Dalloz : 1893-4-110.

(3) Proposition Lebrun, p. 2.

pour revenir à l'esprit du décret du 2 octobre 1888 et de la loi de 1893, il suffit « qu'à toute époque et en tout lieu, sur le territoire français, les autorités locales puissent connaître l'identité exacte des sujets étrangers » (1) ; en conséquence, il faut ou réglementer rigoureusement l'immatriculation originelle ou instituer une admission à résidence permettant à l'intéressé d'établir son identité au cours d'un délai déterminé. Et M. Lebrun de proposer dans la loi d'août 1893 les changements suivants :

Article 1^{er}, § 1. — Texte complémentaire : « Aucune déclaration ne peut être accueillie par les maires ou leurs représentants si celui qui la fait ne justifie pas des pièces d'identité requises par le règlement d'administration publique prévu ci-après. »

Article 3, § 1. — Texte modifié : « L'étranger qui n'aura pas fait la déclaration imposée par la loi dans le délai déterminé, *ou qui n'aura pas fait viser son certificat d'immatriculation en cas de changement de résidence*, ou qui refusera ; etc. »

Article 3, § 2. — Texte modifié : « Celui qui aura fait sciemment une déclaration fausse ou inexacte, *qui aura dissimulé ou tenté de dissimuler son identité, soit en faisant, soit en tentant de faire usage de faux papiers, même lorsque cette tentative ou cet usage n'auront pas eu pour but de faire*

(1) Proposition Lebrun : Exposé des motifs, p. 3.

porter une condamnation au casier judiciaire d'un tiers, sera passible ; etc. »

Article 6. — Texte nouveau et additionnel : « Un règlement d'administration publique déterminera les pièces d'identité prévues à l'article premier. »

La proposition Lebrun a l'avantage certain d'être facilement réalisable ; la Commission Parlementaire du Vagabondage à laquelle elle avait été renvoyée en a retenu les grandes lignes et l'a incorporée pour partie dans la proposition issue de ses délibérations que nous allons maintenant examiner.

CHAPITRE VI

PROPOSITION DE LA COMMISSION DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS RELATIVE A LA RÉPRESSION DU VAGABONDAGE ET DE LA MENDICITÉ.

Déjà, en 1895, une commission de la mendicité a étudié les propositions de MM. G. Berry, Emile Rey et Lachière ; ses desiderata sont exprimés dans un travail de M. Fleury-Ravarin demandant la reconnaissance du droit à l'assistance pour le vieillard et l'infirme (1). Cette fois, c'est un plan

(1) Chambre des Députés. 6^e législature, n^o 1673. Annexe à la séance du 13 déc. 1895 Bull. Pénit., 1896, p. 856-877. — L'assistance aux vieillards et aux infirmes, qui constitue une mesure préventive de la mendicité et du vagabondage, a été définitivement réalisée par la loi des 14-16 juillet

complet de réforme que présente, par l'organe de M. Marc Réville et après l'examen des projets de MM. Cruppi, de Pomereu, Berry, Flandin et Lebrun, la commission actuelle du vagabondage et de la mendicité (1). Nommée en décembre 1907, le 30 du même mois, elle constituait son bureau et choisissait M. Dubief pour président ; M. Cruppi était immédiatement chargé du rapport et il devait soumettre, après les vacances du Premier de l'An, un programme de travail avec un questionnaire à adresser aux personnes compétentes, mais, le 5 janvier 1908, il devenait titulaire du portefeuille du Commerce et ses fonctions passaient à M. Réville. Sans tarder, les commissaires se mettaient

1905. Antérieurement (27 déc. 1895), cette réforme avait été indiquée par un ordre du jour de la Chambre des Députés ; amorcée d'abord par l'article 43 de la loi de finances de 1897, ensuite par la Commission d'Assurance et de Prévoyance Sociales de la Chambre des Députés (Rapport Bienvenu-Martin, mars 1900 ; Ch. des Dép., 7^e législature, n° 1434), elle n'a été bien étudiée qu'en 1902 après le dépôt à la Chambre des Députés de deux propositions de loi sur l'assistance aux vieillards, aux infirmes et aux incurables présentées l'une par MM. Rey et Lachière, l'autre par M. Bienvenu-Martin. Ces deux propositions ont fait l'objet d'un rapport d'ensemble de M. Bienvenu-Martin (4 avril 1903) qui a servi de base à la discussion de la loi au Parlement. Consulter sur l'assistance aux vieillards : L. Rivière : *Mendiants et Vagabonds*, p. 150-153 ; loi des 14-16 juillet 1905 : *Travaux préparatoires* : Dalloz, 1906-4-125 ; Rapport de l'Inspection générale des Services Administratifs : *Jour. offic.*, 2 août 1909. Annexes, p. 833.

(1) Chambre des Députés. 9^e législature, n° 1919. Annexe à la séance du 7 juillet 1908.

à la besogne, prenant pour base de leurs délibérations le texte de M. Flandin ; ils décidaient d'entendre plusieurs personnalités (Préfet de police, Chef de la Sûreté, Procureur général près la Cour de Paris, Procureur de la République près le Tribunal de la Seine) particulièrement aptes par leur situation à fournir des avis autorisés sur la question. En avril, avait lieu la visite des maisons de réclusion de mendiants et vagabonds de la Belgique et de la Hollande ; le 16 juin, M. Dubief rendait compte de ce voyage et, son exposé entendu, la commission adoptait le principe de la création d'établissements semblables à ceux de nos voisins pour l'internement des délinquants professionnels pendant une période d'un à sept ans. Enfin, le 7 juillet 1908, M. Réville déposait son rapport en même temps que la proposition de loi.

Le rapport, plutôt long, — il compte soixantedix pages — comprend, après un préambule énonciatif des projets examinés, un historique de la législation du vagabondage et de la mendicité depuis l'antiquité jusqu'à nos jours ; l'auteur pose en principe que ces infractions « ne sont pas réprimées en France ou que, dans les rares occasions où elles le sont, les mesures prises à leur égard sont injustes ou maladroitement inefficaces » (1). M. Réville indique que le but de la commission, qui a repris à son compte surtout les idées de

(1) Rapport Réville, p. 24.

MM. Cruppi, Berry et Flandin, est d'appliquer aux professionnels une répression cadrant mieux avec leur mentalité habituelle, tandis qu'aide et secours seront donnés aux invalides et aux chômeurs accidentels. Il faut frapper le délinquant *volontaire*, cesser de considérer la misère comme répréhensible et, par ailleurs, placer le chômeur involontaire, l'infirme à l'abri de la nécessité d'errer ou de tendre la main au moyen de l'hospitalisation et de l'assistance par le travail. Ces dernières mesures réalisées, la société se trouve en droit d'interdire le vagabondage et la mendicité, mais ceux-ci sont-ils une contravention ou un délit ? Sérieuse discussion par la commission : M. Dubief soutenait la thèse de la contravention, se basant sur ce fait que les vagabonds sont plutôt des dégénérés (1) que des délinquants, des malades de la volonté que des coupables, et l'on reconnaît pouvoir

(1) Si l'on admet que le vagabond n'est pas un homme sain, l'on peut distinguer : 1° le *vagabond vulgaire* ; c'est un être faible, dégénéré, à intelligence bornée, paresseux, apathique et surtout inapte à tout travail continu ; 2° le *vagabond neurasthénique*, qui se déplace sans cesse, est un aboulique ; 3° le *vagabond hystérique*, à conscience faible mais non complètement absente ; 4° le *vagabond épileptique* et le *vagabond dément*, dont le docteur Pagnier dit : « Chez lui (épileptique) il n'y a pas de souvenir, brusquement, sans motif, sous l'action d'une décharge motrice, le malade s'en va ; il se livre à des actes peu ou pas raisonnés .. le malade (dément) part inconsciemment, mais pas par une décharge brusque, violente..., il s'en va sous l'influence de son jugement faussé ».

invoquer à l'appui de ce système et la législation belge et les idées se dégagent des propositions Cruppi et Berry. Le caractère délictuel l'a cependant emporté : il a semblé dangereux de donner aux nouvelles mesures répressives une apparence d'atténuation et excessif d'imposer aux juges de paix un surcroît de besogne ; du reste, M. Dubief admet l'astreinte au travail pour les dégénérés et, « tout bien pesé, c'est plutôt à une différence de mots que l'on aboutit qu'à une différence de régime répressif, étant bien entendu que dans tout établissement pénitentiaire on devra organiser un service médical plus sérieux et plus moderne que celui existant aujourd'hui » (1).

Le vagabondage, la mendicité restent donc un délit, et la caractéristique de leur sanction pénale, dans l'œuvre de la Commission, est l'envoi du récidiviste dans une *colonie de travail*. Cette dernière se présente sous forme d'atelier, de chantier ou d'exploitation agricole ; elle n'est pas une prison et l'interné qui y séjourne subvient par son labeur aux frais de son entretien. Le pouvoir exécutif déterminera l'organisation, le fonctionnement de ces colonies ; toutefois, il sera prudent de s'inspirer en la matière de la double règle : réaliser dans l'installation le maximum d'économie, choisir pour les reclus un travail approprié à la région où est situé l'établissement. L'on obtiendra le maximum d'économie par l'utilisation des immeubles ren-

(1) Rapport Réville, p. 36.

des vacants par la mise en jeu des lois de laïcisation postérieures à 1900 ; à défaut de local disponible, l'on usera de la prison cellulaire pendant la nuit, de la tente, de baraquements provisoires. La nature de l'occupation des détenus variera avec le territoire où sera fixée la colonie : tantôt le travail agricole, tantôt le travail industriel aura la prépondérance, la perfection étant atteinte par leur réunion.

Quid des charges pécuniaires entraînées par l'exécution pratique (1) de la réforme ? Elles sont importantes : 12 millions en bloc, dont 2 millions environ pour l'assistance par le travail, le surplus étant affecté à une douzaine de colonies au début, plus tard à vingt-six (une par Cour d'appel), destinées à recueillir une armée de quatre cent mille vagabonds et mendiants, coûtant au bas mot cent soixante-douze millions par an au contribuable français !

(1) « Ce résultat peut être atteint à une double condition : la première, qu'on fasse œuvre pratique et non pas œuvre de luxe ; qu'on ne recommence pas pour les professionnels du parasitisme et de la paresse les coûteuses folies auxquelles on s'est livré lors de la construction de certaines prisons. . ; la seconde, c'est que ces colonies soient, dès le début, dirigées par des hommes capables, conscients de leurs devoirs, et non par des créatures à caser dans des emplois nouvellement créés ; en un mot, il faut pour la direction de ces asiles des hommes et non des épaves sociales ; la place celles-ci est bien dans les colonies que nous demandons, mais pas à leur tête. » Rapport Réville, p. 40.

Sous le bénéfice de ces observations préliminaires, reste à analyser la proposition de loi en douze articles annexée au rapport Réville. Ses dispositions se classent en quatre catégories :

- A) Répression du vagabondage et de la mendicité ;
- B) Vagabondage spécial ;
- C) Mesures préventives ;
- D) Mesures contre les nomades et les étrangers.

A) Sur le territoire de la République, le vagabondage et la mendicité sont interdits (a. 1). Toute personne qui s'y livre est immédiatement conduite par les agents de la force publique (maires, commissaires de police, gendarmes, gardes-champêtres et forestiers, douaniers, gardes particuliers, cantonniers et éclusiers spécialement assermentés) devant le Procureur de la République, dans le canton siège du Tribunal, devant le juge de paix dans les autres parties de l'arrondissement. Interrogatoire par le magistrat et mise en liberté si le délit ne tient pas, ou bien, en cas de charges, renvoi aux fins de poursuite devant l'autorité judiciaire compétente.

L'agent de l'infraction est transféré au Parquet quand, amené au juge de paix, il y a lieu à enquête ou à vérification ne pouvant pas être terminée dans les vingt-quatre heures. Lorsque l'individu arrêté est septuagénaire, invalide, infirme, chômeur involontaire, le Procureur de la République ou le juge de paix prononce la mise à la disposi-

tion de l'autorité administrative, avec réquisition de placement d'urgence dans un hospice ou dans un établissement d'assistance par le travail (a. 2).

a) *Vagabondage*. — Les éléments du vagabondage sont : 1° le défaut de domicile *fixe*, pour atteindre les roulottiers et les nomades ; 2° le manque de moyens de subsistance ; 3° le non-exercice habituel d'un métier ou d'une profession ; 4° la *force et le moyen de travailler chez le délinquant*. Le vagabond est frappé d'un emprisonnement de trois à six mois ; la peine accessoire de l'interdiction de séjour disparaît et on lui substitue, après trois condamnations, deux à cinq ans d'internement dans une colonie de travail (a. 3 ; a. 271 nouveau.)

Le vagabondage du mineur est prévu par des dispositions spéciales ; il est constitué quand un mineur de 18 ans, ayant sans cause légitime quitté soit le domicile de ses parents ou tuteur, soit les lieux où il était placé par ceux à l'autorité desquels il était soumis ou confié, sera trouvé soit errant, soit logéant en garni, soit n'exerçant aucune profession régulière, soit tirant ses ressources ou de la débauche ou de métiers prohibés. L'enfant échappe à l'emprisonnement, mais il est, selon les circonstances, ou bien remis à ses parents ; confié à une institution charitable régulièrement autorisée à cet effet ou à un particulier ; ou bien encore envoyé dans une colonie pénitentiaire ou correctionnelle pour y être élevé et retenu jusqu'à l'âge de vingt et un ans, à moins que, avant cet âge, il n'ait

contracté un engagement régulier dans les armées de terre ou de mer. Quand il y a remise aux parents, le magistrat a la faculté de confier à une œuvre de patronage ou à une personne spécialement désignée le soin de veiller sur le mineur et de s'assurer qu'il n'est pas laissé à l'abandon (art. 3 ; art. 271 nouveau).

b) *Mendicité.* — Le mendiant est le valide ayant des moyens d'existence ou pouvant se les procurer par le travail qui, en quelque lieu que ce soit, sollicite la charité publique dans son propre intérêt. Sanction : trois à six mois d'emprisonnement et, après trois condamnations pour mendicité, à l'expiration de la peine, internement de deux à cinq ans dans une colonie de travail. La lacune du Code pénal concernant la mendicité du mineur est comblée par l'extension à ce délinquant des pénalités et dispositions du nouvel article 271, paragraphes 3 et 4.

c) *Circonstances aggravantes.* — Enumérées dans l'article 276 nouveau, se référant à la seule mendicité, les articles 277, 278, 279 et 281 C. P. étant maintenus, ce sont : l'introduction sans permission du propriétaire ou des personnes de la maison dans une habitation ou un enclos en dépendant ; la simulation de plaies ou d'infirmités ; la sollicitation d'aumône en réunion (1) ; le fait

(1) Aux termes de l'article 276 nouveau, il n'y a pas mendicité en réunion quand la sollicitation d'aumône émane du mari et de la femme ; du père ou de la mère et

de chercher à apitoyer la charité publique en mendiant avec de jeunes enfants dans les lieux où existent des écoles, crèches ou asiles. Ces faits sont punis d'un emprisonnement de six mois à deux ans (art. 3).

d) *Maison de travail*. — Avec les récidivistes, la colonie de travail reçoit à leur libération, pour une période d'un à cinq ans, les mendiants ou vagabonds condamnés à raison des faits prévus aux articles 277, 278 et 279 C. P. Les internés (sauf les vagabonds spéciaux pour lesquels l'emploi au dehors n'est pas autorisé) sont obligatoirement astreints à l'intérieur ou à l'extérieur de l'établissement à des travaux agricoles, industriels ou d'utilité publique. Les meilleurs ouvriers peuvent être confiés, au moment des travaux agricoles, à des cultivateurs, si ceux-ci les demandent et s'engagent à leur payer le même salaire qu'aux journaliers de la région. L'argent gagné, versé à la maison, est porté au compte du reclus dans les mêmes conditions que s'il avait été occupé pour la colonie ; enfin, les détenus bénéficient de la loi de 1885 sur la libération conditionnelle. A défaut de colonie de travail, le condamné à l'internement est placé dans un établissement cellulaire, avec faculté pour l'Administration de l'employer au dehors (art. 3 ; art. 282 nouveau).

des jeunes enfants dans les endroits n'ayant ni crèches, ni asiles, ni écoles ; de l'aveugle et de son conducteur.

B) L'exercice des jeux illicites et le métier de souteneur sont réprimés par l'article 4, modifiant le paragraphe final de l'article 4 de la loi du 27 mai 1885-3 avril 1903. Sont considérés comme vagabonds les individus qui, ayant ou non un domicile certain, tirent leur subsistance du fait de pratiquer ou faciliter, sur la voie publique, l'exercice des jeux illicites. A côté, la proposition reconnaît comme souteneurs, et les frappe d'une pénalité sévère : trois mois à deux ans d'emprisonnement et 100 à 1.000 francs d'amende, avec interdiction de séjour de cinq à dix ans, ceux qui aident, assistent et protègent la prostitution d'autrui s'exerçant dans les lieux publics ou qui en partagent les profits. Le souteneur récidiviste est, sa peine expirée, interné dans une colonie de travail pour deux ans au moins et cinq ans au plus. Ces énergiques dispositions, et il paraît qu'« en tout souteneur dorment un apache et un criminel » (1), sont motivées par l'insuffisance des textes actuels, insuffisance mise en lumière, au sein de la commission, par le Préfet de police, le Procureur général et le Procureur de la République (2).

L'article 4 se termine par un paragraphe punissant de trois à six mois de prison ceux qui, avec connaissance, auront délivré de fausses déclarations de travail ou d'emploi à des personnes vivant

(1) Proposition de la Commission, p. 58.

(2) Proposition de la Commission, p. 57.

du fait de pratiquer ou faciliter des jeux illicites sur la voie publique ou la prostitution d'autrui."

C) La principale mesure préventive du projet de la commission est l'assistance par le travail (art. 6 et 7), qui doit procurer l'occupation assurant momentanément la subsistance des assistés et faciliter leur reclassement. Elle est donnée à la fois par un *bureau de placement gratuit* et par des *colonies, chantiers et ateliers de travail* dont la création est dévolue aux conseils généraux, lesquels établiront des maisons départementales ou subventionneront des œuvres communales ou privées, sous le contrôle de l'Etat. Les dépenses d'organisation sont rangées dans la catégorie de celles obligatoires prévues par les articles 60 et 61 de la loi du 10 août 1871 ; les crédits pour le fonctionnement régulier de l'assistance figurent au budget ordinaire départemental.

L'hospitalisation (art. 2) est aussi une mesure préventive ; l'on sait déjà qu'elle est, comme l'assistance par le travail, la conséquence de la mise à la disposition de l'Administration par le magistrat. Si le projet est muet sur la forme en laquelle cette hospitalisation se trouve pratiquée, il indique que le bénéficiaire ne peut pas de son plein gré reprendre sa liberté, il lui faut l'autorisation du président du Tribunal par ordonnance rendue sans frais, le ministère public entendu, sur la demande de l'Administration, de l'intéressé, de toute per-

sonne déclarant se charger de subvenir aux besoins de ce dernier (art. 5).

D) Les nomades que la Commission a voulu frapper n'ont en général ni domicile, ni résidence fixes ; ils exercent ou font semblant d'exercer une profession ambulante qui ne sert le plus souvent qu'à masquer des habitudes de vol ou de rapine. L'article 8 impose à ces gens une *autorisation écrite* du préfet du département dans lequel ils entendront circuler ; l'autorisation sera délivrée si le requérant exerce un métier sérieux et on lui remettra en même temps un *carnet anthropométrique* pour lui et pour les personnes voyageant en sa compagnie. Si l'autorisation n'est pas accordée, le romanichel continuant sa vie errante devient un vagabond passible des peines édictées par le Code pénal. A chaque déplacement, à chaque arrivée dans une commune, le roulant représentera au maire aux fins de visa — et il le fera de nouveau au départ — autorisation et carnets ; l'inobservation de ces formalités constituera le contrevenant en état de vagabondage.

M. Réville attend, sans enthousiasme, des résultats certains de cette réforme. « Les mesures que nous proposons n'arriveront qu'à la longue à débarrasser notre sol de ces nomades qui, sous prétexte d'exercer un métier ambulant, constituent, écrit-il, une catégorie très dangereuse et justement très redoutée de vagabonds. Cependant, et pour peu que toutes les autorités régionales, depuis le

maire jusqu'au préfet, et surtout les agents de la force publique sur les frontières, y mettent un peu de bonne volonté, on aura réalisé bientôt un très grand progrès. En ce qui concerne les romani-chels notamment, la perspective de se soumettre à une réglementation suivie et d'être exposés à être détenus dans une prison ou internés dans une colonie de travail leur donnera à réfléchir deux fois avant de venir dans un pays où il n'y aura plus rien à faire pour eux... Par contre, les ambulants honnêtes trouveront dans cette législation nouvelle la garantie qu'ils ne seront plus confondus avec des vagabonds et des voleurs. » (1)

Les formalités exigées des étrangers, non admis à domicile, venant s'établir en France pour y exercer une profession, un commerce ou un métier se trouvent sous l'article 9, modifiant les articles 1 et 3 de la loi du 8 août 1893. Une déclaration de résidence est faite en mairie, dans les huit jours de l'arrivée, en justifiant de l'identité; l'autorité municipale n'accueille la déclaration que sur la justification de pièces d'identité requises par un règlement d'administration publique. En cas de changement de résidence, le visa du certificat d'immatriculation est obligatoire à peine d'amende ; enfin, la dissimulation ou la tentative de dissimulation d'identité, en faisant ou en tentant de faire usage de faux papiers, même lorsque cette tenta-

(1) Rapport Réville, p. 67.

tive ou cet usage n'auront pas eu pour but de faire porter une condamnation au casier judiciaire d'un tiers, est, elle aussi, sanctionnée par une amende. Tels sont les changements apportés au texte de 1893 ; ce sont ceux préconisés par M. Lebrun dans son projet de réforme, ils gagneraient à être complétés, dans le règlement d'administration publique prévu, par la création, selon le vœu de la commission, d'une carte d'identité avec photographie certifiée conforme, timbrée et visée par les autorités du pays d'origine ou par le consul.

Les conditions d'application de la proposition — dans laquelle l'admission des circonstances atténuantes est tolérée (art. 11), sauf pour le vagabondage de l'article 4 — seront déterminées par un règlement d'administration publique.

L'œuvre de la Commission est un petit code du vagabondage et de la mendicité ; les mesures préventives et répressives préconisées paraissent de nature à apporter un remède sérieux à la plaie que depuis des siècles la société s'emploie à faire disparaître. Cependant, la mise en pratique de moyens de défense comme l'hospitalisation, l'assistance par le travail, la colonie de travail, aura l'inconvénient d'augmenter encore des charges budgétaires déjà lourdes.

M. Réville pense toutefois que la balance s'établira en faveur du contribuable parce que, ainsi qu'il l'a été dit précédemment, douze millions suffiront à procurer la tranquillité aux citoyens paisibles, tandis que l'impôt indirect prélevé par les

errants et les quémandeurs s'élève à plus de cent millions par an. Souhaitons, dès lors, que nos assemblées parlementaires adoptent sans tarder le projet qui leur est soumis depuis le 7 juillet 1908 ; aussi bien est-il à craindre que la neuvième législature finisse avant qu'il ait été statué ; en effet, le 25 décembre, M. Dubief nous écrivait que la Chambre n'avait pas encore mis à son ordre du jour le rapport Réville sur lequel aucune décision n'était prise. S'il en était longtemps ainsi, ce serait regrettable ; « un tel état de choses ne saurait se prolonger sans danger ; le pays, conscient du préjudice qui lui est causé, demande instamment de mettre un terme à un véritable malaise social qui fait trembler aussi bien le citadin attardé dans les rues que le paysan privé de toute protection de police ». (1)

CHAPITRE VII

PROJET DE LOI DU GOUVERNEMENT

M. Clémenceau, président du Conseil, Ministre de l'Intérieur, a déposé à la Chambre des députés, le 25 novembre 1908, un projet de loi, renvoyé à la commission du vagabondage et de la mendicité, relatif à la réglementation de la circulation des

(1) Rapport Réville, p. 24.

nomades (1). Ce projet, d'après l'exposé des motifs, est né de l'interpellation Fernand David (29 octobre 1907) sur les mesures à prendre pour assurer la sécurité des campagnes et mettre fin aux incursions des bandes de romanichels sur le territoire national et aussi de l'ordre du jour qui l'a clôturée (2) ; il a pour but de purger notre sol des nomades qui l'envahissent, chassés et refoulés des pays voisins par une législation plus sévère que la nôtre.

Le texte gouvernemental divise la grande tribu des errants en ambulants et en nomades (3). L'ambulant est celui qui va de village en village, exerçant une profession déterminée, ayant des moyens d'existence connus et souvent un domicile fixe. Le nomade est dépourvu d'habitudes régulières, de profession définie, de domicile fixe, ses moyens d'existence sont toujours équivoques. Les uns et les autres se subdivisent en quatre catégories : a) les ambulants français ou étrangers, en général patentés, admis à domicile, exerçant par tournées un petit commerce, ayant une résidence fixe ; b) les artistes ambulants, tenanciers de chevaux de bois,

(1) Chambre des Députés 9 législature, n° 2129. Annexe à la séance du 23 novembre 1908.

(2) La Chambre, confiante dans le Gouvernement, compte sur son active vigilance pour assurer l'ordre et la sécurité dans les villes et les campagnes et pour débarrasser le pays des incursions des bandes de romanichels.

(3) Exposé des motifs, p. 2.

acrobates, etc., que l'on rencontre dans les foires et marchés importants et pour lesquels l'obligation d'une permission délivrée par les autorités locales, la possession d'un matériel, le port de pièces d'identité permettent une surveillance facile ; c) les roulottiers ou romanichels proprement dits, vivant et voyageant dans des voitures, exerçant en apparence le métier de vannier, de rétameur, en réalité vivant de maraude et de mendicité ; d) les chemineaux et les trimardeurs, redoutés des ruraux.

Quelle est, se demande M. Clémenceau, la situation de notre législation à l'égard de ces individus ? Elle lui semble, avec raison, défavorable : le roulottier échappe aux dispositions du Code pénal sur le vagabondage (il a un métier ; des ressources ; un domicile : sa roulotte), et s'il est soumis à la loi du 3 décembre 1849, concernant le droit d'expulsion, au décret du 2 octobre 1888 sur la déclaration de résidence, à la loi du 8 août 1893 sur le séjour des étrangers, dans la pratique ces textes sont inopérants. « Les puissances voisines se refusent à accueillir les expulsés reconduits à leur frontière quand on ne peut établir avec certitude qu'ils sont originaires du pays sur lequel ils sont dirigés. Elles font encore plus de difficultés pour les nomades voyageant en groupe, avec chevaux et voitures. » (1) D'un autre côté, le décret de 1888 et la

(1) Exposé des motifs, p. 5.

loi de 1893 sont péniblement applicables aux étrangers sédentaires ; à plus forte raison en est-il de même pour les romanichels. La loi française a donc besoin d'une réforme, déjà réalisée en Bavière, en Roumanie, en Suisse notamment (1) ; c'est cette réforme qui est concrétisée dans les vingt-trois articles du texte du gouvernement. Celui-ci comprend quatre parties :

I. Réglementation du commerce ambulant ;

II. Réglementation de la circulation des nomades ;

III. Sanctions ;

IV. Dispositions générales.

I. — Tout commerçant ou industriel ambulant est astreint à une *déclaration* à la sous-préfecture de l'arrondissement où il a son domicile et où il paye ses contributions. La déclaration, dont il est délivré récépissé sur la seule justification de l'identité, comprend les nom, profession, domicile, date et lieu de naissance du déclarant (art. 1). Le défaut de déclaration, sa fausseté, le défaut de représentation du récépissé à réquisition constituent des contraventions punies d'une amende de cinq à quinze francs et d'un emprisonnement facultatif de un à cinq jours. En cas de récidive ou de déclaration mensongère, l'emprisonnement est obligatoirement prononcé (art. 2).

(1) Voir dans l'exposé des motifs l'analyse des lois étrangères.

II. — L'individu circulant en France, sans profession déterminée ou qui, arguant d'une profession ou d'un commerce, n'aura pas de domicile fixe ou ne payera pas l'une des quatre contributions, est un nomade et doit être muni d'un *carnet d'identité* (art. 3). Cette pièce indique l'état-civil, le signalement du chef de groupe et de toutes les personnes voyageant avec lui, les liens de droit ou de parenté qui le rattachent à chacune de ces personnes. Les naissances, mariages, décès, intéressant un membre quelconque, sont mentionnés au carnet à leur survenance ; de même l'on y consigne la description des voitures, animaux, tentes, baraques et généralement tous objets susceptibles d'identifier le groupe dans ses déplacements (article 7). Le nomade présente son carnet à toute réquisition des agents de la force publique ; il le fait viser par le commissaire de police, le commandant de gendarmerie ou le maire, dès l'arrivée dans une commune où il a l'intention de demeurer au moins une journée. Si la pièce a déjà été visée dans la commune, un nouveau visa n'est nécessaire que deux mois après l'apposition de l'ancien (art. 6).

L'autorisation de pénétrer en France n'est accordée aux nomades étrangers que s'ils se munissent d'un carnet d'identité à la sous-préfecture de l'arrondissement-frontière auquel ressortit le point d'entrée et après la justification préalable d'une identité certaine par la production de documents authentiques (art. 5). Les nomades se trouvant sur notre territoire au moment de la mise en exé-

cution de la loi seront nantis d'un carnet par le sous-préfet de leur arrondissement ; au cas d'impossibilité de justification d'identité, la pièce est établie sous l'état-civil et la nationalité indiquées par l'intéressé ; ce carnet provisoire est remplacé par un carnet définitif si les recherches administratives donnent la véritable identité (art. 4). Enfin, les véhicules des romanichels porteront, avec les plaques prévues par la loi du 31 mai 1851 et le décret du 10 août 1852, une *plaque de contrôle spécial* dont le numéro sera reporté sur le carnet d'identité (art. 8).

III. — La non-justification par un nomade, à toute réquisition, du carnet d'identité, entraîne des poursuites correctionnelles et un emprisonnement d'un mois à un an ; au moment de sa libération, le romanichel reçoit un carnet provisoire si son identité demeure douteuse (art. 9). La fabrication d'un faux carnet, la falsification d'un carnet véritable, l'usage d'un carnet fabriqué ou falsifié, sont punis d'un emprisonnement de six mois à trois ans (art. 10). La prise, dans un carnet d'identité, d'un nom supposé, même si le fait n'est pas de nature à faire inscrire une condamnation au casier d'un tiers réellement existant, rend son auteur passible de trois mois à deux ans d'emprisonnement, la même peine étant applicable à l'individu faisant usage d'un carnet d'identité délivré sous un autre nom que le sien (art. 11). Le refus de présentation est frappé d'un emprisonnement de six jours à

deux mois, le défaut de visa d'un emprisonnement de six jours à un mois et d'une amende de 16 à 200 francs ou de l'une de ces deux peines seulement. Sanction identique quand les feuilles du carnet ont été volontairement déchirées ou maculées dans le but de dissimuler certains renseignements portés sur cette pièce. Le refus de présentation et le défaut de visa en récidive provoquent le doublement de la pénalité ; l'article 463 C. P. permet cependant, dans tous les cas, de tempérer la rigueur des condamnations (art. 13-14).

Les articles 15, 16, 17, 18, complètent le titre des sanctions. L'article 15 édicte une amende de 6 à 10 francs contre le loueur ou le concédant, même à titre gratuit, de l'usage d'un terrain, d'une cour ou d'un enclos quelconque pour le stationnement des nomades, s'il ne s'est pas conformé aux obligations imposées aux hôteliers et logeurs par l'article 475, § 2, C. P. Les articles 16 et 17 s'occupent de la constatation des infractions prévues par le projet ; les gardes particuliers assermentés, sur le territoire des communes dans lesquelles ils ont été agréés, ont qualité pour verbaliser aussi bien que les personnes mentionnées en l'article 15 de la loi du 3 mai 1851 ; il est alloué à l'agent, après poursuite et condamnation définitive, une prime de 10 francs lorsque l'infraction relevée est l'une de celles prévues par les articles 6 (défaut de présentation ou de visa du carnet), 10 (fabrication d'un faux carnet, falsification et usage), 11 (port d'un nom supposé), 12 (vagabondage). L'article

18 autorise, à défaut de caution, la mise en fourrière provisoire, aux frais du propriétaire, des voitures et animaux d'un contrevenant sans domicile en France.

IV. — Les dispositions générales prévoient deux règlements d'administration publique. Le premier (article 19) portera sur les conditions d'application de la loi ; il fixera les formes, les indications du carnet d'identité et de la plaque de contrôle, ainsi que le mode d'attribution des carnets aux nomades présentement sur le territoire national. Le second (art. 20), rendu après avis du Conseil supérieur d'Hygiène de France, contiendra l'énumération des mesures prophylactiques à imposer aux ambulants et nomades pour défendre les communes contre la propagation des maladies transmissibles (loi du 15 février 1902, art. 4). Les règlements ne resteront pas lettre morte parce que leur violation sera punie de six jours à un mois d'emprisonnement et d'une amende de 16 à 200 fr. ou de l'une de ces deux peines seulement (art. 21).

Enfin la portée générale de la loi — applicable seulement dans le délai d'un mois à partir de la publication des règlements d'administration publique (art. 23), — est restreinte par l'article 22 qui y fait échapper les salariés de toute catégorie travaillant d'habitude dans les entreprises industrielles ou agricoles, chantiers, ateliers, etc., publics ou privés.

Le projet du gouvernement semble être facile

ment et immédiatement utilisable parce que n'entraînant qu'une dépense peu élevée, c'est pourquoi nous exprimons le vœu de le voir sortir bien vite du domaine de la théorie pour entrer dans celui de la pratique.

II

PROJETS DE RÉFORME ÉMANANT DE L'INITIATIVE PRIVÉE

Les projets de réforme émanant de l'initiative privée sont légion (1) ; s'il fallait les analyser tous il y aurait matière au moins à un gros volume et pareil travail sortirait du cadre restreint de cette étude. Nous retiendrons donc seulement, parce que l'une des plus récentes, la proposition de M. Hubert du Puy, à côté de laquelle nous placerons les vœux adoptés par le Congrès international d'Agriculture, tenu à Paris, en 1900.

(1) Voyez : Chanteau : Vagabondage et mendicité, p. 199 et ss. ; Louis Rivière : Mendians et vagabonds, p. 223 et ss. ; A. Regnard : De la suppression des délits de vagabondage et de mendicité, p. 47 et ss. ; Projet de la Société générale des Prisons, *in* Bull. Pénit. 1886, p. 426 ; 1887, p. 9 ; Projet du Conseil supérieur de l'Assistance publique, *in* Bull. Pénit. 1889, p. 653 ; 1892, p. 982. Projet du Comité de Défense des Enfants traduits en justice, *in* Bull. Pénit. 1892, p. 972 à 981 ; 1893, p. 70 à 75, 339 à 344 ; Projet du Conseil supérieur des Prisons et de la Commission mixte de la Société des Prisons et de la Société pour l'étude des questions d'assistance, *in* Bull. Pénit. 1892, p. 982 à 989 ; 1895, p. 650 à 661.

CHAPITRE PREMIER

PROJET HUBERT DU PUY

M. Hubert du Puy, juge d'instruction au Tribunal de la Seine, a publié en 1907 un ouvrage sur le vagabondage et la mendicité (1) dans lequel il fait, en termes éloquents, le procès de la législation du Code pénal, selon lui, inefficace dans les résultats, injuste dans la répression. Il prône, dans ses conclusions, l'organisation sur d'autres bases de l'assistance publique, la fondation de maisons de refuge pour les invalides, de maisons de travail où les chômeurs se retireront volontairement, le développement des comités de défense des enfants traduits en justice, la création pour les mineurs, à côté de la maison de correction, d'établissements spéciaux, dits *de préservation* (colonies agricoles de préférence). Ces colonies de refuge et de travail une fois en fonctionnement, la réforme des textes actuels est résolument abordable et le distingué magistrat la codifie en une proposition de loi, rédigée comme suit :

Article 1. — Le vagabondage est un délit s'il réunit les quatre conditions suivantes : 1° *si le vagabond est valide* ; 2° s'il n'a pas de domicile

(1) H. du Puy : Vagabondage et mendicité.

certain ; 3° s'il n'a pas de moyens de subsistance ; 4° s'il n'exerce ni métier ni profession *depuis un mois au moins et ne justifie pas qu'il ait cherché à se procurer du travail.*

Article 2. — La mendicité *d'habitude* des gens *valides* est un délit.

Article 3. — Les vagabonds et mendiants rentrant dans les catégories ci-dessus spécifiées seront traduits devant le tribunal de police correctionnelle du lieu de leur arrestation et condamnés ainsi qu'il suit : Après une première infraction à une peine de 5 jours à 1 mois d'emprisonnement ; après une deuxième infraction à une peine de 1 mois à 6 mois d'emprisonnement.

Article 4. — A la suite d'une première condamnation, les tribunaux pourront facultativement décider qu'après l'expiration de sa peine le condamné sera interné dans une maison de refuge ou de travail pendant le temps déterminé à l'article 7 de la présente loi.

Article 5. — Cet internement sera obligatoire après une deuxième condamnation. Il sera également obligatoire pour tous les condamnés en vertu des articles 276, 277, 278 et 279 du Code Pénal.

Article 6. — Les mineurs de vingt et un ans, inculpés de vagabondage ou de mendicité, pourront, alors même que les délits seraient établis, être acquittés par les tribunaux par des motifs tirés de l'abandon dont ils seraient l'objet. Mais en même temps, les tribunaux auront la faculté de décider

que néanmoins ils seront recueillis et gardés dans des maisons de refuge.

Article 7. — Dans tous les cas où les tribunaux prononceront l'internement dans des maisons de travail ou de refuge, cet internement ne devra pas excéder cinq années ni être inférieur à une année.

Article 8. — Seront relégués les individus qui auront encouru, depuis moins de dix ans, quatre condamnations à plus de trois mois, soit pour vagabondage simple, soit pour les délits énumérés à la loi spéciale sur la relégation, ainsi que ceux qui, après condamnation, se seront évadés des maisons de travail et seront de nouveau inculpés de ces mêmes délits.

Article 9. — Les mendiants ou vagabonds que leur âge ou leurs infirmités rendraient inaptes au travail seront amenés devant le juge de paix du canton où ils auront été arrêtés. Ce magistrat, après interrogatoire et enquête, décidera par sentence motivée (s'ils sont reconnus invalides et ne sont pas soupçonnés d'autres infractions) qu'ils seront mis à la disposition de l'Administration pour être internés dans un dépôt de mendicité ou dans une maison de refuge pendant un temps qui ne devra pas dépasser cinq années et qui pourra être abrégé par l'Administration, soit en cas de cessation d'infirmités, soit en cas de survenance de ressources.

Article 10. — Il sera procédé par le juge de paix comme il est dit au précédent article à l'égard

des mineurs de 16 ans même valides arrêtés en flagrant délit de vagabondage ou de mendicité à moins que leurs parents ne les réclament et ne présentent garanties suffisantes.

Article 11. — En attendant le transfèrement dans la maison de refuge (auquel l'Administration fera procéder dans un bref délai), les individus ci-dessus désignés seront déposés provisoirement à l'hôpital du lieu. Les frais d'entretien dans ce dépôt seront supportés par la commune du dernier domicile ou par l'Etat dans des conditions que déterminera un règlement d'administration publique.

Article 12. — L'article 272 C. P. n'est pas applicable aux mineurs étrangers dont les parents résident régulièrement en France.

Les caractéristiques de cette proposition sont de deux ordres : d'abord, l'impossibilité de poursuivre en correctionnelle le vagabond qui justifie avoir cherché du travail, qui a eu moins d'un mois pour trouver une occupation, qui est invalide, le mendiant invalide, occasionnel, le mineur de seize ans ; ensuite, l'organisation d'un système de prévoyance et d'assistance pour les mineurs et les invalides, le séjour obligatoire et prolongé, dans les colonies ou établissements de travail, des délinquants, après leur condamnation à l'emprisonnement.

M. H. du Puy consacre les dernières lignes de son livre, si humain, si prenant, à réclamer la réa-

lisation d'une réforme demandée par les congrès, les sociologues, la presse, les criminalistes et les magistrats, réforme qui rendrait la sécurité aux villes et aux campagnes, et nous dirons avec lui bien haut qu'il serait réconfortant de voir enfin intervenir une mesure de justice à l'égard des pauvres.

CHAPITRE II

VOEUX DU CONGRÈS INTERNATIONAL D'AGRICULTURE

Le sixième Congrès International d'Agriculture, tenu à Paris du 1^{er} au 7 juillet 1900, ne devait pas rester indifférent à la répression du vagabondage. La section d'Economie Rurale était du reste saisie de la question par un rapport de M. Ferdinand Dreyfus (1) sur « le vagabondage et la mendicité dans les campagnes et les moyens pratiques de les prévenir » dans lequel il indiquait comme solutions l'organisation d'un système rationnel de secours publics et privés pour combattre et prévenir la misère et l'institution de mesures répressives contre les professionnels. A la séance du 7 juillet, un vœu formant conclusion au travail de M. Dreyfus était adopté, complété par deux paragraphes additionnels présentés l'un par MM. Allier et La-

(1) Compte rendu du Congrès, p. 35 et ss.

vollée, l'autre par M. René Berge (1) ; ce vœu est ainsi conçu (2) :

1° Il y a lieu de développer le plus largement possible l'assistance en faveur des mendiants et vagabonds infirmes ; de multiplier, à cet effet, les institutions de prévoyance telles que les sociétés de mutualité, les assurances, les caisses de retraites, les secours à domicile, les secours médicaux gratuits, les hospices destinés à abriter ceux qui ne peuvent être secourus à domicile ;

2° Il est désirable que l'assistance temporaire soit accordée aux valides de bonne volonté en état de chômage momentané. Cette assistance peut leur être utilement donnée dans les ateliers d'assistance par le travail et dans les colonies de travail, industrielles ou agricoles, fondées par l'initiative privée et subventionnées par les collectivités ;

3° Les mendiants et vagabonds professionnels relèvent de la répression pénale ;

a) Comme mesures immédiates, le Congrès recommande : L'expulsion des mendiants étrangers, valides, dénués de permis de séjour ; la délivrance à tout nomade d'une autorisation consignée sur un carnet spécial ; l'action concordante des divers agents de la force publique ; l'organisation de chambres de sûreté communales et de refuges ou

(1) Congrès d'Agriculture : Procès-verbaux sommaires, p. 29.

(2) Congrès d'Agriculture : Procès-verbaux sommaires, p. 33.

gîtes d'étapes conservant la trace de tous les hospitalisés de passage ; la suppression des roulottes, si dangereuses pour l'hygiène et la sécurité des campagnes ;

b) Comme mesures législatives, le Congrès recommande : le vote de lois qui donnent à des magistrats locaux la mission de procéder à la sélection des mendiants et vagabonds arrêtés, assurent l'internement dans des maisons de travail forcé des mendiants et vagabonds professionnels, et organisent, avec l'aide des sociétés de patronage, un casier général et permanent du vagabondage ;

4° Pour compléter par l'initiative privée l'œuvre des pouvoirs publics, il serait utile :

a) De laisser à toutes les œuvres de bienfaisance, ayant pour but de secourir les mendiants et les vagabonds, la faculté de se constituer librement avec la personnalité civile conférant le droit de posséder et d'acquérir sans autorisation ;

b) De partager la France en un certain nombre de circonscriptions charitables, pourvues chacune d'un office central relié lui-même aux offices des autres régions ;

5° Le Congrès émet le vœu que les mendiants et vagabonds récidivistes soient astreints, lorsqu'ils sont condamnés, à accomplir leur peine en prison cellulaire.

CONCLUSION

Le problème du vagabondage et de la mendicité se présente comme l'un des plus difficiles à résoudre ; il ne le sera complètement que lorsque la misère, cause première de ces infractions (1), aura disparu, mais bien des années passeront avant que soit atteint un pareil résultat. Est-ce à dire, puisque l'insuffisance de la législation actuelle est certaine, indiscutable, que les honnêtes gens doivent rester désarmés contre les errants et les sollicitateurs d'aumône ? Nous ne le pensons pas et, reprenant les idées générales exposées dans notre introduction, nous envisagerons deux catégories de mesures réalisables, les unes immédiatement, les autres ultérieurement.

A) Mesures immédiatement réalisables. — Les mesures immédiatement réalisables sont : a) la surveillance des nomades ; b) l'élévation presque au maximum du taux de la peine et son exécution

(1) Consulter sur les causes de la mendicité et du vagabondage : D'Haussonville : Le Vagabondage et la mendicité ; Fourquet : Les Vagabonds criminels.

en cellule pour les incorrigibles ; c) l'assistance matérielle et morale à l'égard des non condamnés.

a) Les brigades de police mobile, les agents de la force publique assureront la surveillance des nomades. Les brigades de police mobile les photographieront, dresseront leur fiche anthropométrique (ces fiches seront centralisées à la Sûreté Générale), soit à l'entrée en France, soit ultérieurement s'ils circulent déjà sur notre sol ; elles leur délivreront un carnet d'identité renfermant tous renseignements utiles. Les agents de la force publique se feront exhiber le carnet ; le défaut de présentation, de possession de cette pièce, sa falsification, son maquillage, etc., constitueront en état de vagabondage, entraîneront les sanctions afférentes à ce délit — sans préjudice des pénalités de la mendicité s'il y a lieu — et, pour les étrangers, l'expulsion du territoire national. Les intéressés seront, au préalable, invités par voie d'affiche à se munir d'un carnet d'identité dans un délai déterminé ; le délai expiré, toute personne trouvée sans carnet en recevra un d'office ; elle sera en outre considérée comme vagabond et punissable comme tel. A la vérité, depuis déjà longtemps, le Directeur de la Sûreté générale se préoccupe, de concert avec le Commissaire principal, chef des brigades mobiles, de rédiger un texte tendant à faire identifier et photographier obligatoirement les cinquante mille individus parcourant nos routes et plus spécialement les romanichels,

vanniers ambulants, marchands de petite mercerie, etc., vivant d'habitude en roulotte (1).

b) Pour les incorrigibles, l'élévation du taux de la peine sera une excellente chose, car, plus l'internement cellulaire sera prolongé, plus le délinquant redoutera de l'encourir. Avec la cellule, plus de régime en commun ; la prison cessera d'être un hôtel, un Eden de la paresse et sa route paraîtra moins agréable, bien que l'isolement ait plutôt une influence favorable sur les détenus à cause de la régularité de vie et de la sobriété qu'il impose (2).

c) Le principe de l'assistance matérielle et morale à l'égard des non-condamnés pourrait être indiqué en théorie par une circulaire ministérielle qui laisserait aux Procureurs de la République le soin et la charge de la réalisation pratique, suivant les circonstances. Un bon procédé — que nous avons souvent employé à Montélimar — consisterait à délivrer à tout individu, sans casier, remis en liberté, un certificat constatant son élargissement et sa non-culpabilité. Ce certificat (3) serait établi par les magistrats du parquet sur du pa-

(1) Renseignement communiqué par M. Jughon, chef de la brigade mobile de Lyon.

(2) Consulter sur l'emprisonnement cellulaire (A Louvain et à Saint-Gilles) : Bull. Pénit. : 1885, p. 889 à 895 ; 1889, p. 82 à 114 ; 832 à 839 ; 1891, p. 631 ; 1894, p. 1071 ; 1895, p. 795 à 812 ; 1896, p. 29 à 50.

(3) Voir aux annexes un modèle de certificat

pier de faible épaisseur pour rendre impossible son altération par grattage ou surcharge ; quand le libéré paraîtrait particulièrement intéressant, une note écrite au bas de la pièce le recommanderait aux Sociétés de patronage, lesquelles lui remettraient un secours en argent et surtout s'emploieraient à lui procurer une occupation salariée ; le bénéficiaire aurait ainsi l'aide morale (délai pour la recherche du travail) et l'aide matérielle (disponibilités pécuniaires).

Ajoutons que nous maintiendrions, au moins provisoirement, les dépôts de mendicité, à la condition que ces établissements retrouveraient le caractère d'institution préventive que leur attribuait en 1809, au Corps législatif, le Ministre de l'Intérieur.

B) Mesures ultérieurement réalisables. — Les mesures ultérieurement réalisables visent : a) les vieillards, infirmes, incurables ; b) les mendiants-vagabonds accidentels ; c) les délinquants professionnels.

a) A l'encontre des *vieillards*, des *infirmes*, des *incurables*, la répression serait inutile, barbare et ceux que la maladie ou l'âge ont rendus inaptes au travail relèvent de *l'assistance*, mais par quel moyen la leur prodiguer ? Doit-on recourir à la charité légale, comme en Allemagne ou en Angleterre ; à la maison de refuge de la législation bel-

ge (1) ; à l'initiative privée ? La question est délicate à trancher ; M. Ch. Dupuy, le pasteur Robin inclinent vers la création, imposée aux départements et aux communes, d'hospices d'incurables ; M. Fleury-Ravarin réclame l'assistance pour tout indigent âgé de plus de soixante et dix ans. Il paraît sage de repousser le système de l'obligation parce que c'est du socialisme d'Etat outrancier, de la solidarité mal comprise, une source de dépenses devant causer une augmentation de l'impôt ; il est préférable de faire appel aux sentiments de dévouement, d'altruisme qui sont le propre de l'âme française, en un mot, de s'adresser à l'aide privée, en la subventionnant aussi généreusement que le permettra l'état des finances publiques. Que l'on utilise donc les organes existants : hospices urbains et ruraux, asiles, refuges publics ou particuliers ; que l'on remette en usage le grand principe de fraternité humaine énoncé pour la première fois il y a dix-neuf siècles et l'on finira par débarrasser villes et campagnes de ces vaincus de la vie qui sont le plus souvent un objet de pitié et quelquefois un objet d'horreur.

b) Au *vagabond*, au *mendiant-vagabond* accidentels (car nous faisons de la mendicité une circonstance aggravante du vagabondage) contraint

(1) Consulter sur la législation étrangère du vagabondage et de la mendicité : Oubert : Des moyens de prévenir et de réprimer le vagabondage et la mendicité ; L. Rivière : Mendicants et vagabonds.

par le chômage, des événements plus forts que sa volonté à tendre la main, à se « jeter sur le trimard » donnons un moyen de demeurer dans le droit chemin, de se conserver honnête. Essayons, avec l'*assistance par le travail*, de sauver l'homme que les circonstances — s'il n'est pas secouru — mueront en délinquant et mettront peut-être à jamais au ban de la société.

c) Réservons au *professionnel*, à l'incorrigible, à l'endurci, les sévérités, les rigueurs de la répression. Pas de fausse sentimentalité pour celui-là : l'*emprisonnement en cellule* et, la peine expirée, l'*internement prolongé dans une maison de travail* agricole ou industriel, où il apprendra ou réapprendra un métier. Inspirons-nous pour la création de ces établissements du modèle donné par Merxplas, avec ses six classes de détenus, sa discipline inflexible, sa section de visiteurs et son comité de placement (1).

Quant aux mineurs ils seront recueillis dans des *asiles, écoles, colonies de préservation*, tandis que l'on pourchassera sans trêve ni merci les misérables qui livrent les enfants à la mendicité.

Comment réaliser pratiquement toutes ces réformes ?

Pour la surveillance des nomades, une augmen-

(1) On trouvera une intéressante description de Merxplas, d'après le pasteur Robin, dans Chanteau : Vagabondage et mendicité, p. 100-101 et dans le rapport Marc Réville, p. 27.

tation des crédits affectés aux brigades de police mobile permettra d'accroître le nombre des agents et de faire face aux frais entraînés par l'identification des errants.

L'exécution des peines en cellule motivera aussi des dépenses qu'ordonneront les Conseils généraux, puisque les lois de 1875 et de 1893 laissent à ces assemblées le pouvoir de décider la transformation ou la reconstruction des prisons ; que l'on transforme ou que l'on reconstruise, beaucoup d'argent sera nécessaire, puisque « le problème pénitentiaire posé par la loi de 1875 est avant tout d'ordre financier » (1).

C'est encore de l'argent qu'exigeront l'assistance aux infirmes, l'assistance par le travail, les maisons de travail, les colonies de préservation ; à l'aide d'une contribution pécuniaire *obligatoire* de l'Etat, des départements et des communes, l'on créera, pour des régions dont l'étendue sera proportionnée au chiffre de la population, une *maison de travail régionale*, une *colonie de préservation régionale* ; à côté et par les mêmes moyens financiers l'on établira des *ateliers d'assistance par le travail départementaux*, et *d'arrondissement*

(1) Rapport de l'Inspection générale des Services administratifs : Services pénitentiaires. (*Journ. Off.*, 2 août 1909. Annexes, p. 858 et ss.). Le travail du rapporteur de cette section, M. l'Inspecteur général-adjoint Alcindor, renferme notamment des renseignements intéressants sur les maisons cellulaires et les prisons transformables.

s'il y a lieu, eu égard au nombre des habitants, et l'on subventionnera le plus possible d'hôpitaux ou d'asiles pour les infirmes.

Tel est le vaste plan de réforme, esquissé seulement dans ses lignes principales, et pour l'exécution duquel d'utiles indications sont à puiser dans l'œuvre de la Commission parlementaire de 1907, offert aux hommes de bonne volonté au début du vingtième siècle ; sa réalisation, que nous voudrions prochaine, est faite pour tenter, pour séduire ceux qui s'intéressent aux questions sociales et, avec eux, tous ceux qui pensent, comme M. F. Dreyfus, que « dans une démocratie, il n'est pas de problème plus pressant que celui du vagabondage et de la mendicité, parce que sa solution correspond à deux grandes idées : le besoin de sécurité et le devoir de solidarité ».

ANNEXES

I

PROPOSITION MAURICE FAURE

ARTICLE PREMIER. — Chaque département est tenu d'avoir un établissement destiné à recevoir, nourrir et entretenir les invalides et les infirmes incapables de travailler et dénués de moyens d'existence suffisants. Le département pourra traiter à cet effet avec un établissement d'assistance, soit de ce département, soit d'un autre département. Ces traités devront être approuvés par le Ministre de l'Intérieur.

ART. 2. — Les départements et les communes pourront être autorisés par le Ministre de l'Intérieur à établir des maisons, colonies ou stations *dites de travail* et à y recevoir, pour les nourrir et les entretenir, les personnes valides dénuées, dans le moment, de moyens d'existence suffisants.

Le travail sera immédiatement obligatoire dans ces maisons.

Un plan d'organisation générale de ces maisons, colonies ou stations, sera dressé par les soins du Ministère de l'Intérieur, qui aura mission d'en assurer, par son action auprès des départements ou des communes, l'exécution progressive.

ART. 3. — Des subventions seront accordées par l'Etat, suivant les ressources du budget, aux départe-

ments, aux communes, aux associations dûment autorisées pour leur venir en aide dans les dépenses de construction ou d'appropriation des asiles ou maisons de travail.

ART. 4. — Un règlement d'administration publique déterminera :

Les conditions d'admission et d'entretien dans les asiles destinés aux indigents incapables de travailler ;

Les conditions d'admission et de séjour dans les maisons de travail ouvertes par les départements ou par les communes ;

Le mode d'organisation du travail industriel ou agricole ;

Les moyens pour les communes de subvenir au rapatriement des indigents trouvés dans une commune où ils n'ont pas leur résidence.

II

PROPOSITION MICHELIN

ARTICLE PREMIER. — Tout nécessiteux a droit à un secours immédiat et d'urgence qui lui sera délivré par le maire de la commune où il est domicilié.

ART. 2. — Ce secours immédiat consiste en bons de pain, en bons de viande ou de fourneaux et une modique somme d'argent.

ART. 3. — Les communes seront tenues d'inscrire à leur budget les crédits nécessaires pour faire face à ces dépenses de secours immédiats. Elles seront tenues, en outre, d'installer des locaux salubres destinés à servir d'asile aux nécessiteux pendant la nuit. Ceux-ci auront le droit d'y séjourner pendant trois nuits consécutives.

En cas de refus par la commune de voter les crédits nécessaires à ces dépenses, ils seront inscrits d'office par l'autorité supérieure.

ART. 4. — L'Etat contribuera pour un tiers à ces dépenses de secours de première nécessité. L'avance en sera faite pour la totalité par les communes, qui seront remboursées chaque année par l'Etat pour sa part contributive.

ART. 5. — Des subventions seront accordées par l'Etat aux sociétés d'assistance privée, telles que la Société d'Assistance par le Travail, lorsqu'elles seront reconnues d'utilité publique par décret.

III

PROPOSITIONS CRUPPI. — I. *Proposition de 1899.*

ARTICLE PREMIER. — Le vagabondage et la mendicité sont interdits sur le territoire de la République ; ils constituent des délits lorsque ceux qui s'y livrent sont aptes au travail ou ont des moyens suffisants de subsistance.

ART. 2. — Les vagabonds sont ceux qui n'ont ni domicile certain, ni moyens de subsistance et qui n'exercent habituellement ni métier, ni profession.

Sont assimilés aux vagabonds et punis des mêmes peines les gens sans aveu qui tirent leurs moyens d'existence du fait de pratiquer ou faciliter, sur la voie publique, les jeux illicites et la prostitution.

ART. 3. — Les maires, les commissaires de police, les gendarmes, les agents de police, les gardes-champêtres ou forestiers, les douaniers, les cantonniers, sont chargés concurremment de rechercher les délits de vagabondage et de mendicité.

Ils sont tenus de conduire immédiatement devant le juge de paix du canton les individus surpris en flagrant délit de vagabondage ou de mendicité. Ces individus seront internés dans la chambre de sûreté du can-

ton et comparaitront dans le délai de 24 heures devant le juge de paix.

ART. 4. — Le juge de paix, après interrogatoire et enquête, s'il y a lieu, décidera par sentence motivée si les individus arrêtés sont aptes au travail ou s'ils ont des moyens suffisants de subsistance. S'ils sont aptes au travail ou s'ils ont des moyens suffisants de subsistance, ils seront renvoyés devant le procureur de la République. Dans le cas contraire, si de plus ils ne sont soupçonnés d'autres infractions et si les délits de vagabondage ou de mendicité relevés à leur charge ne sont pas accompagnés d'une ou de plusieurs des circonstances aggravantes prévues aux articles 12, 13 et 14 de la présente loi, ils seront mis à la disposition de l'Administration pour être internés dans une maison instituée, conformément à l'article 9 ci-après, pendant un temps qui ne devra pas dépasser cinq années et qui pourra être abrégé par l'Administration, soit en cas de cessation d'infirmités, soit en cas de survenance de ressources.

Le tout sans préjudice des dispositions des articles 5 et 6 de la présente loi, relatives aux justifications de l'identité des nomades.

ART. 5. — Les individus convaincus du délit de vagabondage et de mendicité seront condamnés, pour la première infraction, à un emprisonnement de six jours à six mois ; pour la seconde, à un emprisonnement de six mois à deux ans ; pour toutes celles qui pourront suivre, à un emprisonnement de deux à cinq ans.

Les peines prévues pour chaque récidive cesseront d'être applicables s'il s'est écoulé plus de trois ans depuis l'expiration de la peine précédente.

ART. 6. — Tout nomade, même invalide ou infirme, sans profession habituelle, devra justifier de son identité à chaque réquisition des agents de la force publique.

S'il ne fait pas cette justification, il sera immédiatement conduit devant le juge de paix.

L'identité sera, à défaut d'autres pièces probantes, légalement établie par une carte d'identité contenant l'état-civil, le signalement et l'indication du dernier domicile de celui qui en sera détenteur.

Sur la production de toute pièce justificative utile, ces cartes seront mises gratuitement à la disposition des intéressés dans les bureaux des préfectures et des sous-préfectures.

ART. 7. — Tout individu visé à l'article précédent qui ne serait pas en mesure d'établir son identité, sera, pour ce seul fait, traduit devant le procureur de la République et passible d'un à six mois d'emprisonnement, indépendamment de peines plus fortes qu'il pourrait avoir encourues pour vagabondage ou mendicité.

ART. 8. — Tout étranger convaincu de vagabondage ou de mendicité, devra, soit à l'expiration de sa peine, soit à sa sortie de la maison de refuge ou de travail, être conduit, par les ordres du Gouvernement, hors du territoire de la République.

Il sera, en cas de récidive, condamné au maximum des peines édictées par la loi.

ART. 9. — Chaque département est tenu d'avoir une maison de refuge pour recevoir les invalides et les infirmes incapables de travailler et dénués de moyens d'existence suffisants.

Le département pourra traiter, à cet effet, avec tout hospice public ou privé ; les traités seront approuvés par le Ministre de l'Intérieur.

ART. 10. — Dans le but d'obvier au vagabondage et à la mendicité, chaque département est tenu d'ouvrir un établissement destiné à recevoir les personnes valides dénuées pour le moment de moyens d'existence suf-

fisants, et dans lequel le travail sera immédiatement obligatoire.

Les communes sont autorisées à subventionner ces établissements de travail.

Les départements et les communes peuvent traiter avec des établissements privés, autant que possible agricoles, approuvés par des décrets rendus en Conseil d'Etat.

ART. 11. — Le département aura un recours contre la commune du domicile de secours, suivant un tarif fixé par le Conseil général, pour les dépenses faites dans l'intérêt de la personne entretenue dans les hospices et pour la répétition des dépenses non couvertes par le travail des personnes recueillies dans les établissements de travail.

Le département et les communes sont subrogés de plein droit, pour le recouvrement de ces dépenses, aux créances alimentaires qui peuvent appartenir à ces personnes.

ART. 12. — Le maximum des peines édictées par l'article 5 sera appliqué et pourra être porté au double si le coupable a simulé une plaie ou une infirmité ; s'il a été accompagné d'un enfant retenu à cet effet ; s'il a opéré en réunion, à moins qu'il ne s'agisse du mari ou de la femme, du père ou de la mère et de leurs jeunes enfants, de l'aveugle et de son conducteur ; s'il a proféré des menaces ; s'il est entré sans la permission du propriétaire ou des personnes de la maison, soit dans une maison d'habitation, soit dans un enclos en dépendant ; s'il a été arrêté hors de l'arrondissement de sa résidence.

ART. 13. — Tout mendiant ou vagabond qui sera trouvé porteur d'un ou de plusieurs effets d'une valeur supérieure à 100 francs et qui ne justifiera pas d'où ils

proviennent, sera puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans.

ART. 14. — Tout mendiant ou vagabond qui aura été saisi travesti d'une manière quelconque, ou porteur d'armes, bien qu'il n'en ait ni usé, ni menacé, ou muni de limes, crochets ou autres instruments propres, soit à commettre des vols ou d'autres délits, soit à lui procurer les moyens de pénétrer dans les maisons, sera puni de deux à cinq ans d'emprisonnement.

Sera puni de la même peine, sans préjudice des peines plus fortes s'il y a lieu, à raison du genre et des circonstances de la violence, tout mendiant ou vagabond qui aura exercé ou tenté d'exercer un acte de violence, quel qu'il soit, envers les personnes.

Si le mendiant ou le vagabond qui aura exercé ou tenté d'exercer la violence se trouvait, en outre, dans l'un des cas prévus au paragraphe premier du présent article, il sera puni d'un emprisonnement de cinq à dix ans.

ART. 15. — Les peines établies par le Code Pénal contre les individus porteurs de faux certificats, faux passe-ports ou fausses feuilles de route, seront toujours portées au maximum, quand elles seront appliquées à des vagabonds ou mendiants.

ART. 16. — Les mendiants ou vagabonds qui auront subi une durée d'emprisonnement égale au quart de la peine prononcée pourront demander à être internés dans un établissement de travail et, s'il y a lieu, dans une maison de refuge, où ils accompliront le reste de leur peine. Ils seront réintégrés dans la prison si leur conduite donne lieu à une plainte du directeur de l'établissement.

Ils pourront être également réclamés par délibération du Conseil municipal de la commune ou cautionnés par un citoyen solvable. Si le Gouvernement accueille la

réclamation ou agréée la caution, les individus ainsi réclamés ou cautionnés seront, par ses ordres, renvoyés ou conduits dans la commune qui les aura réclamés, ou dans celle qui leur sera assignée pour résidence sur la demande de la caution.

ART. 17. — Les extraits du casier judiciaire délivrés aux parties ne devront pas relever la première condamnation prononcée pour mendicité et vagabondage.

ART. 18. — L'article 463 du Code pénal est applicable aux infractions prévues par la présente loi.

ART. 19. — Les dépôts de mendicité prévus par les articles 274 et 275 du Code Pénal sont supprimés.

Ces établissements, actuellement existants, seront, dès la promulgation de la présente loi, affectés aux services publics institués par les articles 9 et 10.

ART. 20. — Un règlement d'administration publique déterminera les conditions d'admission, d'entretien et de séjour dans les maisons de refuge et les établissements de travail ouverts par les départements.

ART. 21. — Les articles 269 à 282 du Code Pénal, le Décret du 5 juillet 1808 et l'article 19 de la loi du 27 mai 1885, sont abrogés.

II. *Proposition de 1907*

ARTICLE PREMIER. — La mendicité et le vagabondage sont interdits sur le territoire de la République ; ils constituent des délits et sont punissables sous les conditions ci-après déterminées.

ART. 2. — Le mendiant punissable est celui qui, en quelque lieu que ce soit, sollicite la charité dans son propre intérêt, et qui, étant apte au travail, ne justifie pas avoir fait le nécessaire pour en trouver ou bien a refusé le travail rémunéré qui lui était offert, soit par

un particulier, soit par une œuvre d'assistance publique ou privée.

ART. 3. — Le vagabond punissable est celui qui, n'ayant ni domicile certain, ni moyens de subsistance et n'exerçant habituellement ni métier, ni profession, est apte au travail et ne justifie pas avoir fait le nécessaire pour en trouver, ou bien a refusé le travail rémunéré qui lui était offert, soit par un particulier, soit par une œuvre d'assistance publique ou privée.

Sont assimilés aux vagabonds et punissables des mêmes peines, tous individus qui, dans les termes de l'article 4, paragraphe 5, de la loi du 27 mai 1885, soit qu'ils aient ou non un domicile certain, ne tirent habituellement leur subsistance que du fait de pratiquer ou faciliter sur la voie publique l'exercice des jeux illicites ou la prostitution d'autrui.

ART. 4. — Les maires, les commissaires de police, les gendarmes, les gardes-champêtres et forestiers, les douaniers et, en général, tous les agents dépositaires de la force publique, sont chargés concurremment de rechercher les délits de vagabondage et de mendicité.

Ils sont tenus de conduire immédiatement devant le juge de paix du canton les individus surpris en flagrant délit de vagabondage ou de mendicité.

ART. 5. — Les gardes-champêtres, les gardes forestiers, les cantonniers, et en général les personnes énumérées dans le décret du 1^{er} mars 1854, comme étant placées sous la surveillance des commandants de brigade, ou appelées à concourir avec la gendarmerie au maintien de l'ordre et de la tranquillité publiques, doivent obtempérer à toutes les demandes et réquisitions qui leur sont faites par la gendarmerie.

ART. 6. — Le juge de paix, après interrogatoire, ordonnera la mise en liberté immédiate de l'individu ar-

rêté, si ses justifications sont de nature à faire disparaître tout délit.

ART. 7. — S'il y a lieu de procéder à une enquête et à des vérifications qui ne puissent être terminées dans les 24 heures de l'interrogatoire, le juge de paix ordonnera le renvoi immédiat de l'individu arrêté devant le procureur de la République.

ART. 8. — Ce renvoi sera également ordonné s'il existe présomption suffisante contre l'inculpé d'avoir commis les faits qualifiés aux articles 2 et 3 de la présente loi.

ART. 9. — Si l'inculpé n'est pas apte au travail, s'il est invalide ou infirme, s'il a dépassé l'âge de soixante-cinq ans, ou si, étant apte au travail, il justifie avoir fait inutilement le nécessaire pour en trouver, s'il n'est pas établi contre lui qu'il ait refusé le travail rémunéré qui lui était offert, le juge de paix déclarera qu'il n'y a pas lieu à suivre contre lui, et, si c'est un vieillard, un invalide ou un infirme, pourra le renvoyer immédiatement au service d'assistance départemental ou communal ou, à défaut, dans une maison de refuge ou dans un établissement d'assistance, s'il en existe de désignés ou institués à cet effet par le département.

ART. 10. — Dans les cas prévus par les articles 6, 7, 8 et 9, le juge de paix statuera publiquement et d'urgence sans les réquisitions du ministère public.

ART. 11. — Dans les cantons dont le chef-lieu est en même temps le siège d'un tribunal d'arrondissement, les fonctions dévolues au juge de paix par la présente loi seront remplies par le juge d'instruction.

ART. 12. — Tout individu, hospitalisé en vertu de l'article 9, ne pourra être autorisé à sortir de l'établissement où il aura été recueilli que par un jugement rendu par le Tribunal civil statuant en chambre du conseil.

La sortie pourra être demandée par l'hospitalisé, ou par toute personne charitable qui se chargera de subvenir à ses besoins.

ART. 13. — Quand il existe dans un département ou dans une commune un établissement public ou un établissement privé approuvé par l'Administration, destiné à recueillir les personnes valides sans ouvrage et où le travail est obligatoire pour les personnes recueillies, et que l'Administration aura constaté que des écriteaux, en nombre suffisant, ont fait connaître au public l'existence de cet établissement, cette annonce constitue l'offre de travail nécessaire qui rendra punissables le vagabondage et de la mendicité.

ART. 14. — Dans le cas où, faute de place, les établissements mentionnés à l'article précédent auraient refusé l'admission, ils délivreront à l'impétrant une attestation de ce refus, qu'il pourra invoquer à titre de justification devant le juge de paix ou devant le juge d'instruction.

ART. 15. — Les individus convaincus du délit de vagabondage ou de mendicité seront condamnés, pour la première infraction, à un emprisonnement de six jours à trois mois ; pour la deuxième, à un emprisonnement de trois mois à un an ; pour la troisième, à un emprisonnement de un à deux ans ; pour la quatrième, à un emprisonnement de deux à trois ans ; pour la cinquième et celles qui pourront suivre, à un emprisonnement de trois à sept ans, sans que la peine, en ce dernier cas, puisse être diminuée par l'admission de circonstances atténuantes.

Les peines prévues pour chaque récidive cesseront d'être applicables s'il s'est écoulé plus de trois ans depuis l'expiration de la peine précédente.

ART. 16. — Tout vagabond ou mendiant, même invalide ou infirme, sans profession habituelle, devra justi-

fier de son identité à chaque réquisition des agents de la force publique.

L'identité sera, à défaut d'autres pièces probantes, légalement établie par une carte contenant l'état-civil, le signalement et l'indication du dernier domicile de celui qui en sera détenteur.

Sur la production de toute pièce justificative utile, ces cartes d'identité seront mises gratuitement à la disposition des intéressés dans les bureaux des préfectures et des sous-préfectures.

ART. 17. — Tout individu visé à l'article précédent qui ne serait pas en mesure d'établir son identité, sera pour ce seul fait traduit devant le procureur de la République et passible d'une peine de six jours à trois mois d'emprisonnement, indépendamment des peines plus fortes qu'il pourrait avoir encourues pour vagabondage et mendicité.

ART. 18. — Tout étranger convaincu de vagabondage ou de mendicité devra, à l'expiration de sa peine, être conduit, par les ordres du Gouvernement, hors du territoire de la République.

Il sera, en cas de récidive, condamné au maximum des peines édictées par la loi.

ART. 19. — Le maximum des peines édictées par l'article 15 sera appliqué et pourra être porté au double : si le coupable a simulé une plaie ou une infirmité ; s'il a été accompagné d'un enfant retenu à cet effet ; s'il a opéré en réunion, à moins qu'il ne s'agisse du mari ou de la femme, du père ou de la mère et de leurs jeunes enfants, de l'aveugle et de son conducteur ; s'il a proféré des menaces ; s'il est entré sans la permission du propriétaire ou des personnes de la maison, soit dans une maison d'habitation, soit dans un enclos en dépendant.

ART. 20. — Tout mendiant ou vagabond qui sera trouvé porteur d'un ou plusieurs effets d'une valeur supérieure à 100 francs et qui ne justifiera pas d'où ils proviennent sera puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans.

ART. 21. — Tout mendiant ou vagabond qui aura été saisi travesti d'une manière quelconque ou porteur d'armes, bien qu'il n'en ait ni usé, ni menacé, ou muni de limes, crochets ou autres instruments propres, soit à commettre des vols ou d'autres délits, soit à lui procurer les moyens de pénétrer dans les maisons, sera puni de deux à cinq ans d'emprisonnement.

Sera puni de la même peine, sans préjudice des peines plus fortes s'il y a lieu, à raison du genre et des circonstances de la violence, tout mendiant ou vagabond qui aura exercé ou tenté d'exercer un acte de violence quel qu'il soit, envers les personnes.

Si le mendiant ou le vagabond qui aura exercé ou tenté d'exercer la violence se trouvait, en outre, dans l'un des cas prévus au paragraphe premier du présent article, il sera puni d'un emprisonnement de cinq à dix ans.

ART. 22. — Les peines établies par le Code Pénal contre les individus porteurs de faux certificats, fausses cartes d'identité, faux passe-ports ou fausses feuilles de route, seront toujours portées au maximum quand elles seront appliquées à des vagabonds ou à des mendiants.

ART. 23. — Les articles 19, 20, 21 et 22 sont applicables à tout mendiant et vagabond, quand bien même il serait incapable de travailler ou justifierait avoir cherché du travail sans en trouver.

ART. 24. — Lorsque les mendiants ou vagabonds auront subi une durée d'emprisonnement égale au quart de la peine prononcée, ils pourront demander leur libéra-

tion anticipée au tribunal dans le ressort duquel est située la prison.

Si la demande est rejetée, elle ne pourra être renouvelée qu'après un délai d'une année.

Le tribunal est saisi par simple requête sur papier libre et sans frais.

La demande de libération anticipée pourra être également introduite par le conseil municipal ou par un citoyen solvable.

ART. 25. — Toute demande devra être accompagnée de pièces justificatives établissant ou que l'interné a acquis des moyens d'existence, ou qu'il a un travail assuré, ou enfin qu'il doit être hospitalisé.

Le jugement sera motivé, rendu en audience publique, et il ne sera susceptible d'aucun recours autre que celui prévu par l'article 441 du Code d'Instruction Criminelle.

ART. 26. — La première condamnation pour mendicité ou vagabondage, sans circonstances aggravantes, ne sera pas consignée sur le casier judiciaire délivré aux parties et n'entraînera pas l'incapacité électorale.

ART. 27. — L'article 463 du Code Pénal est applicable aux infractions de la présente loi, sauf l'exception prévue par l'article 15.

ART. 28. — Les dépôts de mendicité prévus par les articles 274, 275 du Code Pénal et par le Décret du 5 juillet 1809, sont supprimés.

IV

PROPOSITION DE POMEREU

ARTICLE PREMIER. — Les nomades étrangers ne pourront exercer en France une profession ambulante sans être munis de deux autorisations.

La première sera délivrée par le préfet du départe-

ment-frontière, sur l'attestation que les nomades possèdent des ressources et des moyens d'existence suffisants pour entreprendre leur voyage.

La demande énoncera le genre de métier ou d'exercice auquel ils entendent se livrer, ainsi que tous les renseignements qui seraient jugés nécessaires par l'autorité préfectorale. L'autorisation du préfet devra contenir un signalement détaillé de tous les permissionnaires, hommes, femmes et enfants.

Les individus munis d'autorisation préfectorale seront tenus de faire viser leur carnet à la préfecture ou à la sous-préfecture la plus voisine du point par lequel ils seront entrés dans le département frontière.

La seconde autorisation sera délivrée par le maire de la commune où devra séjourner l'intéressé.

Les individus munis de l'autorisation du maire seront tenus de faire viser leur carnet à la mairie de la commune dans laquelle ils voudront exercer leur profession.

Les autorisations précitées devront être présentées à toute réquisition des agents de la force publique et des autorités. Elles seront immédiatement retirées par ceux-ci à tout individu qui se livrera à la mendicité ou au vagabondage et commettra une infraction aux lois et règlements.

Avis du retrait sera porté de suite à la connaissance du préfet.

ART. 2. — Le stationnement sur la voie publique ou sur les terrains communaux des voitures servant au logement des bohémiens, camps volants ou autres individus nomades, est formellement interdit à moins d'autorisation régulière.

ART. 3. — Les nomades étrangers désignés à l'article précédent seront, par les soins des autorités locales, refoulés avec leurs voitures et dans le plus bref délai

possible, dans la direction de leur pays d'origine constaté ou présumé ou de leur domicile de secours, ou de l'endroit où ils justifieraient avoir du travail assuré.

Il en sera de même pour tous ceux qui circulent actuellement en France et qui ne pourront pas justifier de leurs moyens d'existence.

Les avances faites par les communes et les départements pour nourriture ou logement seront remboursées par le service de la sûreté générale.

ART. 4. — Les nomades étrangers qui auront contrevenu aux dispositions ci-dessus ou qui auront essayé d'égarer les autorités sur leur identité, seront déférés aux tribunaux compétents.

ART. 5. — Les nomades étrangers se présentant à la frontière pour demander une autorisation de séjourner en France devront consigner une somme représentant les impôts et taxes que les Français sont tenus d'acquitter : taxe sur les chevaux et voitures, impôt des portes et fenêtres, contribution mobilière, patente, prestation pour la circulation sur les routes, port d'armes, taxes sur les chiens et les vélocipèdes.

La quittance qui leur sera délivrée devra être présentée aux maires des communes traversées et à toute réquisition des autorités et agents de la force publique.

V

PROPOSITION G. BERRY

« I. — 1° Les articles de loi concernant le vagabondage et la mendicité sont abrogés ;

2° Le vagabondage et la mendicité sont désormais considérés comme des contraventions, avec faculté au juge de paix de pouvoir frapper le mendiant et le vagabond d'une condamnation variant de huit jours à cinq ans d'internement dans une colonie de travail.

II. — Il sera créé par l'Etat des colonies de répression où les vagabonds et les mendiants arrêtés sur la voie publique seront astreints au travail.

Ces colonies seront divisées en plusieurs sections, où seront placés les internés suivant leur degré de corruption.

III. — Les Conseils municipaux et les Conseils généraux sont autorisés à voter des fonds pour organiser des ateliers communaux et départementaux, où trouveront du travail les citoyens sans ouvrage, domiciliés ou nés dans la commune ou le département.

VI

PROPOSITION FLANDIN

ARTICLE PREMIER. — Les articles 269, 270, 271, 274, 276 et 282 du Code Pénal sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

« Art. 269. — Le vagabondage est un délit *dans les conditions exprimées ci-après* :

» Art. 270. — Les vagabonds ou gens sans aveu sont ceux qui n'ont ni domicile fixe, ni moyens de subsistance et qui n'exercent habituellement ni métier, ni profession, *bien qu'ils aient la force et le moyen de travailler.*

» Art. 271. — Les vagabonds ou gens sans aveu qui auront été légalement déclarés tels seront, pour ce seul fait, punis de trois à six mois d'emprisonnement.

» *Au cas de récidive, le condamné subira le maximum de la peine encourue, lequel pourra être porté au double. Après quatre condamnations, le condamné sera, à l'expiration de sa peine, interné dans une colonie de travail pour une durée de deux années au moins et de cinq années au plus.*

» Les vagabonds âgés de moins de 18 ans ne pourront être condamnés à l'emprisonnement, *mais seront,*

selon les circonstances, soit remis à leurs parents ou confiés à une institution charitable ou à un particulier pour être placés en apprentissage, soit envoyés dans une maison de correction pour y être élevés et détenus jusqu'à leur majorité.

» *En décidant que le vagabond mineur sera remis à ses parents, le jugement pourra confier à une œuvre de patronage ou à une personne spécialement désignée, le soin de veiller sur le vagabond mineur et de s'assurer qu'il n'est pas laissé à l'abandon.*

» *Art. 274. — Toute personne valide, ayant des moyens de subsistance ou pouvant se les procurer par le travail, qui aura, en quelque lieu que ce soit, sollicité la charité publique dans son propre intérêt, sera punie de trois à six mois d'emprisonnement.*

» *En cas de récidive, le condamné subira le maximum de la peine encourue, lequel pourra être porté au double.*

» *Après quatre condamnations pour mendicité ou vagabondage, le condamné sera, à l'expiration de sa peine, interné dans une colonie de travail pour deux ans au moins et cinq ans au plus.*

» *Art. 275. — Les dispositions de l'article 271, §§ 3 et 4, seront applicables aux mendiants âgés de moins de 18 ans.*

» *Art. 276. — Tous mendiants, même invalides, qui auront usé de menace ou seront entrés sans permission du propriétaire ou des personnes de sa maison, soit dans une habitation, soit dans un enclos en dépendant, ou qui feindront des plaies ou infirmités, ou qui auront cherché à apitoyer la charité publique en mendiant avec de jeunes enfants dans les lieux où existent des crèches ou asiles pour l'enfance, ou qui mendieront en réunion, à moins que ce ne soit le mari et la femme, le père ou la mère et leurs jeunes enfants ailleurs que dans les lieux spécifiés au paragraphe précédent, l'aveu-*

gle et son conducteur, seront punis d'un emprisonnement de six mois à deux ans.

» Art. 282. — *Les mendiants ou vagabonds qui auront été condamnés aux peines portées par les articles 277, 278 et 279 pour les délits prévus par ces articles, seront, à l'expiration de leur peine, internés dans une colonie de travail pour une durée d'une année au moins et de cinq années au plus.*

» *Les mendiants et vagabonds internés dans une colonie de travail seront assujettis au travail forcé ; ils seront employés, soit à l'intérieur de l'établissement, soit au dehors, à des travaux agricoles, industriels ou d'utilité publique.*

» *Les condamnés à l'internement dans une colonie de travail seront admis au bénéfice des dispositions de la loi du 14 août 1885, sur la libération conditionnelle.*

» *A défaut de colonie de travail, le vagabond ou mendiant condamné à l'internement sera interné dans un établissement cellulaire avec faculté pour l'administration pénitentiaire de l'employer à des travaux en dehors de l'établissement.* »

ART. 2. — Le dernier paragraphe de l'article 4 de la loi du 27 mai 1885, modifié par la loi du 3 avril 1903, est remplacé par les dispositions suivantes :

« *Seront considérés comme gens sans aveu et punis des peines édictées contre le vagabondage tous individus qui, soit qu'ils aient ou non un domicile certain, tirent leur subsistance du fait de pratiquer ou faciliter sur la voie publique l'exercice de jeux illicites.*

» *Seront punis d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de 100 à 1.000 francs, avec interdiction de séjour de cinq à dix ans, tous individus ayant fait métier de souteneur. Sont considérés comme souteneurs ceux qui aident ou protègent les prostituées pour en partager les profits.*

» Au cas de récidive, tous individus condamnés comme souteneurs seront, à l'expiration de leur peine, internés dans une colonie de travail pour une durée de deux années au moins et de cinq années au plus.

» Seront punis de trois à six mois d'emprisonnement ceux qui, avec connaissance, auront délivré de fausses déclarations de travail ou d'emploi à des individus tirant leur subsistance du fait de pratiquer ou faciliter des jeux illicites sur la voie publique ou la prostitution d'autrui. »

ART. 3. — La mendicité et le vagabondage sont interdits sur le territoire de la République.

Les maires, commissaires de police, gendarmes, gardes champêtres et forestiers, douaniers, cantonniers, éclusiers, et en général tous les agents de la force publique sont chargés concurremment de conduire immédiatement devant le juge de paix du canton, et dans le canton siège du tribunal de première instance devant le procureur de la République, tous individus surpris en flagrant délit de vagabondage ou de mendicité.

ART. 4. — Le procureur de la République, dans le canton siège du tribunal de première instance, le juge de paix, dans les autres cantons de l'arrondissement judiciaire, après avoir procédé dans les vingt-quatre heures à l'interrogatoire de l'inculpé et à une enquête sommaire, ordonnera par décision motivée, soit le renvoi de l'inculpé devant la juridiction compétente à fin de poursuites judiciaires, soit sa mise à la disposition de l'autorité administrative avec réquisition de placement d'urgence dans un hospice, s'il est âgé de plus de 65 ans, invalide ou infirme et sans moyens d'existence, soit son admission dans un établissement d'assistance par le travail, s'il prouve avoir inutilement cherché du travail, soit sa mise en liberté immédiate si son arrestation est reconnue non justifiée.

ART. 5. — Tout vagabond ou mendiant hospitalisé en vertu du précédent article dans un hospice de vieillards, d'infirmes ou d'incurables ne sera autorisé à sortir de l'établissement où il aura été recueilli que sur ordonnance du président du tribunal.

Cette ordonnance sera rendue sans frais à la demande, soit de l'Administration, soit de l'hospitalisé, soit de toute personne déclarant se charger de subvenir à ses besoins.

ART. 6. — Il sera inscrit au budget ordinaire départemental une somme suffisante pour assurer dans le département le fonctionnement régulier de l'assistance par le travail.

Le Conseil général pourra, soit créer des établissements départementaux d'assistance par le travail, soit subventionner des œuvres communales ou privées.

Les dépenses afférentes à l'organisation de l'assistance par le travail figureront au nombre des dépenses obligatoires prévues par les articles 60 et 61 de la loi du 10 août 1871.

ART. 7. — Les établissements d'assistance par le travail devront procurer le travail assurant momentanément la subsistance et favoriser le reclassement des assistés.

Ils comporteront des ateliers ou chantiers de travail et un bureau de placement gratuit.

En aucun cas, les produits du travail des assistés ne pourront être vendus à un cours inférieur au cours normal.

ART. 8. — Tous nomades qui, n'ayant ni domicile, ni résidence fixe, voudront exercer une profession ambulante, seront tenus de se munir d'une autorisation écrite du préfet du département dans lequel ils entendront circuler.

Tous nomades arrivant dans une commune devront

présenter cette autorisation au maire avec leurs feuilles signalétiques visées par la préfecture. Les maires viseront ces feuilles à l'arrivée et au départ.

Toute contravention aux dispositions du présent article constituera les nomades contrevenants en état de vagabondage et les rendra passibles des peines édictées par le Code Pénal.

VII

PROPOSITION LEBRUN

ARTICLE PREMIER. — Le premier paragraphe de l'article premier de la loi du 8 août 1893 est complété comme suit : « Aucune déclaration ne peut être accueillie par les maires ou leurs représentants si celui qui la fait ne justifie pas des pièces d'identité requises par le règlement d'administration publique prévu ci-après. »

ART. 2. — Le premier paragraphe de l'article 3 de la même loi est modifié comme suit : « L'étranger qui n'aura pas fait la déclaration imposée par la loi dans le délai déterminé, ou qui n'aura pas fait viser son certificat d'immatriculation en cas de changement de résidence, ou qui refusera... etc. »

ART. 3. — Le deuxième paragraphe du même article est ainsi modifié : « Celui qui aura fait sciemment une déclaration fausse ou inexacte, qui aura dissimulé ou tenté de dissimuler son identité, soit en faisant, soit en tentant de faire usage de faux papiers, même lorsque cette tentative ou cet usage n'auront pas eu pour but de faire porter une condamnation au casier judiciaire d'un tiers, sera passible... etc. »

ART. 4. — Il est ajouté à ladite loi un article 6 ainsi conçu : « Article 6. — Un règlement d'administration publique déterminera les pièces d'identité prévues à l'article premier. »

VII

PROPOSITION DE LA COMMISSION DU VAGABONDAGE

ARTICLE PREMIER. — La mendicité et le vagabondage sont interdits sur le territoire de la République.

ART. 2. — Les maires, commissaires de police, gendarmes, gardes champêtres, gardes forestiers, douaniers, gardes particuliers, ainsi que les cantonniers et éclusiers spécialement assermentés, et en général tous les agents de la force publique sont chargés concurremment de conduire devant le juge de paix du canton et, dans le canton siège du tribunal de première instance, devant le procureur de la République, tous individus trouvés en état de vagabondage ou de mendicité.

Le procureur de la République dans le canton siège du tribunal de première instance, le juge de paix dans les autres cantons de l'arrondissement judiciaire, après interrogatoire, ordonneront que l'individu soit laissé libre, si ses justifications sont de nature à faire disparaître tout délit ou, dans le cas de présomption de culpabilité, qu'il soit renvoyé devant l'autorité judiciaire compétente à fin de poursuites.

S'il y a lieu de procéder à une enquête et à des vérifications qui ne pourraient être terminées dans les vingt-quatre heures de l'interrogatoire, le juge de paix ordonnera le renvoi immédiat de l'individu arrêté devant le procureur de la République.

Si l'individu arrêté a atteint l'âge de 70 ans ou s'il est invalide et infirme et sans moyens d'existence, ou s'il est prouvé qu'étant valide il a inutilement cherché du travail, le procureur de la République dans le canton siège du tribunal de première instance, le juge de paix dans les autres cantons de l'arrondissement, prononceront sa mise à la disposition de l'autorité admi-

nistrative avec réquisition de placement d'urgence dans un hospice ou dans un établissement d'assistance par le travail.

ART. 3. — Les articles 269, 270, 271, 274, 275, 276 et 282 du Code Pénal sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

« Art. 269. — Le vagabondage n'est un délit que dans les conditions exprimées ci-après :

» Art. 270. — Les vagabonds ou gens sans aveu sont ceux qui n'ont ni domicile fixe, ni moyens de subsistance et qui n'exercent habituellement ni métier, ni profession, bien qu'ils aient la force et le moyen de travailler.

» Art. 271. — Les vagabonds ou gens sans aveu, qui auront été légalement déclarés tels, seront, pour ce seul fait, punis de trois à six mois d'emprisonnement.

» Après trois condamnations, le condamné sera, à l'expiration de sa peine, interné dans une colonie de travail pour une durée de deux années au moins et de cinq années au plus.

» Seront considérés comme vagabonds les mineurs de dix-huit ans qui, ayant sans cause légitime quitté, soit le domicile de leurs parents ou tuteurs, soit les lieux où ils étaient placés par ceux à l'autorité desquels ils étaient soumis ou confiés, auront été trouvés soit errants, soit logeant en garni, soit n'exerçant aucune profession régulière, soit tirant leurs ressources ou de la débauche ou de métiers prohibés.

» Les vagabonds âgés de moins de dix-huit ans ne pourront être condamnés à l'emprisonnement, mais seront, selon les circonstances, soit remis à leurs parents, soit confiés à une institution charitable régulièrement autorisée à cet effet ou à un particulier, soit envoyés dans une colonie pénitentiaire ou correctionnelle pour y être élevés et retenus jusqu'à l'âge de 21 ans, à moins qu'a-

vant cet âge ils n'aient contracté un engagement régulier dans les armées de terre ou de mer.

» En décidant que le vagabond mineur sera remis à ses parents, le jugement pourra confier à une œuvre de patronage ou à une personne spécialement désignée, le soin de veiller sur ce mineur et de s'assurer qu'il n'est pas laissé à l'abandon.

» ART. 274. — Toute personne valide ayant des moyens de subsistance ou pouvant se les procurer par le travail, qui aura, en quelque lieu que ce soit, sollicité la charité publique dans son propre intérêt, sera punie de trois à six mois d'emprisonnement.

» Après trois condamnations pour mendicité, le condamné sera, à l'expiration de sa peine, interné dans une colonie de travail pour deux ans au moins et cinq ans au plus.

» Art. 275. — Les dispositions des articles 271, §§ 3 et 4, seront applicables aux mendiants âgés de moins de dix-huit ans.

» Art. 276. — Tous mendiants, même invalides, qui auront usé de menaces ou seront entrés sans permission du propriétaire ou des personnes de la maison, soit dans une habitation, soit dans un enclos en dépendant ; ou qui feindront des plaies ou des infirmités ; ou qui auront cherché à apitoyer la charité publique en mendiant avec de jeunes enfants dans des lieux où existent des crèches, asiles ou écoles pour les recevoir ; ou qui mendieront en réunion, à moins que ce ne soient le mari et la femme, le père ou la mère et les jeunes enfants ailleurs que dans les lieux spécifiés au paragraphe précédent, l'aveugle et son conducteur ; seront punis d'un emprisonnement de six mois à deux ans.

» Art. 282. — Les mendiants ou vagabonds qui auront été condamnés aux peines portées par les articles 277, 278 et 279 pour les délits prévus par ces articles, seront, à l'expiration de leur peine, internés dans une co-

lonie de travail pour une durée d'une année au moins et de cinq années au plus.

» Les mendiants et vagabonds internés dans une de ces colonies seront astreints au travail.

» Les condamnés à l'internement dans une colonie de travail seront admis au bénéfice des dispositions de la loi du 14 août 1885 sur la libération conditionnelle.

» Ils seront employés, soit à l'intérieur de l'établissement, soit au dehors, à des travaux agricoles, industriels ou d'utilité publique. Ceux d'entre eux qui feront preuve d'assiduité au travail pourront être confiés, pendant la période des travaux agricoles, à des cultivateurs qui en feront la demande et qui s'engageront à leur donner une rétribution égale à celle des ouvriers agricoles de la région. Ces rémunérations seront versées à l'établissement et seront portées à la masse de l'intéressé dans les mêmes conditions que s'il avait travaillé pour le compte de l'établissement.

» Les vagabonds spéciaux de l'article 4 de la présente loi ne pourront jamais être employés à des travaux en dehors de l'établissement.

» A défaut de colonies de travail, le vagabond ou mendiant condamné à l'internement sera placé dans un établissement cellulaire avec faculté pour l'administration pénitentiaire de l'employer à des travaux en dehors de l'établissement.

ART. 4. — Le dernier paragraphe de l'article 4 de la loi du 27 mai 1885, modifié par la loi du 3 avril 1903, est remplacé par les dispositions suivantes :

« Seront considérés comme gens sans aveu et punis des peines édictées contre le vagabondage, tous individus qui, soit qu'ils aient ou non un domicile certain, tirent leur subsistance du fait de pratiquer ou faciliter sur la voie publique l'exercice de jeux illicites.

» Seront punis d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de 100 à 1.000 francs, avec

interdiction de séjour de cinq à dix ans, tous individus ayant fait métier de souteneur.

» Seront considérés comme souteneurs ceux qui aident, assistent ou protègent la prostitution d'autrui s'exerçant sur les lieux publics ou qui en partagent les profits.

» Au cas de récidive, tous individus condamnés comme souteneurs seront, à l'expiration de leur peine, internés dans une colonie de travail pour une durée de deux années au moins et de cinq ans au plus.

» Seront punis de trois à six mois d'emprisonnement ceux qui, avec connaissance, auront délivré de fausses déclarations de travail ou d'emploi à des individus tirant leur subsistance du fait de pratiquer ou faciliter des jeux illicites sur la voie publique ou la prostitution d'autrui. »

ART. 5. — Tout individu hospitalisé en vertu de l'article 2 ne sera autorisé à sortir de l'établissement où il aura été recueilli que sur ordonnance du président du tribunal, le ministère public entendu.

Cette ordonnance sera rendue sans frais sur la simple demande soit de l'administration, soit de l'hospitalisé, soit de toute personne déclarant se charger de subvenir aux besoins de ce dernier.

ART. 6. — Il sera inscrit au budget ordinaire départemental une somme suffisante pour assurer dans le département le fonctionnement régulier de l'assistance par le travail.

Le Conseil général pourra, soit créer des établissements départementaux d'assistance par le travail, soit subventionner des œuvres communales ou privées, sous le contrôle de l'Etat.

Les dépenses afférentes à l'organisation de l'assistance par le travail figureront au nombre des dépenses obligatoires prévues par les articles 60 et 61 de la loi du 10 août 1871.

ART. 7. — Les établissements d'assistance par le travail devront procurer le travail assurant momentanément la subsistance des assistés et faciliter leur reclassement.

Ils comporteront des ateliers, des colonies ou des chantiers de travail et un bureau de placement gratuit.

En aucun cas, les produits du travail des assistés ne pourront être vendus à un cours inférieur au cours normal.

ART. 8. — Tous nomades, sans domicile ni résidence fixe, exerçant ou non une profession ambulante, seront tenus de se munir d'une autorisation écrite du préfet du département dans lequel ils entendront circuler.

Tous nomades arrivant dans une commune devront présenter cette autorisation au maire avec leurs carnets anthropométriques visés par la préfecture. Les maires viseront ces feuilles à l'arrivée et au départ.

Toute contravention aux dispositions du présent article constituera les nomades contrevenants en état de vagabondage et les rendra passibles des peines édictées par le Code Pénal.

ART. 9. — Les articles premier et 3 de la loi du 8 août 1893 sont modifiés comme suit :

Article premier. — « Tout étranger, non admis à domicile, arrivant dans une commune pour y exercer une profession, un commerce ou une industrie, devra faire, à la mairie, une déclaration de résidence en justifiant de son identité, dans les huit jours de son arrivée. Aucune déclaration ne pourra être accueillie par les maires ou leurs représentants, si celui qui la fait ne justifie pas des pièces d'identité requises par le règlement d'administration publique prévu ci-après. Il sera tenu, à cet effet, un registre d'immatriculation des étrangers, suivant la forme déterminée par un arrêté ministériel.

» Un extrait du registre sera délivré au déclarant.

dans la forme des actes de l'état-civil, moyennant les mêmes droits.

» En cas de changement de commune, l'étranger fera viser son certificat d'immatriculation, dans les deux jours de son arrivée, à la mairie de sa nouvelle résidence. »

Article 3. — « L'étranger qui n'aura pas fait la déclaration imposée par la loi dans le délai déterminé, ou qui n'aura pas fait viser son certificat d'immatriculation en cas de changement de résidence, ou qui refusera de produire son certificat à la première réquisition, sera passible d'une amende de 50 à 200 francs.

» Celui qui aura fait sciemment une déclaration fausse ou inexacte, qui aura dissimulé ou tenté de dissimuler son identité, soit en faisant, soit en tentant de faire usage de faux papiers, même lorsque cette tentative ou cet usage n'auront pas eu pour but de faire porter une condamnation au casier judiciaire d'un tiers, sera passible d'une amende de 100 à 300 francs et, s'il y a lieu, de l'interdiction temporaire ou indéfinie du territoire français.

» L'étranger expulsé du territoire français qui y serait rentré sans l'autorisation du gouvernement sera condamné à un emprisonnement de un à six mois. Il sera, à l'expiration de sa peine, reconduit à la frontière.

» L'article 463 du Code Pénal est applicable aux cas prévus par la présente loi. »

ART. 10. — Des règlements d'administration publique détermineront les conditions d'application de la présente loi.

ART. 11. — L'article 463 du Code Pénal est applicable aux cas prévus par la présente loi, sauf à ceux visés par l'article 4.

ART. 12. — Toutes dispositions contraires à celles de la présente loi sont abrogées.

IX

PROJET DE LOI DU GOUVERNEMENT

I. — *Réglementation du Commerce ambulant*

ARTICLE PREMIER. — Quiconque voudra exercer une profession, une industrie ou un commerce ambulant sera tenu d'en faire la déclaration à la sous-préfecture de l'arrondissement où il a son domicile et où il paye ses contributions ; la déclaration comprendra les nom, profession, domicile, date et lieu de naissance du déclarant. Récépissé lui en sera délivré sur la seule justification de son identité.

ART. 2. — L'exercice d'une profession, d'une industrie ou d'un commerce ambulant sans déclaration préalable, la fausseté de la déclaration, le défaut de présentation du récépissé à toute réquisition, constituent des contraventions.

Les contrevenants seront punis d'une amende de 5 à 15 francs et pourront l'être, en outre, d'un emprisonnement de un à cinq jours.

En cas de récidive ou de déclaration mensongère, l'emprisonnement sera nécessairement prononcé.

II. — *Réglementation de la circulation des nomades*

ART. 3. — Tout individu qui circulera en France sans profession déterminée, ou qui, arguant d'une profession ou d'un commerce, n'aura pas de domicile fixe ou ne payera pas l'une des quatre contributions directes, sera considéré comme nomade au sens de la présente loi. Tout nomade devra être muni d'un carnet d'identité.

ART. 4. — Lors de la mise à exécution de la présente loi, le carnet sera délivré aux nomades actuellement en

France, par le sous-préfet de l'arrondissement dans lequel ils se trouveront.

Dans le cas où un nomade serait dans l'impossibilité de justifier de son identité, il lui sera remis un carnet provisoire sous l'état-civil et la nationalité qu'il aura indiqués.

Le titulaire du carnet aura, à dater du jour de la délivrance de cette pièce, l'identité qui y sera mentionnée. Si les recherches effectuées par les soins de l'administration établissent ultérieurement sa véritable identité, le carnet provisoire sera remplacé par un carnet définitif.

ART. 5. — Les nomades étrangers ne seront admis à pénétrer en France qu'à la condition de se munir du carnet d'identité ; ce carnet leur sera remis, s'il y a lieu, à la sous-préfecture de l'arrondissement frontière, auquel ressortira le point d'entrée. Il ne pourra être délivré qu'aux étrangers qui justifieront d'une identité certaine par la production de pièces authentiques ; il sera refusé à ceux qui ne pourront faire cette justification.

ART. 6. — Le carnet d'identité devra être présenté par son titulaire à toute réquisition des agents de la force publique. Dès l'arrivée du nomade dans une commune où il aura l'intention de séjourner au moins une journée, le carnet devra être soumis au visa du commissaire de police ou du commandant de la brigade de gendarmerie, et, à leur défaut, du maire. Toutefois, si le carnet a déjà été visé dans la commune, un nouveau visa ne sera obligatoire que s'il s'est écoulé au moins deux mois depuis l'apposition de l'ancien.

ART. 7. — Le carnet délivré au chef de famille indiquera l'état-civil et le signalement de toutes les personnes voyageant avec lui, ainsi que les liens de droit ou de parenté qui le rattachent à chacune de ces per-

sonnes. Mention y sera portée, au fur et à mesure qu'ils interviendront, des actes de naissance, de mariage et de décès intéressant un membre du groupe.

Le carnet devra, en conséquence, être produit dans chacune de ces circonstances aux officiers de l'état-civil. Seront, en outre, décrits sur ce carnet, les voitures animaux, tentes, baraques, et généralement tous objets susceptibles d'identifier le groupe dans ses déplacements.

ART. 8. — Outre les plaques prévues par les articles 3 de la loi du 31 mai 1851 et 16 du décret du 10 août 1852 concernant la police du roulage, les véhicules de toute nature assujettis à la présente loi devront être munis d'une plaque de contrôle spécial, dont le numéro sera reporté sur le carnet d'identité.

III. — *Sanctions*

ART. 9. — Tout individu visé par les articles 3 et suivants de la présente loi, qui ne justifiera pas à toute réquisition du carnet d'identité prescrit par ces mêmes articles, sera déféré aux tribunaux de police correctionnelle et puni pour ce seul fait d'un emprisonnement d'un mois à un an.

Dans le cas où les recherches effectuées à l'effet d'établir son identité seraient restées infructueuses, il lui sera délivré, au moment de sa libération, un carnet d'identité établi dans les conditions de l'article 4, § 2, de la présente loi.

ART. 10. — Celui qui fabriquera un faux carnet d'identité, ou falsifiera un carnet d'identité originairement véritable, ou fera usage d'un carnet fabriqué ou falsifié, sera puni d'un emprisonnement de six mois au moins et de trois ans au plus.

ART. 11. — Quiconque prendra dans un carnet d'iden-

tité un nom supposé, même si ce fait ne devait pas être de nature à déterminer l'inscription d'une condamnation au casier judiciaire d'un tiers réellement existant, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans.

La même peine sera applicable à tout individu qui aura fait usage d'un carnet d'identité délivré sous un autre nom que le sien.

ART. 12. — Les dispositions qui précèdent ne feront pas obstacle à ce que les délinquants soient déférés aux tribunaux sous l'inculpation du délit de vagabondage.

ART. 13. — Le refus de présentation prévu par l'article 6 sera puni d'une peine de six jours à deux mois d'emprisonnement.

Tout porteur du carnet d'identité qui aura négligé de le présenter aux visas des autorités encourra une peine de six jours à un mois de prison et une amende de 16 à 200 francs, ou l'une de ces deux peines seulement. Cette peine sera doublée en cas de récidive.

La même peine sera applicable à celui qui aura volontairement déchiré ou maculé des feuilles de son carnet dans le but de dissimuler certains renseignements portés audit carnet.

ART. 14. — L'article 463 du Code Pénal sera applicable à toutes les pénalités prévues par la présente loi.

ART. 15. — Quiconque louera ou concèdera, même à titre gratuit, l'usage d'un terrain, d'une cour ou d'un enclos quelconque pour le stationnement des nomades, sera astreint aux obligations imposées aux hôteliers, logeurs, par l'article 475, § 2, du Code Pénal, et puni comme eux d'une amende de 6 à 10 francs, en cas d'infractions aux dispositions de cet article.

ART. 16. — Tous les agents énumérés dans l'article 15 de la loi du 30 mai 1851, auront qualité pour constater les délits prévus par la présente loi et en dresser procès-

verbal, ainsi que les gardes particuliers assermentés sur le territoire des communes dans lesquelles ils ont été agréés.

ART. 17. — Une prime de 10 francs sera allouée à tout agent verbalisateur pour poursuites exercées et ayant donné lieu à une condamnation ayant acquis la force de chose jugée en vertu des articles 6, 10, 11 et 12 de la présente loi.

ART. 18. — Toutes les fois qu'il y aura matière à application de la présente loi à l'égard d'un contrevenant non domicilié en France, les voitures et animaux pourront être provisoirement retenus, à moins de caution suffisante, et les frais de fourrière qui en résulteront seront à la charge du propriétaire.

IV. — *Dispositions générales*

ART. 19. — Un règlement d'administration publique déterminera les conditions d'application de la présente loi et fixera notamment la forme et les modalités du carnet d'identité prévu par ladite loi, ainsi que les mentions, énonciations et visas que celui-ci comportera. Il indiquera, en outre, la nature et toutes les indications de la plaque de contrôle prévue par l'article 8. Il déterminera également les conditions dans lesquelles des carnets seront attribués aux nomades actuellement en France.

ART. 20. — En vue de défendre les communes contre la propagation des maladies transmissibles visées par l'article 4 de la loi du 15 février 1902, un règlement d'administration publique, rendu après avis du Conseil supérieur d'Hygiène publique de France, déterminera les mesures de prophylaxie, notamment les revaccinations périodiques, auxquelles devront être soumis tous les ambulants et nomades assujettis à la présente loi.

ART. 21. — Les infractions aux règlements d'administration publique, pris en exécution de la présente loi, seront punies d'une peine de six jours à un mois d'emprisonnement, et d'une amende de 16 à 200 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement.

ART. 22. — Les dispositions de la présente loi ne sont pas applicables aux salariés de toute catégorie qui travaillent d'habitude dans les entreprises industrielles ou agricoles, chantiers, ateliers, etc., publics ou privés.

ART. 23. — La présente loi ne sera applicable que dans le délai d'un mois à partir de la publication des règlements d'administration publique qu'elle édicte.

X

MODÈLE DE CERTIFICAT POUR NON-CONDAMNÉ

PARQUET

Le.....

DE
X....

Le Procureur de la République soussigné certifie que le sieur (nom, prénoms, âge, profession), qui était détenu à la Maison d'Arrêt de..... sous l'inculpation " de....., a été mis en liberté à la date du le délit relevé contre lui n'ayant pas paru établi.

Le Procureur de la République :

(Signature)

(Sceau)

N.-B. — Le porteur du présent certificat étant particulièrement intéressant, est recommandé aux différentes sociétés de patronage.

Montpellier, le 28 avril 1910
Vu : le Doyen de la Faculté,
VIGIE.

Montpellier, le 28 avril 1910
Vu : Le Président de la Thèse,
A. LABORDE.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Montpellier, le 29 avril 1910
Pour le Recteur,
Le Vice-Président du Conseil de l'Université, délégué,
Léon PELISSIER.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
PRÉFACE.	5
BIBLIOGRAPHIE	7
INTRODUCTION	11
CHAPITRE PREMIER. — NOTIONS HISTORIQUES SUR LA LÉGISLATION DU VAGABONDAGE ET DE LA MENDI- CITÉ.	11
CHAPITRE II. — NOTIONS GÉNÉRALES THÉORIQUES.	29
PREMIÈRE PARTIE. — LÉGISLATION ACTUELLE DU VAGABONDAGE ET DE LA MENDICITÉ	39
Section Première. — Du vagabon- dage	39
I. — Vagabondage simple	39
CHAPITRE PREMIER. — ÉLÉMENTS CONSTITUTIFS DU DÉLIT	39
§ 1. — Défaut de domicile certain	39
§ 2. — Défaut de moyens de subsistance	42
§ 3. — Non-exercice habituel d'un métier ou d'une profession	44
§ 4. — Intention criminelle	46
§ 5. — Preuve des éléments constitutifs du vagabondage	47
CHAPITRE II. — PÉNALITÉS DU VAGABONDAGE SIMPLE	50

	Pages
II. — Vagabondage avec circonstances aggravantes	56
CHAPITRE PREMIER. — CIRCONSTANCES AGGRAVANTES PROPREMENT DITES.	56
CHAPITRE II. — INFRACTIONS AGGRAVÉES PAR LA QUALITÉ DE VAGABOND DE L'INCUPLÉ.	62
§ 1. — Actes de violence.	62
§ 2. — Port de faux certificats, faux passe-ports, etc.	64
III. — Vagabondage des mineurs. Réclamation et cautionnement des vagabonds. Vagabonds étrangers	65
CHAPITRE PREMIER. — VAGABONDAGE DES MINEURS	65
CHAPITRE II. — RÉCLAMATION ET CAUTIONNEMENT DES VAGABONDS. VAGABONDS ÉTRANGERS.	68
§ 1. — Réclamation et cautionnement	68
§ 2. — Vagabonds étrangers	71
Section II. — De la Mendicité.	73
I. — Mendicité dans les lieux pour lesquels il existe un établissement public.	74
CHAPITRE PREMIER. — ÉLÉMENTS CONSTITUTIFS DU DÉLIT	74
§ 1. — Fait de mendicité intentionnel	75
§ 2. — Existence d'un établissement public.	78
CHAPITRE II. — PÉNALITÉS.	87
II. — Mendicité dans les lieux dépourvus d'établissement public.	92
CHAPITRE UNIQUE	92
§ 1. — Éléments constitutifs du délit.	92
§ 2. — Pénalités.	95

	Pages
III. — Mendicité accompagnée de circonstances spéciales ou aggravantes.	96
CHAPITRE UNIQUE	96
§ 1. — Mendicité avec circonstances spéciales.	96
§ 2. — Mendicité avec circonstances aggravantes.	99
APPENDICE.	100
Lois, décrets et circulaires se rattachant à la matière du vagabondage et de la mendicité.	100
CHAPITRE PREMIER. — LES LOIS	100
CHAPITRE II. — LES DÉCRETS ET LES CIRCULAIRES.	103
DEUXIÈME PARTIE. — PROJET DE RÉFORME DE LA LÉGISLATION DU VAGABONDAGE ET DE LA MENDICITÉ	
GÉNÉRALITES.	111
I. — Projets de réforme émanant de l'initiative parlementaire et gouvernementale	117
CHAPITRE PREMIER. — PROPOSITION MAURICE FAURE ET MICHELIN.	117
CHAPITRE II. — PROPOSITION GEORGES BERRY.	120
CHAPITRE III. — PROPOSITIONS CRUPPI.	126
CHAPITRE IV. — PROPOSITION FLANDIN.	135
CHAPITRE V. — PROPOSITIONS DE POMEREU ET ALBERT LEBRUN	142
CHAPITRE VI. — PROPOSITION DE LA COMMISSION DU VAGABONDAGE.	148
CHAPITRE VII. — PROJET DE LOI DU GOUVERNEMENT.	163

	Pages
II. — Projets de réforme émanant de l'initiative privée.	172
CHAPITRE PREMIER. — PROJET HUBERT DU PUY.	173
CHAPITRE II. — VŒUX DU CONGRÈS INTERNATIONAL D'AGRICULTURE.	177
CONCLUSION	180
ANNEXES.	188
I. — Proposition Maurice Faure.	188
II. — Proposition Michelin	189
III. — Propositions Cruppi.	190
1° Proposition de 1899.	190
2° Proposition de 1907.	195
IV. — Proposition de Pomereu.	201
V. — Proposition G. Berry.	203
VI. — Proposition Flandin	204
VII. — Proposition Lebrun.	209
VIII. — Proposition de la Commission du vagabondage.	210
IX. — Projet du gouvernement.	217
X. — Modèle de certificat pour non-condamné.	222
